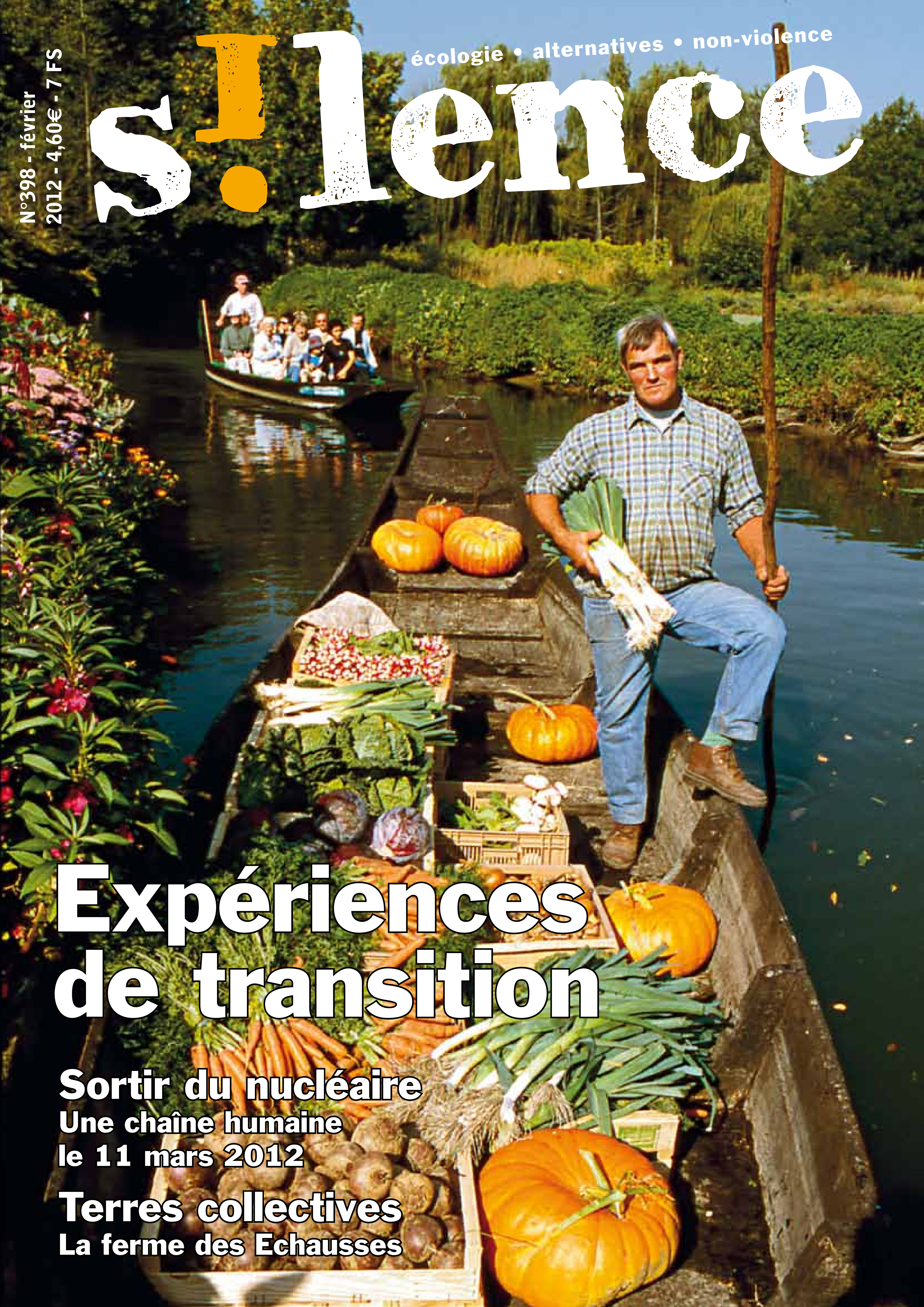


N°398 - février 2012 - 4,60€ - 7 FS
s!lence
écologie • alternatives • non-violence
Expériences de transition
Sortir du nucléaire
Une chaîne humaine le 11 mars 2012
Terres collectives
La ferme des Echausses



Ligne Grande Vitesse Lyon-Turin

Maria Matteo, de No Tav (TGV en italien)

Où en est la construction de la ligne à haute vitesse Lyon-Turin ? Le plan de rigueur budgétaire va-t-il tuer le projet ?

Les travaux pour la nouvelle ligne à grande vitesse Lyon-Turin (LGV) n'ont jamais commencé. Le projet prévoit le passage de la ligne sur la rive droite de la Dora et un tunnel entre Suse et Saint-Jean-de-Maurienne. Le 27 juin 2011, le gouvernement a expulsé le campement permanent des No Tav, "Libera Repubblica de la Maddalena". Il était situé dans le Val de Suse, là où auraient dû partir les travaux pour un tunnel d'exploration préliminaire à l'ouvrage. Pour le moment, seulement un mètre a été creusé ! Le terrain situé sous les piliers de l'autoroute a été fermé par deux rangées de grillage surmontées de barbelés. La zone est éclairée jour et nuit. A l'intérieur personne ne travaille sauf pour installer les grillages. Des centaines de policiers, carabiniers, militaires surveillent le soi-disant chantier, que les No Tav appellent le "fortin".

Le nouveau gouvernement Monti a clairement affirmé que ce projet est une priorité de son exécutif et a annoncé l'ajout de 3,8 milliards d'euros pour la réalisation de celui-ci et d'autres grands chantiers. L'enjeu est lourd. Il s'agit d'un système complexe, élaboré pendant des années pour garantir aux "amis d'amis" de droite et de gauche un butin sûr et légal. Les lignes à haute vitesse construites dans notre pays ont été la toile de fond d'un système de pots-de-vin raffiné et simple. Certaines lois ont permis la mise en place d'un système légal de drainage de l'argent public à des fins très privées. Un système que les No Tav ont rendu transparent en en montrant le mécanisme, en construisant une résistance populaire à laquelle beaucoup de monde se réfère. La force d'un mouvement qui ne baisse pas les bras empêche le lobby bi-partisan du TAV de se répartir le gâteau de 22 milliards d'euros.

Où en est la résistance et le mouvement NO TAV ?

La résistance dure depuis le début des années 1990. La stratégie du gouvernement est de criminaliser le mouvement. Il s'agit de mettre au pas un mouvement devenu une référence pour celles et ceux qui luttent pour la sauvegarde du territoire contre le gaspillage de l'argent public à des fins privées. Un mouvement à la fois enraciné et radical, capable de s'autogérer, de se maintenir soudé dans le temps autour de son objectif. La propagande "Si Tav" (Oui au Tav) a tenté de diviser le mouvement, d'inventer des fractures entre les No Tav. Le mouvement, bien que très divers dans les approches et les analyses, a su y résister. Malgré la pression, ils vont de l'avant, conscients de risquer leur santé et leur liberté.

Au 1er janvier 2012, la zone du chantier est devenue "zone d'intérêt stratégique militaire". Celui qui enfreint ce cadre commettra un délit et sera puni.

Le 8 décembre 2011, dans la même journée il y a eu trois manifestations : deux ont assailli le fortin, une troisième a occupé pendant 12 heures l'autoroute. A la fin de la journée, il y a eu deux blessés graves

le mois de Lasserpe







quoi de neuf ?

N°400 L'écologie en 600 dates



Le numéro 400 paraîtra en avril 2012… Il comprendra un dossier conséquent de 84 pages en couleur ! 40 dates feront l'objet d'un article (avec des signatures venues de l'extérieur de la rédaction), 150 feront l'objet d'une courte présentation, les autres seront présentées en une ligne. Le dossier fera l'objet d'une reprise en livre (aux éditions *Le Passager clandestin*, à paraître fin février 2012). Le numéro sera vendu plus cher (9 €)… sauf pour les abonnés. Pour ne pas le louper, vous pouvez dès maintenant vous abonner.

Des reportages "sans avion"

Tous les mois, nous recevons des propositions de reportages sur ce qui se passe à l'autre bout de la planète. Nous sommes heureux de les publier lorsque les auteur-e-s prennent le temps de voyager lentement — en train, à vélo, à pied, en bus, en stop… ou habitent ces pays. Par contre, parler d'une initiative aussi passionnante soit-elle, tout en utilisant un des moyens les plus sûrs pour détruire la planète — l'avion — nous paraît contradictoire. Nous ne publirons plus les reportages ayant nécessité de prendre l'avion (nous considèrons qu'on devient habitant d'un pays après six mois de résidence).

Prochains régionaux

Les prochains numéros régionaux devraient porter sur **Yvelines et Hauts-de-Seine** (été 2012, reportages en février 2012), Les dernières infos doivent nous parvenir avant le **20 avril 2012**.

Si vous habitez :

- **Nord Midi-Pyrénées (Aveyron, Lot, Tarn et Tarn-et-Garonne)** (janvier 2013, reportages pendant l'été 2012),
- **Ain** (été 2013, reportages en février 2013)

vous pouvez commencer à nous envoyer des documents de présentation des initiatives que vous connaissez.

touchés au visage par des lacrymogènes. Deux jours plus tard, en réponse à cela, les No Tav ont bloqué la ligne de chemin de fer.

Quelle est la place de la non-violence dans la résistance ?

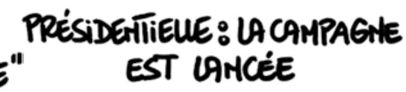
Des membres de mouvements non-violents ont contribué à la naissance et au développement du mouvement No Tav. En général, la stratégie non-violente a été préférée à celle dite "anti-violence" qui implique l'utilisation de pierres et de pétards en réponse aux attaques de plus en plus violentes de la police. La dureté des affrontements actuels a malgré tout affaibli l'option non-violente car ses défenseurs n'ont pas été capables de la mettre en pratique avec la cohérence nécessaire. Le 23 octobre 2011, une action de désobéissance civile de masse avait été organisée, pour aller couper, à visage découvert, les grillages du chantier ; une action très forte et incisive. Au moment de l'action, après avoir passé des heures à arpenter des chemins difficiles en montagne, des membres du mouvement non-violent ont préféré renoncer à l'action.

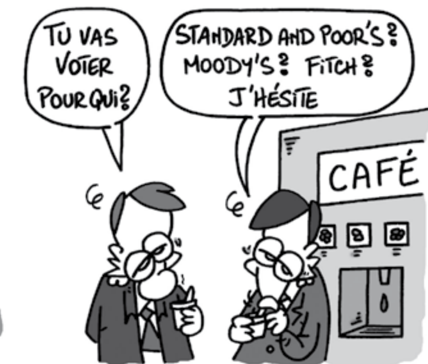
A mon avis, la tactique non-violente, avec sa distinction entre ennemi et adversaire, limitant la violence institutionnelle dans certaines situations, peut être efficace. Si des manipulations médiatiques n'interviennent pas, la pratique de la désobéissance civile non-violente peut parfois susciter des sympathies au-delà des activistes et des sympathisants. Mais aujourd'hui, la tactique majoritaire parmi les No Tav est celle de l' "anti-violence", qui implique la nécessité de l'autodéfense contre les attaques violentes de l'Etat. ■

> Maria Matteo est anarchiste, activiste No Tav depuis une douzaine d'années et membre du comité No Tav Autogestion. www.notav.eu.

PATRIOTISME ÉCONOMIQUE : LA MODE EST AU "MADE IN FRANCE"









Prochain dossier :

A votre santé ?

Venez nous voir les 16 et 17 février !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **16 et 17 février, 15 et 16 mars, 12 et 13 avril...**



Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 10 h les samedis **18 février** (pour le n° d'avril), **24 mars** (pour le n° de mai), **21 avril** (pour le n° de juin)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **4 janvier 2012.**

sommaire

brèves



La tête, le cœur et les mains de la transition ; trois panneaux réalisés par le Centre de culture de Dublin. (p. 5)

D. R.



Exposition de cucurbitacées en Pyrénées-Atlantiques (p. 13)

D. R.



Des légumes locaux pour les parisiens (p. 16)

Federico Gianotti



Broyage de bois en pays de Méné - Bretagne (p. 17)

D. R.



Verger conservatoire près de Liège - Belgique (p. 9)

D. R.

éditorial

Expérimentons !

En France, une partie importante de la mouvance écologiste a hérité de la lutte des classes et considère les inégalités sociales comme des injustices à combattre plutôt que des fatalités à compenser.

Réflexions et actions de transition s'y conjuguent au refus des gaz de schiste, du nucléaire ou de la surveillance électronique généralisée, et à une remise en question grandissante du "travail". Que d'énergie militante alors nécessaire !

Alors qu'aujourd'hui encore, la progression du nombre de groupes de transition concerne surtout le monde anglo-saxon, nous pouvons nous interroger sur une culture politique qui valorise les "communautés" et les échanges affables et inclusifs(1).

Comment penser le caractère alternatif de nos projets pour nous engager à bon escient, sans a priori mais sans naïveté non plus... Quand prenons-nous des risques de récupération ou d'échec ? Pouvons-nous l'éviter ? Comment n'être ni dogmatiques ni inconséquents ?

En s'appuyant sur des expérimentations ? Après une interview de Rob Hopkins, notre dossier présente des expériences en Belgique, en Pyrénées-Atlantiques, à Paris et, sous une autre forme, en Bretagne.

Nous appelons plus que jamais nos lectrices et nos lecteurs à témoigner dans Silence d'autres réussites concrètes de la Transition !

Marie-Pierre Najman ■

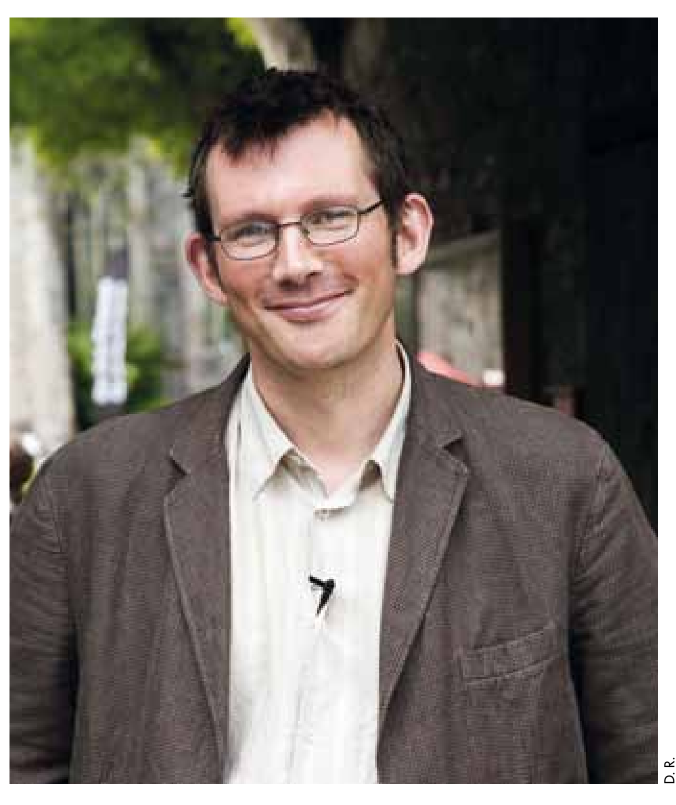
(1) *Silence* a déjà publié trois dossiers sur le sujet de la transition : n°365, 379 et 385, ces numéros sont épuisés, mais téléchargeables gratuitement sur notre site internet www.revuesilence.net.

dossier

Photo de couverture : *Les maraichers des hortillonages d'Amiens avaient l'habitude de livrer leur production par barque. Une habitude à remettre au goût du jour.* © **AS Flament - www.amiens-tourisme.com**

Rob Hopkins, générateur d'optimisme

Rob Hopkins est l'un des animateurs du mouvement des initiatives de transition et l'auteur du "Manuel de transition". A l'occasion de la sortie en Grande-Bretagne d'un nouveau livre qu'il a coordonné présentant les expériences de très nombreux groupes, nous avons souhaité lui poser quelques questions.


D.R.

Silence : **Le mouvement de la transition se répand rapidement à travers l'Europe et au-delà, à différentes stades de développement. D'après vous, quels en sont les principaux obstacles (internes et externes) ?**

Rob Hopkins : Les gens se sentent démunis pour ce genre d'initiative. Ils pensent manquer de bons outils, de bonnes ressources. Un autre obstacle, peut-être, c'est qu'ils se sentent isolés. Ils ne perçoivent pas qu'ils participent à un mouvement plus grand. Ils se sentent en situation précaire, obligés tout le temps de réinventer la roue… Ce que nous avons fait pour les aider à surmonter ces obstacles, c'est créer le *Transition Network* (Réseau de Transition, site en anglais), conçu vraiment pour ça, comme un réseau international d'organisations, et nous donnons des formations pour permettre aux gens, dès leurs premiers pas dans une initiative de transition, d'avoir les bons outils, les bonnes connexions.

Une grande partie de notre travail consiste à mettre en contact différents groupes pour qu'ils puissent se raconter leur histoire, partager leurs ressources et les outils qu'ils ont développés.

En continuant à avancer, les gens peuvent rencontrer d'autres obstacles, comme obtenir assez de soutien de la communauté élargie, essayer de lever des fonds… Un autre obstacle possible peut être de savoir impliquer les politiciens locaux, les autorités locales. Pour ce qui concerne l'argent, nous disons toujours aux groupes qu'on peut aller très loin sans aucun financement. A *Totnes en transition,* les deux premières années, nous n'avions pratiquement rien. Nous essayons d'encourager les initiatives de transition à se considérer, dès les tout premiers stades, comme une "entreprise de service social" vouée à servir la communauté, et à essayer de trouver des ressources sans être complètement dépendants de subventions.

Les groupes de transition se heurtent à des obstacles, mais nous disons toujours que la transition est une grande expérience, et que personne ne sait comment il faut faire.

S'impliquer dans la transition, c'est donc accepter une invitation à prendre part à une expérience historique. Un peu partout dans le monde, on voit que des solutions pour contourner les obstacles sont en train de prendre corps… de façon coopérative… dans 34 pays actuellement.

Nous sommes tous impliqués dans de multiples activités (travail, famille, associations etc.). Il est difficile de s'investir énormément dans les groupes de transition ; cela nous laissera-t-il le temps de nous retourner ? Y-a-t-il des pratiques expérimentées pour répondre à cette sensation de manque de temps ?

RH : La première chose sur laquelle on insiste dans le nouveau livre, c'est que la transition ne doit pas devenir quelque chose qui conduit au divorce, ou qui vous fait découvrir un jour qu'un an s'est passé sans que vous ayez consacré de temps à vos amis et à votre famille, et qu'ils vous en veulent. L'idée, c'est d'y consacrer autant de temps qu'on



Plantations effectuées par des volontaires dans des potagers circulaires du parc Hedgemead, un lieu central de Bath (Grande-Bretagne)

le peut, en faisant bien attention que ça n'empiète pas trop sur notre vie ; et des gens différents, aux différents stades de leur vie, avec différentes situations, pourront donner plus ou moins de temps que d'autres.

La question de base, c'est ce qu'on est capable de donner, d'une façon qui soit saine et constructive. La beauté de la transition, c'est qu'elle comporte beaucoup d'aspects, alors il y aura peut-être un groupe alimentation, un groupe habitat, un groupe énergie, un groupe éducation etc. Et les gens contribuent à ce qui les passionne, ce qu'ils savent bien faire, et ils y consacrent autant ou aussi peu de temps et d'énergie qu'ils le peuvent. L'expérience que font plein de gens, c'est qu'on fait des trouvailles heureuses dans ce processus. Une fois que ça a démarré, les bonnes personnes arrivent au bon moment. Quelquefois, on peut avoir l'impression que la motivation fléchit un peu, peut-être qu'il se passe moins de choses maintenant qu'il y a six mois, mais ensuite très souvent ça repart. Ces choses-là vont par vagues.

Je crois que garder du temps pour soi est vraiment important. Mais par ailleurs la transition permet beaucoup de nouvelles rencontres, de nouvelles amitiés, et le temps qu'on y passe devient plus riche de sens. Et puis vous savez, il y a des gens qui peut-être sont à la retraite ou qui sont en train de changer de travail, et qui ont beaucoup plus de temps à offrir. Et d'autres qui travaillent et ont une famille et ont moins de temps. C'est très bien comme ça, on n'attend de personne qu'il consacre des centaines et des centaines d'heures à la chose.

En réunion, ici, nous sommes tous (ou presque) blancs, de classe moyenne, plus ou moins écolos. Comment intéresser les gens de tous les horizons, classes sociales et origines ?

RH : Au moins au stade initial, la transition, ce sont des gens qui savent bien faire certains types de choses : organiser des événements, en faire la promotion, créer des réseaux etc., des gens dont l'expérience de la vie montre que, si on fait des efforts pour essayer de faire arriver les choses, alors elles arrivent. Et bien sûr cette expérience-là n'est pas l'expérience de tout le monde, et plus vous êtes haut placé dans l'échelle sociale, plus ça a des chances d'être votre expérience.

De plus, ça demande des gens qui ont du temps disponible. À ce stade initial, il est inévitable, je crois, de se retrouver avec des blancs issus de la classe moyenne. Il est très important, dès ce stade initial, d'être déterminés à ne pas en rester là. La volonté est de faire entrer la diversité et l'esprit d'inclusion dans tout ce que fait notre initiative de transition. Il ne s'agit pas de rester assis à attendre que tout le monde vous rejoigne. Il s'agit en fait d'être prêt à sortir et à frapper aux portes, etc.

Il y a un groupe de transition qui avait parlé d'un groupe de femmes qu'ils croyaient difficile à atteindre. Elles leur ont dit : "Nous ne sommes pas difficiles à atteindre. Nous nous réunissons ici tous les mardis. Vous n'avez qu'à venir un mardi et vous nous trouverez là." Beaucoup de groupes, maintenant, font des choses vraiment intéressantes, en termes d'implication plus large allant au-delà du cercle des "suspects habituels".

Tooting en transition, à Londres, a fait un travail vraiment étonnant, travaillant avec différentes communautés religieuses… Ils font chaque année une fête qu'ils appellent *Foodeval.* Dans les boutiques de la grande rue locale, l'idée même d'alimentation locale paraît ridicule : tous les produits viennent du sous-continent indien. *Foodeval* fait venir les jardiniers ou maraîchers locaux pour qu'ils apportent tous leurs surplus à la grande rue, où ils sont cuisinés par des chefs de diverses traditions locales indiennes et pakistanaises. Cela crée un pont entre la nourriture locale et la culture locale.

Il ne faut pas croire que les gens vont venir spontanément à vous. Il s'agit d'être attentif au langage qu'on utilise, ne pas utiliser plein de jargon, ne pas compliquer inutilement les choses, ne pas se draper dans le langage et les vêtements de la contre-culture. C'est pour ainsi dire essayer d'atteindre l'autre côté, essayer de trouver le plus possible de terrain commun, plutôt que de rester cachés dans des terrains "alternatifs".

Au sein du mouvement de transition, faut-il aller vers plus de professionnalisme ou explorer d'autres voies ? Quelles sont les différentes démarches choisies par les groupes ?

RH : La transition est une expérience. Nous avons ce que nous appelons le *Cheerful Disclaimer* [qu'on pourrait traduire par "le joyeux déni (de responsabilité)"], selon laquelle rien ne garantit que ça marche ! Il y a des approches tout à fait différentes de cette question.

Certains groupes auront un type de fonctionnement très horizontal, d'autres une structure de type plus formel, et il n'est pas question de dire que l'un soit bon et l'autre mauvaise. Il y a une demande de diversification des niveaux de prises de décision, d'éducation et ce genre de choses.

Je crois aussi que ça varie selon le stade où l'on en est. Les initiatives se développent pour devenir quelque chose qui prend la localisation du territoire comme objectif de développement coordonné. Quand vous commencez à obtenir des financements, à fonctionner comme une "entreprise sociale" avec de l'argent qui circule, vous êtes obligés d'être structurés et organisés, de façon beaucoup plus formelle que quand vous étiez juste une poignée de gens qui se réunissait dans un café…

Ça change à chaque stade. A Totnes, au bout d'à peu près deux ans, nous avons dû nous constituer en organisation formelle, nous commencions à avoir de l'argent et avions besoin d'un compte en banque, etc.

Je crois aussi à un autre style de "leadership". Le travail de leadership n'est pas juste un truc du sommet vers la base. C'est vraiment aider les gens à faire ce pour quoi ils sont bons. La transition, ça tient en fait dans cette idée d'optimisme en action… Et ça peut être fait de plein de façons différentes. Mon expérience de la meilleure façon de faire, c'est de créer un espace où les gens peuvent être brillants dans ce qu'ils savent faire le mieux. Et alors vous pouvez apprécier et célébrer ce qu'ils font.



Réunion dans une serre du sous-groupe "paysages nourriciers" du groupe de transition de Finsbury Park (un quartier de Londres).

Quels outils, utiles en Angleterre, pourraient servir en France et, en général, à quoi semble-t-il nécessaire de faire particulièrement attention dans la phase actuelle de développement du mouvement ?

RH : L'idée essentielle du nouveau livre, *Le Guide de la Transition – Rendre votre communauté plus résiliente dans des temps troublés* [ndlr : en cours de traduction] est de mettre des ressources en libre service. Aux gens, n'importe où dans le monde, d'y puiser pour l'expérimenter et se l'approprier. Il y a assez de contenu pour que les gens sachent ce qu'est la transition, se sentent accrochés et puissent se l'approprier. Il y a des milliers d'initiatives de par le monde, et ce que nous avons fait, avec ce nouveau livre, c'est aller voir tous ces gens pour leur demander : "Qu'avez-vous appris, quelle est votre expérience ? Qu'est-ce qui marche ? Qu'est-ce qui ne marche pas ? Qu'est-ce qui bloque ? Quelles solutions trouvez-vous ? Racontez nous." Ce livre a donc été un processus profondément coopératif.

Ce que nous avons trouvé, c'est que les groupes passent par cinq stades très différents.

• Le premier, que nous appelons **Démarrer**, c'est quand on commence à rencontrer des gens, ou bien ce sont des gens qu'on connaît déjà, et on se dit : "Pourquoi est-ce qu'on ne se lancerait pas dans la transition, et si on projetait des films ?", et ce genre de choses… et on crée un groupe.



En février 2011, le groupe portugais Transição em Telheiras, dans un quartier de Lisbonne, apprend aux personnes vivant en appartement comment créer un jardin domestique. Chacun repart avec une jardinière comprenant de l'ail, de la laitue, des tomates et du persil.

• Le deuxième, que nous appelons **Approfondir**, c'est quand on découvre qu'on est soi-même la Transition ; on est alors un peu plus important, on prend conscience que cela implique des choses.

• Le troisième est ce que nous appelons **Créer des liens**. C'est le stade où on pense "Bon, OK, nous voilà sur scène, nous voyons ce que nous faisons, comment aller plus loin ?" Comment travailler avec les autorités locales ? Comment étendre nos contacts, nous connecter à des gens que nous n'avons pas encore touchés ? Comment toucher les entreprises locales ?…

• Le quatrième stade est ce que nous appelons **Construire**, qui est, à mon avis, le stade qui distingue vraiment la Transition des autres démarches ; c'est : comment aborder très sérieusement le



Les projets en "agriculture communautaire assistée", fondés sur des achats en souscription, n'ont pas besoin d'être à grande échelle… Ainsi, ce petit club d'élevage de cochons a pour membres six familles de Totnes.



Ce programme "Adoptez un arbre fruitier" a aidé à payer l'assurance d'un nouveau jardin partagé réalisé par Los Angeles en transition.

problème de la localisation de notre économie ? Comment initier notre réflexion et mettre au point des stratégies ? Comment créer de nouvelles banques ? De nouveaux fournisseurs d'énergie ? De nouveaux systèmes d'alimentation ?…

• Et le cinquième stade, nous l'appelons **Oser rêver**, c'est commencer à se projeter dans l'avenir, et se demander : de quoi ça aurait l'air si chaque ville de France avait un projet de transition très actif ? En quoi ça commencerait à affecter les décisions politiques ? En quoi cela commencerait-il à affecter nos façons d'investir notre argent ?…

Tous ces stades, c'est comme quand on fait un voyage ; on traverse des paysages très différents, mais il n'y a pas des lignes qu'on franchit en se disant "Zut ! J'ai quitté la plaine pour arriver dans la montagne…" C'est juste quelque chose dont on prend conscience en même temps qu'on progresse : "On dirait que quelque chose a vraiment changé. Nous sommes vraiment à un autre stade !" Alors, pour revenir à la question, à ce stade précoce, tous ces outils, ces ingrédients, je crois qu'ils pourraient être utilisés en France.

Je crois que l'aspect le plus important sur lequel il faut se concentrer au stade initial du mouvement, c'est de bien constituer les groupes. Et quand les gens se mettent ensemble pour former un groupe, ils doivent consacrer un certain temps à trouver comment ils vont travailler ensemble en tant que groupe, comment tout ça va marcher. Parce que les groupes qui continuent à fonctionner et à faire du vraiment bon travail sont ceux qui ont été attentifs à cela.

En quoi le nouveau livre se distingue-t-il du *Manuel de transition* ?

RH : Le premier livre dit : "De quoi ça aurait l'air, si un mouvement faisait ça ?" C'est un peu spéculatif, ça contient ce que nous appelons les *Douze étapes de la Transition*, qui à ce stade ressemblent à ce que nous avons fait à Totnes.

Depuis, cinq années ont passé. Le nouveau livre me semble beaucoup plus riche. Il repose sur l'expérience des différents groupes, les obstacles qu'ils ont rencontrés, les défis, les solutions qu'ils ont trouvées, et des tas et des tas d'histoires sur ce que font les groupes. Je crois qu'il est bien plus mûr, plus adulte que le précédent, argumentant sur le fait que notre action actuelle crée vraiment une nouvelle économie, dont l'organisation du service social en sera l'un des aspects clefs. Il s'agit d'un processus qui démarre avec de petites choses : événements publics, réunions, planter des arbres et tout ça, mais ce vers quoi ça se dirige c'est, je pense, très profond : c'est la création d'une nouvelle économie complémentaire, en termes d'alimentation, d'énergie et d'habitat, basée sur l'esprit d'entreprise. Cette idée de localisation comme facteur de développement économique est vraiment la grande idée du livre.

Il y a une histoire adorable que j'ai mentionnée dans l'introduction, sur un couple d'Américains que j'ai rencontrés. Ils s'étaient construit une maison en bottes de paille, et il fallait la crépir. Alors ils ont décidé de se marier et, après la cérémonie, ils ont fait une fête du crépi pour tous les invités de la noce. Ils ont mélangé tout plein de crépis argileux, et tous ont participé. En une journée, presque tout le travail a été fini. Ils ont dit que ce qu'ils aimaient dans leur maison, c'est qu'elle avait été tapotée tout partout par tous les gens qu'ils aimaient. Dans le nouveau livre, on trouve le même esprit.

Propos recueillis par **Susan Cerezo**, traduction **Frédéric Pham** ■

Le verger conservatoire et de transition de Soumagne

A partir du rêve d'un homme, toute une équipe se mobilise. Au départ, l'objectif numéro un est de préserver une grande variété fruitière sur le plateau de Herve, dans la province de Liège, historiquement connu pour ses cultures fruitières et sa très grande diversité de variétés. Le projet va très vite s'élargir à une vision plus globale de l'avenir sans pétrole bon marché et à l'importance de la transmission des anciens savoir-faire aux générations futures. Voici la généalogie abrégée de cette expérience singulière.



D. R.

Inauguration et plantation au verger conservatoire (Didier Brick tient l'arbre)

"I have a dream…" Au début, il y a eu Didier Brick, aujourd'hui président de la régionale liégeoise des Amis de la Terre : "Depuis tout petit, le fruit défendu qu'Eve a tendu à Adam a toujours ravi mon palais. Quel souvenir que celui de ces petites pommes jaunes que je mangeais avec mon grand-père, après les gelées dans le verger ! Triste de voir s'éteindre les uns après les autres les vieux arbres du verger familial, j'ai planté mes premiers fruitiers autour de mes quatorze ans. C'est également à cette époque que le vieux Nicolas m'a enseigné une technique fascinante : le greffage, ou plutôt l'art de transmettre la vie d'un arbre à un autre. Je m'applique avec succès pour sauver plusieurs variétés que mes ancêtres avaient plantées. Et avec le temps qui passe, voici le verger familial à nouveau complet tandis que je découvre toujours de nouvelles variétés de pommes anciennes à préserver."

De Didier aux Amis de la Terre....

En 2004, Didier rejoint les Amis de la Terre après une rencontre avec Jean Fassotte, dans le cadre d'une animation verger, avec une mini-collection de pommes dans son garage. Il rencontre de nouveaux amis, participe désormais aux "Journées de la Pomme"(1) de la Régionale liégeoise des Amis de la Terre et aux activités de taille. Quelques années passent…

Le rêve d'une équipe : créer un verger conservatoire !

"Nous avons pris conscience de la riche biodiversité fruitière du Pays de Herve, mais surtout des menaces de disparition qui pèsent sur elle. Certaines des variétés typiques du Pays de Herve n'existent plus qu'en un ou deux exemplaires dans le verger conservatoire du CRA(2), à Gembloux."

En 2007-2008, le projet d'un verger conservatoire du Pays de Herve mijote. Mais il est impossible de trouver un terrain jusqu'au jour où, grâce à Infrabel (société gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire belge), le groupe trouve, en prêt, un terrain de 8 ha situé le long de la ligne TGV, dans la commune de Soumagne(3). Le samedi 26 janvier 2008, sont plantés les premiers fruitiers hautes tiges, greffés le printemps précédent.

Contacts :
liege@amisdelaterre.be
Didier Brick : dbrick@scarlet.be
ou 00(32) 4 97 82 63 83

(1) En 2012, ce sera la 10e édition de la journée de la Pomme au domaine de Wégimont, pour cette occasion les petits plats seront mis dans les grands !
(2) Centre wallon de recherches agronomiques, www.cra.wallonie.be
(3) 13 km à l'est de Liège.



D. R.

Conférence pour l'inauguration du verger conservatoire.

"Notre but est de 'rapatrier' chez nous ces variétés typiques maintenues au CRA de Gembloux. A notre connaissance, il s'agit du plus grand projet lié au verger en Wallonie. C'est aussi l'occasion idéale de nous retrouver autour d'un projet fédérateur au niveau de la région. Tous les membres régionaux sont sollicités et une équipe se mobilise sur cette activité."

Une "équipe verger" en 2008

"Maintenant, il faut gérer la création de groupes 'verger' : les schtroumpfs bricoleurs, les administratifs, les animateurs : tous bénévoles et motivés...

Il a fallu trouver un nom pour notre verger ; ce sera *"Li wêde del bèle-fleûr",* un clin d'œil en wallon, car si la pomme belle-fleur est bien connue de tous, il faut savoir que notre verger se situe au pied de la belle-fleur d'un charbonnage désormais fermé, mais qui évoque encore beaucoup de souvenirs aux anciens(4).

(4) La partie la plus visible d'un charbonnage est appelée châssis à molettes ou belle-fleur en Belgique.

"Ce verger se veut également un véritable outil pédagogique. En effet, les plantations et la gestion se déroulent dans le cadre d'animations et de chantiers à destination du grand public. Ainsi, chaque participant a l'occasion de mettre la main à la pâte, ou plutôt à la bêche et au sécateur, pour planter ou tailler les arbres et ce, au cours des années à venir. Autant de gestes et de techniques routinières pour nos ancêtres, mais dont le savoir s'est malheureusement perdu ou presque.

"Et bien entendu, il faut de l'argent : l'équipe administrative se met en quête de subsides, de bourses, etc. Nous décidons de solliciter les Amis de la Terre et les autres habitants de la région et nous organisons *un système de parrainage d'arbres,* ceci au cours de soirées amicales, créatives, chaleureuses, arrosées de jus de pomme ou parfois de cidre.

Parrainer un arbre est un projet à long terme. Cela signifie que la personne s'engage à participer aux chantiers/verger au moins deux fois par an. Le montant demandé s'élève à 50 € : cela correspond aux frais d'achat de l'arbre et du matériel de protection contre les campagnols et le bétail. En échange, le nom du donateur (ou celui d'un enfant) est associé à un arbre. Lorsque les arbres porteront des fruits, les parrains bénéficieront solidairement de l'ensemble des récoltes du verger."

Et nous voilà en transition vers un autre mode de vie....

"Nous avons voulu planter un verger en sachant fort bien que les bénéfices en reviendraient à nos enfants et petits-enfants, et qu'il fallait que nous en prenions l'initiative. Quel plaisir de rêver d'un avenir où les prochaines générations dégusteront des pommes saines de notre verger (collectif), boiront du cidre du pays et mangeront des tartines de vrai sirop de Liège...

"Entre-temps, nous avons compris l'importance de l'incidence des changements climatiques et des conséquences de 'l'après-pétrole bon marché'. Nous avons voulu voir comment d'autres réagissaient, en partant durant une semaine à Totnes, en septembre 2010, à la rencontre des pionniers de la Transition."

L'initiative a dépassé son but premier, la conservation de la biodiversité, pour s'ouvrir sur d'autres horizons, sur une vision globale du monde de demain et devenir une initiative de transition, chaque jour en développement. D'où le nom actuel de l'initiative : *"Li wêde del bèle-fleûr, verger conservatoire et de transition".*

En marche vers un avenir ensoleillé, à côté de chez nous, maintenant

"Nous prenons conscience que, pour féconder les arbres, il faut préserver les abeilles qui, comme chacun sait, se portent mal. C'est pourquoi la

Le réseau en Belgique francophone

Depuis la traduction en français du *Manuel de Transition,* fin 2010, les Initiatives fleurissent partout en Belgique.

Liège en Transition est lancé. Le groupe-pilote a été créé début novembre 2011. Premier événement, la conférence de Carlo Petrini (le créateur de Slow Food) : 300 personnes. Deuxième événement, la projection de *Cultures en Transition* en présence du réalisateur Nils Aguilar, salle comble de 420 personnes. Quel début !

Ath-en-Transition vient d'être reconnue officiellement comme initiative au niveau international.

Un grand mouvement est en train de se structurer aussi à **Bruxelles**, surtout depuis la venue de Rob Hopkins fin septembre 2011.

Le **réseau de Transition Wallonie-Bruxelles** (francophone) s'est constitué pour coordonner le mouvement et aider les initiatives naissantes (contact : 081/39.06.39 - robin@amisdelaterre.be).

En Belgique, il est plus facile de construire la transition que de constituer un gouvernement !

création d'un rucher est en cours ainsi qu'un terrain avec une prairie fleurie, mellifère, et plantée de petits fruits. Il faut encore penser aux fruits secs qui nourriront très utilement nos descendants, mais ces arbres ne porteront que dans de nombreuses années. Alors, allons-y, plantons des noyers, des châtaigniers, des noisetiers, etc. et cherchons auprès des anciens sages leurs savoir-faire (fauchage, taille, greffage, conservation des fruits...) en prenant plaisir à ces échanges. Nous transmettons ces techniques aux jeunes lors de nos "chantiers/vergers" pour qu'ils puissent les transmettre à leur tour".

Toutes ces activités de plaisir et de partage ont créé des liens chaleureux et indéfectibles dans le groupe. Il en ressort une image positive de l'avenir. Les pouvoirs politiques locaux n'y sont pas insensibles. Les écoles s'y intéressent aussi.

"Nous attendons que les nouveaux membres osent se lancer dans l'aventure de la transmission, au-delà de leur utile participation car les demandes locales sont nombreuses.

Les liens avec des groupements de producteurs, d'acheteurs, avec des éducateurs et des animateurs ainsi qu'avec d'autres 'transitionneurs' se tissent chaque jour".

Li wêde del bèle-fleûr est une initiative localisée dans une zone semi-rurale bien particulière, transposable facilement sur tout terrain adapté à la plantation de fruitiers. Le groupe partagera avec plaisir toutes ses réflexions dans l'émergence d'autres initiatives de transition de ce genre.

"Lorsque nous plantons de nouveaux arbres, nous plantons les graines de la Paix", disait Wangari Mathai, lauréate du prix Nobel de la Paix en 2004.

Propos de **Liliane Jonnard** et **Didier Brick**
recueillis par **Geneviève Adam**
Amis de la Terre – Belgique ■



L'équipe actuelle du verger conservatoire.



Journée de la pomme 2011.



Fauchage manuel du verger conservatoire.



Jeune plant d'un arbre fruitier avec le nom de son parrain.

Pour une vision positive et créative de l'avenir

Ath est une commune de 27 000 habitants située à mi-chemin de Bruxelles et de Lille. *Ath en transition* a vu le jour en septembre 2010.

Contact :
http://athentransition.over-blog.org/

Le point d'entrée a été la permaculture, et ensuite le pic du pétrole. Si l'on ajoute la prise en compte des changements climatiques et des crises du système économique, il est donc nécessaire de remettre en question la façon dont nous vivons à notre époque. Le futur sans pétrole et sans énergies fossiles pourrait être préférable au présent si on y met de l'imagination et de la créativité.

La mise en réseau avec les projets existants

Le groupe a commencé par mettre en réseau des initiatives résilientes[1]. Par exemple des actions concrètes telles que les groupes d'achat solidaires (*www.gasath.be*), le système d'échange local (*www.boutsdefisel.be*), le groupe de simplicité volontaire initié par les *Amis de la Terre,* le potager collectif du Sapha, les nombreux ateliers pratiques organisés par *Nature & Progrès,* une ressourcerie (*www.recasbl.be*), une librairie de seconde main, une coopérative de production et de commercialisation de nourriture en circuits courts (*www.coprosain.be*)... et de nombreuses associations qui organisent des ateliers, des événements et des soirées de sensibilisation. Le groupe a pour volonté de valoriser et d'amplifier ces initiatives positives, mais aussi d'agir comme initiateur ou facilitateur dans la mise en place de nouveaux projets qui soient complémentaires avec l'existant.



Un processus facilitateur d'initiatives et de changement

Après une période de préparation et de mise en réseau avec l'existant et les autorités, le groupe organise maintenant des activités ouvertes à toutes et tous. Des films tels que *Cultures en transition*[2] ont été projetés et suivis d'échanges très intéressants. Un forum ouvert a été organisé sur le sujet suivant : "Comment se chauffer à Ath après le pic du pétrole, en période d'énergie rationnée et chère ?". De nouvelles personnes ont rejoint le groupe à la suite de ces événements.

Ath en transition participe aussi activement, depuis ses débuts, à l'*agenda 21* local initié par les autorités communales[3]. Le groupe a proposé de nombreuses activités qui ont été intégrées dans le plan d'action. Cela a demandé beaucoup de travail, mais le résultat est positif et ambitieux. Cela devrait permettre de recevoir plus de soutien des autorités pour les projets, car une implication positive et concrète fait d'*Ath en transition* un partenaire apprécié et reconnu.

Un groupe de citoyens, dont la plupart sont actifs au sein d'*Ath en transition,* souhaite créer un lieu de permaculture dont l'activité première serait la production de fruits, de légumes et de plantes médicinales. Ce groupe souhaiterait aussi développer dans un second temps, autour de ce lieu, des habitats groupés, des activités de formation, de l'éco-construction, de la récupération/réutilisation, des activités de bien-être (yoga, massages...). Ce projet permaculturel pourrait être soutenu par l'*agenda 21* qui a déjà retenu la proposition de mettre en place des cantines durables avec des produits bios, locaux et de saison dans les écoles.

D'autres événements sont prévus avec l'objectif de faire connaître la transition et de démarrer d'autres projets concrets et accessibles à tou(te)s, tels que la création d'une monnaie locale. Chaque citoyen est donc invité à rejoindre cette dynamique. Ceux qui y participent déjà ressentent les effets libérateurs d'une action menée dans le cadre d'une vision positive et créative de l'avenir.

Josué Dusoulier ■

(1) Le principe de la résilience, capacité de résister aux changements de manière positive, a été longuement présenté dans notre dossier de décembre 2010, *Silence* n° 385.

(2) Très bon film de Nils Aguilar, voir *www.milpafilms.org*

(3) L'agenda 21 est issu de la conférence de Rio en 1992. Un agenda 21 local offre un cadre de travail aux collectivités locales et à leurs habitants pour y mettre en œuvre les concepts de développement durable. La fin du pétrole bon marché y est très peu prise en compte pour le moment.


D. R.

Mise en place d'un verger.

Des initiatives de transition qui se démultiplient

Nous retrouvons des initiatives à Salies-de-Béarn, Bayonne, Biarritz, Lourdes, Gan et Jurançon. De nouvelles se mettent aussi en place à Orthez et à Dax (dans les Landes, mais en liaison avec Orthez)(1)... Elles viennent renforcer d'autres actions concrètes en introduisant à la fois de nouvelles problématiques (sortir du pétrole) et de nouvelles méthodes (résilience, optimisme, ouverture...)

La région n'a pas attendu les initiatives de transition pour développer des actions résilientes, très proches de la démarche. Il y a par exemple déjà 56 AMAP dans le département.

En octobre 2010 est organisée une manifestation dans un quartier de Bayonne, avec pour thème : "journée sans pétrole". La mairie interdit l'accès aux voitures dans ce quartier pendant toute la journée. Des conférences sont organisées et le film *En transition 1.0,* programmé dans une salle d'une capacité de 30 à 40 spectateurs, accueille plus de 90 personnes.

Dans cette ville, l'association *Bizi !* est très active. Elle met en place non seulement des manifestations engagées, mais aussi beaucoup d'autres événements dans l'esprit de la transition, comme un grand marché fermier durable ou encore un tout récent projet de monnaie locale(2).

Banketik, groupe de travail de *Bizi !* organisé autour de Daniel Junquas, pose la question du choix de sa banque selon des critères durables et humains : type d'investissements, liens avec des paradis fiscaux, etc. Tout cela va dans le sens de la transition. L'association poursuit son petit bonhomme de chemin à sa manière, et l'idée de "Bayonne ville en transition" mûrit tout doucement.

A Came (800 habitants), on parle de créer une coopérative citoyenne, de partager des jardins, etc., en liens avec d'autres groupes de transition. Le petit village d'Araujuzon (180 habitants) a décroché le premier label "écovillage" du département.

Tout a commencé par un voyage

La transition est entrée dans ma vie lors de mon voyage dans le Devon, en Angleterre, en septembre 2009. Nous visitions le Devon. A coté du Schumacher Institute, il y avait une forêt où l'on intégrait des plantes comestibles ainsi que des arbres et des arbustes à fruits : *The Edible Forest Garden*(3). Un concept magnifique, encore peu connu chez nous(4). La symbiose des plantes induit un cycle perpétuel, ne nécessitant ni rotation, ni binage, ni arrosage. Le système est autonome.

Nous avons acheté le livre de David Jacks et Eric Toesmeier, *Ecological Vision And Theory, Design and Practice for Temperate Climate Permaculture*(5). Pas loin de cet endroit se trouvait la petite ville de Totnes. En y entrant, nous avons tout de suite remarqué que presque tous les magasins proposaient des légumes bios ou/et locaux, que les boulangeries étaient bios, qu'il y avait même un commerce de pompes funèbres qui offrait des draps en feutre et des cercueils en roseau, 100 % écolo ! Nous sommes entrés dans une librairie et nous avons immédiatement trouvé *The Transition Handbook* de Rob Hopkins(6). Nous nous sommes alors rendu compte que nous étions dans la ville de *Totnes en Transition*. Un moment, nous avons songé à rencontrer les gens à l'origine de la transition, puis nous avons décidé qu'il était mieux d'étudier d'abord le manuel.

En retournant à Salies-de-Béarn, nous avons parlé de la transition au sein de notre association locale, l'Association de protection de la qualité de vie dans le Béarn (APQV). Le bureau fut enthousiaste. Nous avons ensuite créé un groupe de pilotage avec quatre personnes : Sylvain, animateur de l'AMAP de Sauveterre et savonnier(7), Jean-François, grand défenseur du maïs grand roux, Piet, mon époux, et moi, Kitty. Fin 2009, le film *In transition 1.0* était à vendre sur *www.*

(1) La taille de ces communes est très variable : Salies de Béarn, 4800 habitants. Bayonne, 44 000 habitants. Biarritz, 26 000 habitants. Lourdes, 16 000 habitants. Gan, 5000 habitants. Jurançon, 7000 habitants. Dax, 21000 habitants. Orthez, 10 000 habitants.

(2) Bizi ! 22, rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 65 52, www.bizimugi.eu.

(3) Jardin forestier comestible

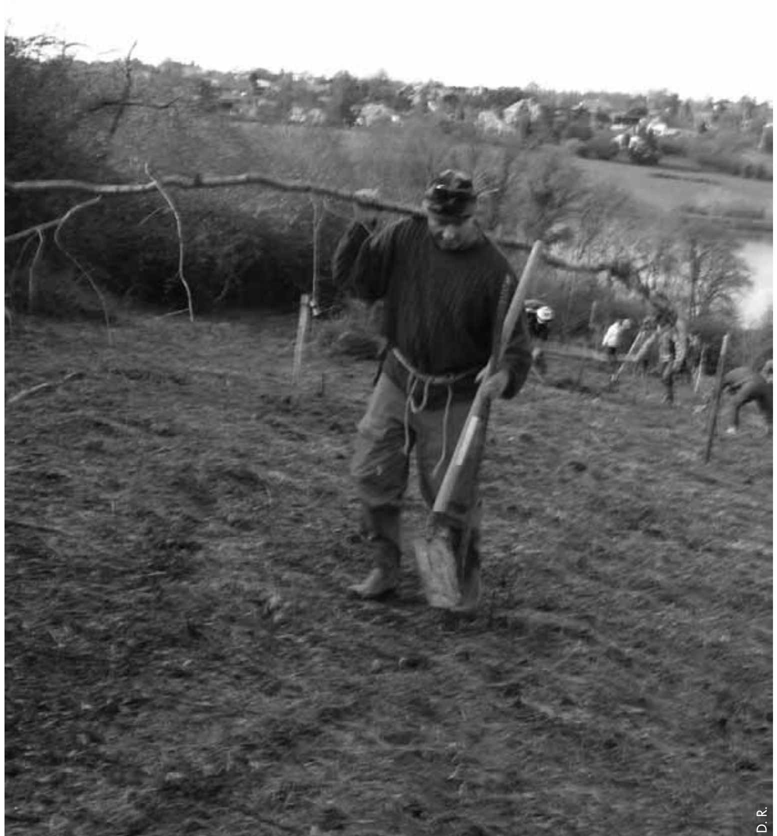
(4) Note de la rédaction : nous avons présenté une telle démarche liée à la permaculture autour de la ferme du Collet, dans les Alpes-Maritimes, *Silence* n° 342, janvier 2007.

(5) Pour une théorie et une vision écologiques, design et pratiques pour la permaculture en climat tempéré

(6) *Manuel de transition,* Rob Hopkins, éd. Ecosociété (Québec) et Silence (France), 2010.

(7) Voir un entretien avec lui sur le site *www.transitionfrance.fr*


Réunion de la coordination des groupes de transition des Pyrénées-Atlantiques.


Plantation à Orthez d'un hectare d'arbres fruitiers de variétés anciennes.

transitionculture.org, et j'en ai tout de suite acheté 10 exemplaires pour les offrir à mes amis pour Noël. Début 2010, le DVD a été sous-titré en français, et j'en ai racheté 30 pour les distribuer à des prix plus intéressants. J'ai ajouté un petit mot au sujet des objectifs de résilience. Début mars 2010, Piet et moi-même avons suivi le cycle de formation sur les territoires en transition en Hollande. Grâce à deux élus municipaux, membres du bureau de l'APQV, la demande de projeter le film dans la salle de la mairie fut acceptée.

Nous l'avons projeté trois fois à Salies-de-Béarn, et une fois à Billère avec l'antenne locale de *Slow Food,* très active en Béarn, et deux autres associations, *Tisslien64* et l'AMAP de Nicolas Dessilles. Celui-ci souhaitait commencer une initiative à Gan, mais il était alors très occupé avec son AMAP. Maintenant il anime une AMAP à Bordes (chez et avec Turbomeca) avec 150 adhérents. Un premier article a été diffusé dans le journal local *Sud-Ouest.*

Une première action : les échanges de semences

Un premier groupe de travail a été créé, début 2010, juste après le débat autour du film de Coline Serreau, *Solutions locales pour un désordre global.* Ce débat a mis en évidence la demande de personnes pour se procurer des semences locales. Notre proposition a été alors que, quel que soit notre statut, paysan ou particulier, nous formions un groupe d'échange de semences et de partage de nos savoir-faire sur le terrain. Le groupe a démarré à 12 personnes, et en compte maintenant plus de 40.

Un jardin potager en centre-ville

Pendant l'été 2010, le maire a mis à disposition du groupe de transition un terrain nu gazonné de 3000 m² en plein centre-ville, destiné à devenir un jardin public… potager ! Afin de mener à bien ce projet, nous avons fondé l'association *Salies en Transition* et signé une convention avec la mairie en 2011. La parcelle étant difficilement cultivable (ancien emplacement des quais de la gare, proximité des salines), nous avons cherché des alternatives : des bacs de kiwis (palox) seront installés pour recevoir les cultures de légumes de variétés oubliées ou anciennes. Parallèlement, nous emploierons les techniques dites de "lasagne" en permaculture(8). L'eau sera récupérée à partir de la toiture de l'école de musique (ancienne gare).

Notre groupe cumule beaucoup d'expériences en agriculture biologique. Entre autres, nous comptons un apiculteur et Jean, expert en permaculture. Nous souhaitons aussi proposer des ateliers pour les enfants, par exemple de compostage, de présentation de différentes techniques, etc.

Pour mener à bien ce projet, Bernadette, qui a rejoint le groupe de pilotage depuis quelques mois, est notre conseillère technique. Dominique, maraîchère professionnelle qui entretient un hectare de culture au château d'Orlon, fait aussi partie du groupe. Les bacs attendent que la municipalité effectue quelques travaux en bordure du terrain, et le projet entrera dans sa phase active au printemps 2012, construit par les citoyens et pour les citoyens.

Le lieu sera ouvert au public, non pas comme des jardins partagés ou communaux, mais plutôt comme un espace collectif et participatif.

(8) Une lasagne est une bande de culture directement installée sur une couche de compost : on met deux couches de cartons usagés (pour éviter les repousses à partir du sol), puis on alterne compost vert (herbes, épluchures…) et compost brun (broyat de branches, paille, feuilles mortes…). On termine par une couche plate de terreau sur laquelle on cultive. [Voir par exemple : *les Quatre saisons du jardin bio,* n° 186, janvier 2011]



A Salies-de-Béarn, préparation de culture en boîte (palox) pour la mise en place d'un jardin collectif en centre-ville.



Expérience de culture en boîte pour voir ce que cela peut donner pour le jardin collectif qui démarre en ce printemps 2012.

Nous avons aussi réalisé une étude qui recense tous les producteurs et artisans du territoire, et il y a encore beaucoup de travail pour tisser des liens forts entre producteurs et consommateurs.

Aide aux autres groupes de transition

Grâce aux sites internet, j'ai pu observer le développement du mouvement de transition en France, en Hollande et en Angleterre. En 2010, j'ai vendu 150 DVD en France, (220 distribués si l'on compte les exemplaires offerts) et les initiatives restaient encore très discrètes. Dans le même temps en Hollande, j'ai vu que le nombre d'initiatives avait grimpé jusqu'à 50. En octobre 2010, j'ai donc proposé la création d'un portail français afin de favoriser les liens et les échanges entre les initiatives françaises et pour les rendre plus visibles au grand public.

Francis, webmaster, et moi-même avons construit le site *www.transitionfrance.fr* pour montrer la démarche aux gens souhaitant engager une initiative, et aussi pour s'exprimer et s'y retrouver. Nous avons utilisé le modèle du site hollandais(9) ainsi que les textes du site *www.villenentransition.net*. Pierre Bertrand(10) y a ajouté des documents, et beaucoup d'autres personnes nous ont aidé et continuent à collaborer (entre autres pour les traductions) sur une base saine de bonne volonté(11). Maintenant, nous comptons aussi les personnes qui témoignent d'initiatives(12) ainsi que celles qui se sont inscrites sur la liste de contacts.

Dans de nombreux pays, le mouvement de transition explose. De nombreuses démarches ne sont malheureusement pas encore traduites en français. C'est un frein important de ne pas pouvoir s'informer sur ce que ce mouvement peut mettre en œuvre un peu partout dans le monde.

Echanger au niveau international

Les différences de culture sont énormes. La France a encore un peu une culture d'alimentation saine, des marchés de producteurs, des repas pris en famille et cuisinés (cela se dégrade très vite dans les villes). Une perspective de relancer des cultures maraîchères pour les villes est envisageable. C'est une urgence afin d'être plus autonome.

A Amsterdam, on intervient plus directement dans la ville : les jardins publics sont reconvertis en potagers ; on cultive des légumes sur les balcons ; on occupe les terrains vagues pour planter des salades…

Pour l'anecdote, le 10 octobre 2010 se déroulèrent un peu partout des manifestations contre l'échec du sommet sur le climat à Copenhague. A Pau, les participants formèrent le chiffre 350 en grande taille sur la place Clemenceau. Une photo aérienne fut prise d'un hélicoptère. Et le lendemain, dans le journal local, une très belle photo et le titre "Manifestation contre le CO_2" ! Par opposition, à Deventer (Hollande), le groupe de transition a planté 350 noisetiers en ville…

En conclusion, j'espère que tous les acteurs de la transition en France vont travailler ensemble, quels que soient leurs association ou mouvements, afin d'influer sur notre avenir et celui de nos enfants.

Kitty de Bruin ■

(9) Remerciements à Adri

(10) Membre de Trièves en transition, voir *Silence* n° 393, septembre 2011

(11) Hélène, Isabelle, Martine, Anne, Sylvain, J. Jayot, Charles qui a ajouté des liens… et *Silence* qui nous envoie des dates d'événements pour l'agenda

(12) Fin 2011, plus de 50 inscrites sur le site internet



D. R.

S'alimenter par bateau ?

Arrivée du bâteau chargé de légumes dans le bassin de Stalingrad, Paris 18e.

Dans la capitale, une première expérience de livraison par bateau a été expérimentée, avec succès, pendant l'été 2011. La structure devrait devenir pérenne et pourrait en inspirer d'autres.

■ **Marché sur l'eau**, 116, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris, tél. : 01 43 49 39 75 ou 06 19 24 09 65, www.marchesurleau.com

■ **Quartier en transition** (Paris 18e), http://quartiersentransition.wordpress.com

Longtemps la capitale a profité de la Seine et des canaux pour s'approvisionner à l'aide de péniches. Avec le développement des autoroutes et du fret routier, cette solution avait complètement disparu. Avec la perspective d'un pétrole plus cher, la livraison de fruits et légumes par voie d'eau pourrait prendre un nouvel essor. C'est ce que pense Claire-Emmanuelle Hue qui, pendant l'été 2011, après deux ans d'études, a testé avec un tout petit bateau touristique la livraison de fruits et légumes en vente directe sur le canal de l'Ourcq.



D. R.

Arrivée du bâteau...



Federico G...

...et vente directe sur le quai.

Ce "marché sur l'eau" s'est fait sur un bateau dont le tirant d'eau était de moins de 80 cm, profondeur actuelle du canal. Le bateau pouvait transporter 850 kg de produits qui ont été chargés à seulement 27 km de la capitale, à Claye-Souilly (Seine-et-Marne), à l'est de Paris. Le trajet durait alors un peu plus de trois heures. Le chargement se faisait auprès d'agriculteurs très tôt le matin (6h30), pour une vente sur les quais parisiens à partir de 10h du matin.

En relation avec Ecobox(1) et le réseau Ville en Transition du quartier, le succès a été immédiat, les produits étaient vendus sensiblement au même prix que sur les marchés parisiens, avec en plus une prime à la fraîcheur : à chaque livraison, tout a été écoulé en deux heures seulement. Plusieurs centaines de locavores ont participé à ces achats et 220 ont adhéré à l'association.

Il n'a pas été possible de trouver des fruits et légumes bios, l'entièreté de la production locale autour de la capitale étant accaparée par les AMAP, ces dernières allant parfois chercher leur production bien au-delà de l'Ile-de-France.

Certains agriculteurs qui ont joué le jeu livrent également à Rungis, au sud de Paris, et les fruits et légumes devaient alors parcourir plus de 60 km pour arriver au même endroit.

L'expérience devrait reprendre en mai 2012… en espérant convaincre progressivement les producteurs de tenter de passer au bio.

Une deuxième phase du projet serait de collecter les déchets végétaux des locavores pour les charger sur le bateau et ainsi revenir chargé au point de départ, où une unité de méthanisation permettrait de produire de l'énergie et du compost pour les maraîchers. Cette deuxième phase suppose d'abord d'avoir un bateau plus volumineux et de pouvoir distribuer les légumes en plusieurs points de la capitale… Ce n'est pas aisé car, après le canal de l'Ourcq, il faut passer des écluses qui ralentissent le déplacement : il faut 4h pour aller de Stalingrad à Bastille contre 20 minutes en vélo ! A partir de points de distribution dans le Nord de la capitale, la distribution pourrait ensuite se démultplier plutôt par tricyles. En 2012, un point de vente sera mis en place à Pantin.



Michel Bernard ■

(1) Ecobox est un système de jardins sur palettes que l'association déplace sur des terrains libres en fonction des autorisations de la mairie, dans le 18e arrondissement (début 2012, ils sont au 8, impasse de la Chapelle). Un reportage a été réalisé avec eux dans notre n° 337, sur les Alternatives à Paris.


D. R.

Autonomie énergétique en Bretagne

Photo-montage montrant l'impact paysager des futures éoliennes.

La communauté de communes de Mené a démarré une démarche pour aller vers l'autonomie énergétique de son territoire. Marc Théry, ingénieur, a été embauché pour coordonner les actions en ce sens. En juin 2011, les premières rencontres "énergies et territoires ruraux" ont coïncidé avec l'inauguration d'une unité de méthanisation qui fonctionne avec du lisier de porc. Entretien.

Silence : **Comment a commencé cette initiative ?**

Marc Théry : Vers 2005, c'est la hausse du prix de l'énergie qui a été déterminante. La possibilité de diminuer la sensibilité du territoire à ce facteur, voire de le retourner en avantage, a été un des moteurs de la démarche : pourquoi acheter cher des utilités (carburant, combustible, gaz, électricité) que nous pouvons produire sur place ?

Vous commandez alors une étude à l'association Solagro[(1)].

Celle-ci était suffisamment générale pour avoir servi de cadre à la planification des 10 macroprojets dans lesquels s'inscrivent encore aujourd'hui les projets concrets de réalisation. Cependant, il y avait quelques grosses lacunes ; notamment, la question de l'équilibrage du réseau électrique face à des énergies renouvelables intermittentes est absente, alors qu'elle est un enjeu majeur des projets 100 % renouvelables. Nous sommes partis la fleur au fusil : "puisque les allemands et les autrichiens le font, pourquoi pas nous ?".

Vous annoncez un objectif de 30 % d'économies d'énergie dans le bâtiment. Comment y parvenir ? En combien de temps ?

C'est une démarche de très longue haleine, surtout à cause de son coût. La réhabilitation énergétique du bâti existant, à la hauteur des objectifs que nous nous sommes fixés, coûte de l'ordre de la moitié de la construction neuve. Pour la construction neuve, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle règlementation thermique (RT 2012), la maîtrise des consommations devrait être la règle. Dans les deux cas, il y a des aspects financiers non négligeables : surcoût de la construction neuve performante ; coût des études et des travaux pour l'ancien, avec souvent une incertitude sur le bien-fondé de certains travaux.

Nous avons aujourd'hui deux démarches. L'une pour le neuf, qui vise à créer, sur le territoire, un noyau d'entreprises et artisans compétents et compétitifs pour la construction à faible consommation (ce qui sert aussi en rénovation). Ceci s'applique maintenant à un programme de construction d'une trentaine de logements individuels groupés, en location-vente, répartis sur

(1) Solagro, 75 voie du TOEC, CS 27608, 31076 Toulouse cedex 3, tél : 05 67 69 69 69. Cette association est spécialisée sur les questions d'énergie dans le domaine agricole. Voir reportage dans le n°353 de *Silence*.



D. R.

▲ *Cuves digesteurs de l'usine de méthanisation Géotexia.*



D. R.

▲ *Chaufferie bois de Saint-Gouèno.*

les 7 communes. L'objectif est une consommation énergétique pour le chauffage nulle.

Pour l'ancien, l'idée est d'utiliser une grille d'analyse et de préconisation de solutions adaptée aux divers types d'habitat, permettant de proposer très rapidement les deux ou trois travaux assurant 80 % des économies possibles. Tout ceci est, pour le moment, encore bien difficile à planifier. Nous travaillons sur un horizon 2020.

L'usine de méthanisation *Géotexia*(2) a démarré progressivement en 2011. Qu'est-ce qui y est méthanisé ? Quel en est le rendement, en tenant compte des camions qui collectent les matières organiques ?

Il s'agit d'une unité de méthanisation concentrant les excédents d'effluents de quelque 35 éleveurs dans un rayon de 20 km. Le processus de méthanisation est amorcé. Il devrait déboucher ce printemps sur les premières productions d'électricité. Nous sommes encore loin de parler de rendement. Le modèle économique repose sur le tarif de rachat de l'électricité produite par le réseau, fixé par la loi, et par le marché des matières organiques énergétiques fournies par les industries agro alimentaires. Or, ce marché suit… celui du pétrole. On peut donc avoir quelques inquiétudes à terme.

Qu'est-il prévu pour les réseaux de chaleur ?

Deux communes ont équipé leur bourg centre de réseaux de chaleur alimentés par des chaudières à bois, gérés par les communes et alimentant un certain nombre de locaux, ainsi qu'un village de 5 maisons, avec un système privé. Deux autres bourgs centres sont en cours d'équipement, 2 autres en sont aux études préliminaires. Il y a une seule commune qui n'a encore rien entrepris. Il s'agit de substituer du bois produit localement au fuel ou au gaz propane. A l'issue de tous ces projets, la consommation substituée représentera 300 t de fuel, soit, au cours actuel, près de 250 000 € par an, alors que le coût du combustible bois correspondant, produit localement, ne représente que 60 000 € par an environ. Si le combustible, le bois, n'est plus importé, il n'en va pas de même des chaudières ! Nous avons progressivement monté une filière locale d'approvisionnement en bois énergie (plaquettes). Ceci a représenté plusieurs expérimentations, pour récupérer le maximum du bois disponible localement et non utilisé en bois d'œuvre.

Qu'en est-il de l'huilerie *Ménergol* ? Quelle est sa production et comment est-elle utilisée ?

L'huilerie *Ménergol* a été dimensionnée pour le territoire, et sa capacité représente la production de colza sur 10 % de la surface agricole utile. On est loin de la monoculture énergétique. C'est comparable à la surface nécessaire pour l'alimentation des animaux de trait avant le pétrole. Les deux tiers du produit de la culture (du tourteau, riche en protéines) sont intégralement recyclés dans l'alimentation animale, en lieu et place du soja importé.

L'huilerie produit du carburant pour les tracteurs, au coût prévu, sensiblement 0,45 €/l, avec malheureusement une part d'amortissement plus élevée que prévu, à cause de la sous-utilisation de la capacité : 70 adhérents, quand il pourrait y en avoir le triple. Certains hésitent à franchir le pas.

Vous avez lancé un appel à investir dans le parc éolien coopératif *Landes du Méné*. Où en est-on ?

Le parc éolien des *Landes du Mené* comprend 7 machines de 1 MW ; 9 autres sont prévues dans 2

(2) La méthanisation fournit du gaz qui peut être utilisé à produire de l'électricité comme dans une centrale thermique. Reste ensuite un produit "digéré", plus facilement assimilable par les sols que le lisier.

autres projets en développement sur la même zone de développement éolien. Notre projet a attendu 27 mois son permis de construire, procédure interminable qui est la réponse donnée par l'administration française pour freiner le développement de l'éolien. Il a été accordé le 28 juillet 2011.

Ce projet repose sur la participation de la population locale à l'investissement. Un vrai succès : plus de 120 familles investisseuses, dans 7 CIGALES[3] ; aucune opposition locale aux projets, contrairement à ce qui se passe dans nombre d'endroits.

Vous avez mis en place la pépinière d'entreprises Ménerpôle, située dans un bâtiment basse consommation (40 kWh/m²/an). Qui l'occupe aujourd'hui ?

Hoibian Conseil Habitats & Énergies (bureau d'études thermiques et conseils en éco-habitat) ; *Mené Tuyauterie Industrielle* (tuyauterie industrielle et systèmes de récupération d'énergie sur les exploitations agricoles) ; *Natural Engineering Solutions* (bureau d'étude et maîtrise d'œuvre en installations de méthanisation, société allemande) ; *GRD Thermique* (coentreprise créée par des entrepreneurs locaux et un constructeur autrichien de chaudières à bois, pour la formation des installateurs et la maintenance des machines, dans toute la région grand-ouest) ; enfin, la société *Build Trotters SARL* (société de négoce international et d'exportation d'équipements d'énergie renouvelable).

En septembre 2009, vous commencez la publication d'*Energéthique du Mené*, une lettre électronique mensuelle. Quel est le but de ce bulletin ?

Nous diffusons à une liste de 1200 noms, avec une croissance mensuelle de l'ordre de 3 à 4 %. Les habitants du Mené représentent environ un quart de cette liste. C'est repris et en lien de lecture par plus d'une dizaine de sites amis régionaux et nationaux. Cette lettre donne une lecture de l'actualité énergétique qui n'est pas à la remorque de la pensée dominante venant de Paris par le canal des agences et administrations ; elle bénéficie d'une très large information internationale spécialisée, ainsi que de réseaux de recherche universitaire ; enfin, elle rapporte des expériences et projets audacieux qui se développent et se réalisent avec succès sur un territoire lambda, quelque part au fin fond de la France : un espoir pour tout un ensemble d'acteurs qui constatent ainsi que le retard français en matière d'énergies renouvelables n'est ni inéluctable ni irrémédiable. Simple question de volonté politique locale.

Vous présentez presque dans chaque numéro des avancées technologiques, mais pas toujours avec un œil critique. Pourtant tout n'est pas à mettre au même niveau : par exemple, une voiture électrique économise le pétrole (si l'électricité est d'origine renouvelable !)… mais immobilise une tonne de matériaux, eux aussi en quantités limitées. Ne risque-t-on pas de donner de faux espoirs ?

Je suis personnellement plutôt considéré comme hyper-critique et ne voyant que trop toutes les raisons pour lesquelles certaines démarches risquent d'échouer. La question des matériaux pour réaliser tous les dispositifs technologiques auxquels nous pensons est une question clé. Mais le comité de lecture me demande aussi de ne pas donner une vision trop noire de la situation. Quand on parle aujourd'hui de voiture électrique, on pense à des objets très sophistiqués, qui coûtent cher et utilisent des matériaux rares, comme le lithium, et cherchent à rejoindre les performances des véhicules à carburant pétrolier (vitesse, autonomie). Mais, comme pour les éoliennes, il est possible de faire des machines plus simples, moins coûteuses, moins consommatrices de minéraux rares, mais aussi un peu moins performantes. On ne cherche plus dans ces directions ; tous les efforts sont déployés vers plus de sophistication, mais un bilan sérieux des ressources disponibles et des possibilités de recyclage nous contraindra probablement à reconsidérer cette option. Alors, faux espoirs ou pistes jouables ? Il faudra de toute façon revoir de fond en comble le système économico-énergétique.

Quelles sont vos relations avec le mouvement de la transition ?

Je suis personnellement en relation avec plusieurs territoires et personnes de ce mouvement : Pierre Bertrand dans le Trièves, Kitty de Bruin à Salies-de-Béarn et une des animatrices historiques de Totnes, Jacqi Hodgson. Ici, le mouvement est



D. R.

▲ *Chantier de déchiquettage pour alimenter les chaufferies bois.*

Au centre de l'élevage porcin

La communauté de communes du Mené regroupe 7 communes de la Bretagne centrale, soit 6500 habitants sur 163 km², à cheval sur la ligne de crêtes qui sillonne la Bretagne d'ouest en est, autour de 300 m d'altitude, à l'écart des grands axes routiers. Sur ce sol peu fertile, les habitants ont su développer une activité économique avec une base agriculture/élevage. L'abattoir de la société *Kermené*, qui fournit 50 % des produits porcins du réseau Leclerc, pèse lourd sur le territoire : elle apporte des ressources, mais aussi une forte pression environnementale (lisiers, circulation des camions et collaborateurs) et un déséquilibre socio-démographique, induit par la forte proportion du personnel ouvrier, les cadres résidant hors du territoire (jusqu'à Rennes, à 80 km).

(3) CIGALES : Club d'Investissement pour une Gestion Alternative et Locale de l'Epargne Solidaire



Plate-forme de stockage du bois déchiqueté à Saint-Gouèno.



Atelier de trituration de l'huilerie Ménergol.

parti de l'associatif, notamment avec l'association *Mené Initiatives Rurales* qui, en 1997, a proposé le projet *Géotexia*. Cela a été repris ensuite par les élus. On constate qu'aujourd'hui cela ne suffit pas : il faut aussi une démarche "vers le bas", pour impliquer le maximum d'habitants qui aujourd'hui sont, pour la plupart, à peine spectateurs. Notamment, la réalisation des économies d'énergie nécessaires ne pourra se faire sans une prise de conscience et un changement radical d'attitude. La démarche de transition est faite pour ça et nous avons donc commencé à la lancer sur le territoire.

Rejoignez-vous l'idée des initiatives de transition de développer un plan de descente énergétique ?

Nous savons que, dans les conditions actuelles et avec les projets de système de production que nous pensons pouvoir mener, il nous faudra réduire notre consommation d'énergie d'un tiers à l'échelle du territoire, y compris l'industrie, soit quelque 7000 TEP[4] par an, si nous souhaitons atteindre l'autosuffisance énergétique. C'est énorme et nous sommes parmi les bien lotis. L'industrie représente un tiers de l'énergie consommée et elle devra apporter sa contribution. Elle n'y est pas prête, même si elle travaille en permanence à réduire sa facture énergétique. Nous commençons à peine à tracer les grandes lignes des projets qui vont nous permettre de réaliser ces économies dans le bâti, les transports et les exploitations agricoles, et que nous devrons mener pendant au moins deux décennies.

Le mouvement de transition parle d'indices de résilience. Parmi ceux-ci, il y a l'autoproduction alimentaire. Envisagez-vous de travailler en ce sens, par exemple en favorisant une transition de l'élevage vers plus de maraîchage, plus de vergers… ?

Cela sort de ma mission actuelle. Personnellement, je suis favorable à cette évolution, mais elle va trop contre le modèle agricole breton, qui assure aujourd'hui la (sur)vie des agriculteurs du Centre Bretagne et de l'économie du territoire (l'abattoir Kermené). La terre du Mené est pauvre, et l'activité d'élevage a toujours été un complément indispensable pour les habitants. Cette transition risque d'être encore plus dure que la transition énergétique.

Autres indices de résilience possible : apprendre aux enfants à reconnaître les plantes sauvages comestibles, à jardiner, à autoconstruire du solaire thermique… Faites-vous des actions dans le domaine de l'éducation ?

Les démarches de transition que nous avons initialisées sont principalement dirigées vers les enfants, mais c'est encore très peu. Il faut un début à tout. Lors des rencontres de juin 2011, les enfants des écoles du territoire ont présenté la maison autonome en énergie qu'ils ont construite ensemble, avec leurs professeurs et les animateurs du territoire.

Entretien réalisé par **Michel Bernard** ■

(4) Tonnes équivalent pétrole



AlterTour 2012

Sauf modifications et détours encore possibles, voici les grandes villes traversées par l'AlterTour cet été : départ le 14 juillet de Foix, puis Mirepoix, Limoux, Carcassonne, Mazamet, Graulhet, Albi, Rodez, Cahors, Périgueux, Libourne, Bordeaux, Landras, Agen, Castelsarrasin, Toulouse, Auch, Mont-de-Marsan, Pau, Oloron-Sainte-Marie, Salies-les-Bains, Bayonne, lieu d'arrivée. Le tout en cinq semaines, arrivée donc le week-end du 18-19 août. Le détail sur : *http://altercampagne.free.fr* et *www.altertour.net.*

Médias

■ L'Altermondialiste, *Utopia citée, Au village, 81170 Souel, http://laltermondialiste.revolublog.com.* Ce trimestriel du Tarn présente dans son numéro d'automne 2011, un intéressant débat sur les circuits courts : groupements d'achat, Amap, Sel, vente directe…

■ Itinéraire bis, *éditions Elka, 9, rue des Fauvettes, 93450 Gournay-sur-Marne, www.itinerairebio.info.* Premier numéro (68 p. 12,50 €) pour cette revue toute en couleurs avec au sommaire des petits dossiers sur la pollution des algues vertes, les ressources cachées des poubelles, la question de l'eau, le problème de l'agriculture soumise aux impératifs de la grande distribution. Très illustré, avec beaucoup de petits encarts, donc très pédagogique.

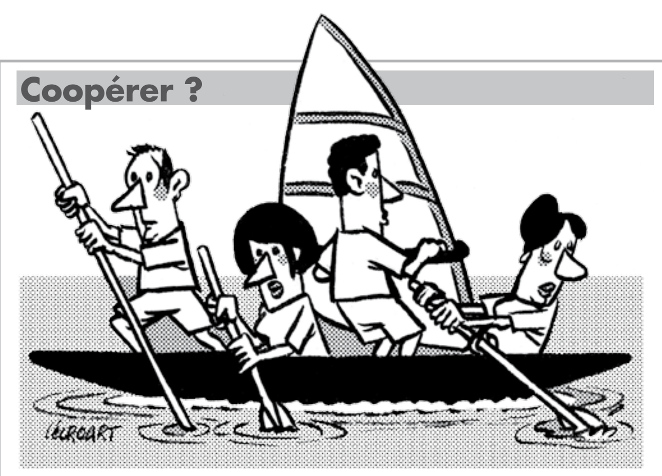
■ L'an 02, *Les Amis de l'an 02, 76, cours de Vincennes, 75012 Paris, www.lan02.org,* ce nouveau semestriel a pour sous-titre "on débranche tout, on réfléchit et c'est pas triste". Une agréable maquette pour présenter des textes de réflexion très abordables avec un abondant dossier sur le temps et la vitesse, un reportage sur la résistance au train grande vitesse en Italie, un débat fictif entre personnalités sur les nouvelles technologies sous forme de roman-photo…

Vaucluse

Ecole Recréés

L'école Recréés en est à sa 7e année scolaire et a fait le choix de salarier en contrat classique deux enseignantes. C'était sans compter sur un manque d'effectif qui entraîne aujourd'hui un déficit dans le fonctionnement. Il y a actuellement 11 enfants en classe maternelle, 15 en primaire et seulement 10 en collège. Pour remédier à cela, l'école cherche des parents ou futurs parents intéressées par le projet qui en attendant de mettre leurs enfants dans cette école, peuvent dès maintenant prendre connaissance du projet pédagogique en adhérent à l'association qui gère l'école. *Ecole libre Recréés, domaine de Saint-Léger, 84240 Grambois, tél : 04 90 77 48 19, recrees@hotmail.fr.*

Coopérer ?



Malgré l'envie de s'y mettre à plusieurs, et la conviction, dans les milieux associatifs, du bien-fondé de la coopération, il nous arrive de déchanter. Chaque mois, Elisabeth Maheu nous aide à déjouer les pièges de tout travail d'équipe.*

Décider, vite fait, bien fait ?

« Émile, pourquoi refuses-tu d'y aller ? Nous avons décidé tous ensemble que nous irions !

- Moi, je n'étais pas d'accord, mais mon avis, on s'en fout ! Ça s'est décidé sans que j'aie le temps de dire ouf !»

Comment prendre une décision démocratique en temps limité ? Comment, dans l'émotion, prendre en compte les valeurs et les besoins de chacun ? En effet, si la décision dans l'urgence se contente d'arguments dits "rationnels" sans prendre en considération les peurs et les besoins profonds, il y a risque de résistance, d'évitement, ou d'aveuglement, de mise en danger, puis de culpabilité.

On ne perd jamais son temps à identifier au préalable qui décide quoi, et selon quelles modalités. C'est dans la sérénité d'un fonctionnement habituellement démocratique qu'on peut valablement envisager la conduite à tenir en cas d'urgence, et même parfois se permettre des exceptions bien vécues par tous. L'idéal serait toujours de croiser l'expertise de terrain avec un regard distancié sur la complexité de la réalité et l'évaluation des risques par ceux qui en assument la responsabilité, en anticipant toutes les conséquences d'un choix, en termes d'efficacité, de sécurité, de gêne, d'incidences matérielles, financières, mais aussi en termes de valeurs vécues. La priorité est donc d'abord de vérifier s'il y a urgence réelle, précipitation naïve, incapacité de certains à renoncer dans une sorte d'activisme abusif, ou bien, parfois, tentative de faire passer une option en force !

La discussion peut vite être monopolisée par ceux qui ont une plus grande faculté d'analyse rapide, de proposition et de sens de la réplique. Selon l'effectif, différents outils améliorent la participation de tous : élaboration de propositions en apartés, petites pauses de maturation, tour de parole, visualisation des avis par des cartons de couleurs... Quand un groupe est tendu vers un défi porteur de sens, la pression du temps peut stimuler la créativité. Mais il faut vérifier que le compromis envisagé tienne compte des besoins de tous, et que chacun est bien consentant. Quelqu'un qui est minoritaire, mais qui a le sentiment d'avoir été respecté, peut accepter la décision majoritaire en le vivant bien. Attention, le fait de viser de façon dogmatique l'unanimité peut dissimuler des jeux de pouvoir où une seule personne est en position de bloquer tout un groupe. La condition de l'expression d'un veto sera de le justifier et de proposer une solution de déblocage.

Parfois l'urgence rend nécessaire un arbitrage : le vote à la majorité vaut mieux qu'une décision à l'arraché. Mais une décision peut être urgente sans être d'un enjeu vital pour le groupe : on peut alors choisir de façon consensuelle de déléguer la décision à une personne ou une petite équipe. La démocratie suppose alors que le collectif se réapproprie de façon critique et bienveillante les initiatives de la délégation qu'il a mandatée.

Elisabeth Maheu
Mouvement pour une Alternative Non-violente, auteure du livre *Sanctionner sans punir,* Lyon, Chronique sociale, 2009.

Ardèche

Des produits locaux aux produits bocaux

L'association *le Bateleur* porte le nom d'une carte de tarot, celle qui symbolise les nouveaux projets et les nouvelles relations. Cette association a vu le jour pour valoriser les ressources locales depuis des activités de production (du maraîchage et des images), de transformation (des conserves et des étiquettes), d'animation (visites guidées) et de conservation (anciennes variétés et culture rurale). L'association travaille surtout pour le moment dans un triangle Valence-Saint-Pierreville-Balazuc, les trois lieux d'implantation d'Ardelaine, coopérative qui les aide dans le lancement de leur projet. Ainsi un atelier de transformation de produits alimentaires, *Les Bergerades,* s'est installé dans les locaux d'Ardelaine à Saint-Pierreville avec commercialisation en circuits courts. Cette activité est couplée avec la vente directe de produits au hameau du Vieil Audon à Balazuc, lieu où des actions participatives sont engagées autour de la remise en culture de terres. Quelques spécialités sont déjà disponibles comme le pois chiche au naturel, la salade de lentilles romaines, le caviar d'aubergine, la sauce curry courgette, la grande sauce tomate, la ratatouille… Un des moyens de distribution privilégié est le couplage avec des paniers de produits de saison. Ceux-ci s'interrompant le plus souvent en hiver, les conserves doivent permettre de passer la saison froide. Pour cela, un partenariat a été mis en place avec Graine de Cocagne, membre du réseau des Jardins de cocagne, jardins solidaires d'insertion produisant en agriculture biologique. Un partenariat local pour le moment, mais qui, à plus long terme, pourrait se faire avec d'autres jardins de Cocagne ou Amap de la région. Pour en savoir plus : *Association Le Bateleur, hameau du Vieil-Audon, 07120 Balazuc, contact@bateleur.lautre.net.*

Petite presse en danger

Un collectif *Presse libre en danger* à vu le jour pour dénoncer l'évolution négative des conditions de diffusion de la presse aujourd'hui. Voici l'essentiel de son texte d'appel.

Depuis la Libération, il existe une réglementation des envois postaux de la presse qui en régit tous les aspects, aussi bien les contraintes techniques que les tarifs d'acheminement. Cette réglementation, bien qu'imparfaite, a eu le mérite de permettre à de nombreuses petites publications d'entretenir la diversité des opinions dans des conditions matérielles acceptables, malgré la modicité de leurs moyens. Cela était possible notamment grâce à la mission de service public de La Poste, qui permettait de pratiquer des tarifs d'acheminement en-dessous du prix de revient.

Or, depuis quelques années, une évolution rend de plus en plus difficile l'exercice de cette liberté d'expression pour les structures aux faibles moyens financiers et administratifs. Si rien n'est fait pour stopper ce glissement dramatique, la diversité d'opinion dans la Presse et la libre circulation des idées, auront vécu.

Voici les dernières mesures en cours d'application ou annoncées à brève échéance par la Direction du courrier de La Poste :

■ Obligation de mettre les revues sous enveloppe ou sous plastique pour continuer à bénéficier du tarif presse. Celles qui persisteront à mettre sous bande se verront appliquer un tarif plus onéreux. Pour l'expéditeur, la mise sous bande est pourtant moins gourmande en matériel et en manipulations, et elle favorise les économies d'énergie, mais La Poste n'en a cure.

■ Obligation de porter les envois aux centres de tri au lieu du bureau de poste le plus proche, ce qui génère des déplacements conséquents pour les expéditeurs, particulièrement en zone rurale.

■ Révision des tarifs presse à la hausse échelonnée jusqu'en 2015 (nouvelle augmentation en janvier 2012, chaque année supérieure à l'inflation, depuis déjà plusieurs années).

■ Obligation de mentionner le «numéro de tournée facteur» sur l'adresse du destinataire, que la revue doit se procurer à titre onéreux auprès d'un opérateur privé (à noter que S!lence a opté pour un tarif de distribution différent qui est plus cher mais permet d'éviter cette contrainte kafkaïenne).

■ Diverses autres contraintes qu'on ne peut détailler ici, mais qui compliquent fâcheusement la tâche des «clients» que sont devenues les petites revues.

Tout est fait pour compliquer la vie de la petite presse indépendante, qui a souvent choisi de ne pas recourir à la publicité pour maintenir sa liberté d'expression. Toutes ces règles liberticides qui ne disent pas leur nom, s'abritent derrière des prétextes de rationalisation, de recherche de rentabilité, voire de responsabilisation de l'usager. Elles sont édictées par la Commission tripartite Etat-Presse-Poste, CPPAP, dans laquelle seuls les grands groupes éditoriaux sont représentés, et qui s'appliquent à eux-mêmes des tarifs beaucoup plus avantageux qu'aux petites structures.

Pour stopper cette dérive, nous demandons que La Poste revienne à des pratiques favorables à l'exercice de la liberté d'expression, notamment le respect de ses obligations découlant de sa mission de service public. Nous demandons un moratoire sur toutes les mesures énumérées ci-dessus, l'application immédiate à toutes les petites revues du tarif allégé (dit tarif "ciblé") en vigueur pour la «grande» presse, en attendant une refonte de la CPPAP et de la Commission tripartite dont la composition et la fonction devront tenir compte de la présence des petites revues dans le paysage médiatique français. Nous demandons également à l'Etat de régler ce qu'il doit à La Poste pour que celle-ci puisse assurer sa mission dans de bonnes conditions financières.

Il est temps pour les petits éditeurs de revues, ainsi que leurs lecteurs et les élus conscients de leurs responsabilités, de réagir fortement en direction de ceux qui prennent ces décisions ou qui sont chargés de les appliquer :

En vous inscrivant sur la liste *presselibreendanger@gmail.com* pour que nous élargissions la base de nos correspondants et donnions davantage de poids à notre démarche face à la Poste et aux grands groupes de presse. Plus d'infos sur le site *www.acontrecourant.org* (catégorie "presse libre en danger").



santé

Les magouilles de l'industrie pharmaceutique

Libération a mis en ligne sur son site internet, fin novembre, une vidéo prise secrètement lors d'une réunion interne du groupe pharmaceutique Schering-Plough (MSD) qui s'est tenue le 23 juin 2011 à Courbevoie. Le directeur médical y explique comment neutraliser des médecins qui pourraient s'opposer à l'autorisation de mise sur le marché de leur nouveau médicament contre l'hépatite C. "Il faut aller les voir avec une valise de biftons et leur dire : écoutez on va signer un petit contrat tous les deux". Il explique aussi comment faire nommer dans les instances de décisions des médecins qui leur soient favorables. (*www.liberation.fr/economie/06014396-le-laboratoire-merck-et-les-valises-de-biftons*)

Téléphonie mobile

■ **Paris : que sont ces antennes qui sifflent sur nos têtes ?** Le 14 décembre 2011, le Conseil de Paris a voté à l'unanimité pour la poursuite des négociations avec les opérateurs de téléphonie mobile, lesquels refusent de signer la charte que propose la mairie et qui leur imposerait un seuil d'émission limité à 0,6 V/m. De fait, depuis le 1er octobre 2011, les autorisations sont suspendues et ce sont 186 antennes-relais qui fonctionnent sans aucune autorisation légale. Pour combien de temps ? Si les opérateurs maintiennent leur position, la mairie devrait logiquement démonter ces antennes. *Agir pour l'environnement, tél. : 01 40 31 02 99.*

■ **Paris : promotion illégale.** L'article 183 de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 spécifie que "toute publicité, quel qu'en soit le moyen ou le support, ayant pour but direct de promouvoir la vente, la mise à disposition, l'utilisation ou l'usage d'un téléphone mobile par des enfants de moins de quatorze ans est interdite". Les associations *Priartem* et *Agir pour l'environnement* ont demandé aux autorités de faire respecter la loi : dans le cadre du village de Noël présent sur les Champs-Elysées, un smartphone géant de 5 m de haut, installé par Microsoft propose aux plus petits d'envoyer leur messages au Père Noël avec ce téléphone portable.

D.R.

Des seins mortels !

Après le décès de 3 femmes portant des implants en silicone industriel et la découverte de cinq autres ayant un cancer du sein, le 21 décembre 2011, la direction générale de la santé a recommandé aux 30 000 femmes ayant choisi de se faire poser des implants mammaires avec ce procédé d'envisager une opération pour les enlever.

L'histoire sans les femmes

Le centre Hubertine-Auclair a réalisé une étude sur la représentation des femmes dans onze manuels scolaires de seconde et de CAP. Résultat : sur 339 biographies de personnages historiques, 11 seulement concernent des femmes, soit 3,2 %. Saurez-vous les retrouver ?


D. R.

Jeanne d'Arc


D. R.

Marie Curie


Marie-Lan Nguyen

Simone Veil

Slovaquie

Stérilisation forcée

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné le 8 novembre 2011 la Slovaquie pour avoir pratiqué une stérilisation sur une femme rom en 2000. Celle-ci qui venait d'accoucher de son deuxième enfant, s'est vu affirmer que si elle retombait enceinte, elle pourrait en mourir. On lui a alors proposé une opération préventive sans lui préciser qu'il s'agissait d'une stérilisation. Alors qu'en principe, la Tchécoslovaquie (aujourd'hui République tchèque et Slovaquie) a mis un terme à ces pratiques seulement en 1989, l'association slovaque *Poradna* a recensé plus de cent cas depuis… souvent des femmes Roms. C'est la première fois qu'un Etat européen est condamné pour de tels faits. La jeune femme va recevoir une indemnité de 31 000 €. (*Témoignage chrétien,* 17 novembre 2011)

Plus de poids, moins de salaires

Les femmes minces sont les mieux payées. C'est qui ressort d'une étude publiée aux Etats-Unis par le *Journal of Applied Psychology* portant sur 23 000 salariées. Par rapport à une femme de poids moyen, une femme mince gagne en moyenne 22 000 dollars de plus par an, une femme forte, 9000 dollars de moins, une femme très forte, 19 000 dollars de moins. La dictature de la minceur imposée par la publicité se traduit financièrement ! (source : *Axelle 141,* septembre 2011)

Ingénieures

En 1970, seuls 10 % des ingénieurs étaient des femmes. 40 ans après, elles ne sont que 17 %. A ce rythme là, l'égalité devrait être atteinte vers 2200 ! (source : rapport 2011 de l'Observatoire des ingénieurs).

Revue

Les poupées en pantalon

On connaissait l'original *Timultes* qui parle de manière subjective de féminisme, de révolution, de sexualité... On découvre *Les poupées en pantalon,* revue féministe qui en est à son quatrième numéro. Réalisée à la base par des Strasbourgeoises, d'un graphisme sobre mais efficace, elle aborde avec un regard politique à contre courant des discours dominants une diversité de thématiques, du viol au retour de l'essentialisme en passant par les comptines sexistes, le handicap au féminin, les mycoses et l'injonction à la propreté... Critique radicale et humour se mêlent, dans un style accessible aux "profanes"… aurait-on enfin trouvé la revue féministe qui manquait dans le paysage francophone ? La revue et le blog sont ouverts à vos contributions. *Les poupées en pantalon, 12, rue de Wissembourg, 67000 Strasbourg. http://lespoupeesenpantalon.blogspot.com.* (Abonnement : 15€/an, prix au numéro : 4€).



le féminisme... au masculin

A qui prêter mes yeux ?

C'est arrivé un soir. Une copine me confia qu'elle faisait le choix délibéré depuis plusieurs années de lire exclusivement des livres écrits par des femmes. L'idée me séduisit immédiatement.


D. R.

Et je passai plus d'une année à ne plus lire, moi aussi, que des livres dont une femme était l'auteure. Pour voir. Je ne fus pas déçu du voyage ! Cela me fit prendre conscience que jusqu'ici, l'écrasante majorité des ouvrages que j'avais lu étaient le produit de la gent masculine, à quelques exceptions près. Qu'il existait une profusion de bonnes auteures, mais qu'elles étaient passées souvent inaperçues à mes yeux, noyées dans la masse des auteurs masculins, bien plus nombreux sur les étalages et souvent jugés plus importants. En plus d'un an, j'eus le temps de découvrir quelques dizaines d'écrivaines, et il m'en restait tant à découvrir !

Environ 90% des représentations du monde que j'avais ingurgitées jusque là étaient des perceptions de la réalité forgées par des hommes. Le monde tel que je le voyais, que je le percevais, que je le sentais, était donc "le monde des hommes". Si je voulais acquérir une perception du monde, non seulement analytique mais aussi sensible, qui ne soit pas "androcentrée", une petite cure était donc bien la moindre des choses.

Dans une bibliothèque, une librairie, un vide-grenier, je visais toujours les quelques livres féminins échoués là comme une île dans un océan de testostérone littéraire. Je me laissais guider par les hasards. Ainsi tombai-je sur *Un cri dans la nuit,* de Mary Higgins-Clark. J'eus la surprise de découvrir un roman au suspense bien maîtrisé, et qui de plus, décrivait au fil de l'intrigue et avec la plus grande finesse la manière dont le piège du patriarcat se referme progressivement sur une jeune femme au sein d'un couple tout ce qu'il y a de plus classique.

Si ne pas lire d'œuvres féminines avait jusque-là privé ma perception du monde de choses essentielles, ce n'est pas parce que les hommes viendraient de Mars et les femmes de Vénus. C'est bien plus trivial. Dans les productions masculines, la réalité de l'oppression patriarcale est quasi-absente, car les hommes n'en souffrent pas et n'en font donc pas un sujet de roman ou de film. Ce n'est pas une différence de sensibilité "naturelle" mais bien un vécu d'oppression non-partagé qui distingue les approches des hommes et des femmes en la matière, ce qui fait que la domination sexiste est généralement occultée des œuvres masculines, là où elle est souvent présente, intégrée dans la réalité décrite par les femmes –car vécue par elles. D'où la nécessité de se désintoxiquer quelque peu d'un monde où le déni du sexisme fait figure de réalité. Alors vous aussi, partez en voyage littéraire au pays où le sexisme existe. Vous verrez, ce n'est pas aussi exotique que vous l'imaginiez…

Léo Sauvage



Il n'y aura pas d'évacuation

Depuis 25 ans, les habitants de Kiev (2,2 millions d'habitants, capitale de l'Ukraine) vivent dans un environnement radioactif (110 km de Tchernobyl). Les autorités ont préféré minorer les risques pour la santé, plutôt que d'envisager une évacuation qui aurait posé d'énormes problèmes de réorganisation du pays.

Aujourd'hui, des villes comme Fukushima ou Iwaki, fortement contaminées par l'accident nucléaire de la centrale de Fukushima ne sont pas évacuées alors que les taux de radioactivité y sont très élevés. Il n'est pas pensable d'évacuer Tokyo (35 millions d'habitants) ce que pourtant la prudence recommanderait.

En cas d'accident dans une centrale française, comme par exemple celle du Bugey, à 35 km à l'Est de Lyon, nous n'aurions pas non plus d'évacuation de la capitale rhône-alpine (1,5 million d'habitants). Ce n'est tout simplement pas pensable.

Les autorités annonceraient sans doute un rayon d'évacuation qui s'arrêterait aux portes de l'agglomération, puis mentiraient sur les données de la contamination radioactive, sur le sens du vent (régulièrement des nuages radioactifs et des pluies provoquent des hausses subites de radioactivité à Tokyo).

Comme à Kiev et au nord de Tokyo, ceux qui en ont la possibilité, partiraient (déjà plusieurs centaines de milliers de personnes autour de Fukushima), les plus pauvres resteraient sur place, réconfortés à coup de mensonges… en attendant une maladie grave.

Comme l'a souligné Naoto Kan, le premier ministre japonais à l'époque de l'accident, après sa démission : "Quand vous pensez à la possibilité d'un accident qui pourrait rendre la moitié du pays inhabitable, vous ne pouvez pas prendre ce risque, même si cela n'arrivait qu'une fois dans un siècle".

Le Japon est en train de sortir du nucléaire en un an. Devons-nous attendre la catastrophe en France pour adopter un plan de sortie du nucléaire le plus rapide possible ?

Catastrophe en cours

Fukushima

48 réacteurs sur 54 sont à l'arrêt au Japon. Le gouvernement essaie de faire croire que l'accident est terminé alors que la radioactivité continue à sortir à flots. Dans les pays pronucléaires, les mêmes mensonges servent à alimenter la croyance que l'on a tout prévu en cas d'accident.

1er décembre. L'Office parlementaire des choix technologiques envoie des députés aux centrales de Penly (Seine-Maritime) et Le Blayais (Gironde) pour une simulation surprise d'accident. Le résultat est qualifié par les députés de "burlesque" : ainsi à Paluel, les consignes sont dans un placard… dont personne n'a la clé ! Heureusement, ce n'était qu'une simulation.

5 décembre. A 6h, neuf militants de Greenpeace ont réussi à pénétrer sur le site de la centrale de Nogent-sur-Seine (près de Paris). D'autres militants ont pénétré sur d'autres sites. Une fouille générale des 19 centrales et 58 réacteurs est réalisée. Deux militants sur le site de Cruas (Ardèche) ne sont retrouvés qu'après 14 h de recherches ! Europe-Ecologie-Les Verts rappelle que les "stress-tests" demandé par l'Europe après l'accident de Fukushima ont écarté le cas du terrorisme.

7 décembre. Un 46e réacteur est arrêté au Japon. Le fabricant de lait en poudre Meiji a annoncé le retrait de 400 000 boîtes après des mesures indiquant une pollution radioactive.

8 décembre. De nouvelles analyses sur le riz obligent à élargir encore les zones d'interdiction de commercialisation.

9 décembre. Masao Yoshida, ancien directeur de la centrale de Fukushima, a officiellement un cancer de l'œsophage.
Des analyses faites sur 1730 habitants de la préfecture de Fukushima montrent que la moitié de la population a déjà dépassé les limites annuelles autorisées.

13 décembre. Angela Merckel annonce que la sortie du nucléaire en Allemagne est une mesure pour créer des emplois : "Au final, la nouvelle politique énergétique va créer plus d'emplois qu'elle n'en fera perdre".

15 décembre. Le laboratoire indépendant ACRO publie de nouvelles analyses notamment à partir de poussières d'aspirateur. Les résultats montrent une contamination généralisée jusqu'à 200 km du réacteur. Les taux sont de 20 000 bq/kg à Watari, une des villes proches de la centrale… Dans la banlieue nord de Tokyo, à 200 km du site, on est encore à 6000 bq/kg, seulement trois fois moins ! Cela confirme une fois de plus que la capitale japonaise est lourdement touchée.

16 décembre. L'Agence japonaise de l'énergie atomique s'inquiète dans un rapport de la conséquence des pluies sur le pays. Ces pluies rabattent les particules radioactives présentes dans l'air et font ponctuellement monter la radioactivité à des taux très dangereux. Dans les forêts du sud de la préfecture de Fukushima, il est recommandé de porter un masque pour s'y déplacer.

17 décembre. Selon le premier ministre japonais, Yoshihiko Noda, la procédure d'arrêt des réacteurs 1, 2 et 3 de Fukushima est maintenant réalisée. Concrètement, cela ne signifie pas la fin des réactions nucléaires ni des émissions de radioactivité, mais seulement que TEPCO arrive à maintenir l'eau de refroidissement à une température inférieure à 100°C de manière durable.

18 décembre. Un 47e réacteur japonais est mis à l'arrêt. Tomohiko Suzuki, journaliste indépendant, a travaillé sur le site de Fukushima du 13 juillet au 22 août 2011. Il dénonce la "disparition" des ouvriers. Selon les données officielles, il n'y a eu pour le moment que 5 morts sur le site (toutes estimées indépendantes des radiations). Il rappelle que le 20 juin, TEPCO annonçait avoir perdu la trace de 69 ouvriers, un chiffre qui a grimpé à 198 le 21 juillet puis à 840 le 15 décembre 2011.

19 décembre. En visite à Saint-Nazaire, François Hollande se prononce pour "le maintien d'une industrie nucléaire puissante et prépondérante".

23 décembre. Le gouvernement japonais annonce un déficit de sa balance commerciale de 14 milliards d'euros sur les dix premiers mois de l'année contre 49 milliards d'excédents l'année précédente. Dans le détail, c'est surtout la perte de production suite aux usines détruites par le tsunami qui est la cause de ces importations et pas tellement la question énergétique puisque dans ce domaine les importations ne sont en hausse que de 2 %. Ceci signifie que l'arrêt de la quasi totalité du parc nucléaire a été compensé non par un recours supplémentaire aux énergies fossiles, mais bien par des mesures d'économies d'énergie.

26 décembre. Un 48e réacteur japonais est mis à l'arrêt. Il n'en reste plus que 6 en fonctionnement.

31 décembre. Le quotidien *Asahi Shimbun* révèle que le tiers au moins des membres de la commission de sûreté nucléaire du Japon a reçu des dons de la part de l'industrie nucléaire. Le média indique que les sommes perçues atteignent pour certains 850 000 €. C'est cette commission qui est censée donner un avis neutre sur les conditions de redémarrage des réacteurs actuellement à l'arrêt.

1er janvier. Dans le *Journal du dimanche*, Jacques Repussard, directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, affirme que "Le gouvernement et EDF sous-estiment le risque d'un accident nucléaire". "Un séisme pourrait provoquer des accidents sérieux sur certains sites comme Fessenheim et au Bugey".

Une chronologie plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net.

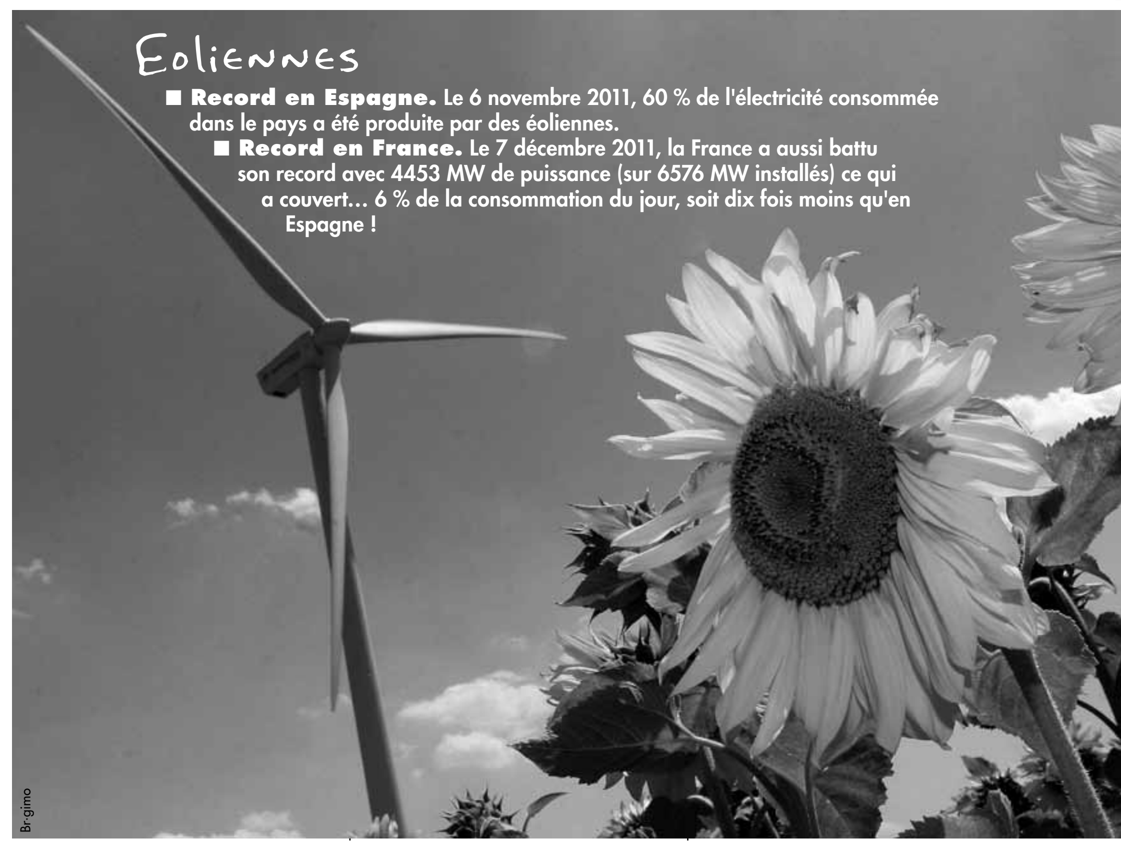
Roger Belbéoch

Roger Belbéoch est décédé le 27 décembre 2011 à l'âge de 83 ans. Cet ancien chercheur à l'université de Saclay, spécialiste des accélérateurs de particules, s'est intéressé très vite avec sa femme Bella aux effets biologiques des rayonnements ionisants. Animateurs du GSIEN, Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, depuis le milieu des années 70, ils dénoncent les risques de l'industrie nucléaire et sont très critiques vis-à-vis des positions des groupes qui prônent un arrêt lent des centrales nucléaires, rappelant sans cesse que les déchets s'accumulent jour après jour et qu'un accident grave peut arriver demain. Ils ont proposé des sorties rapides de cette industrie en s'appuyant sur le recours aux énergies fossiles, estimant que la pollution des centrales thermiques est beaucoup moins dangereuse que celle du nucléaire. On peut relire *Tchernobyl, une catastrophe*, (Éd. Allia, Paris 1993).

Pétrole

L'énergie du désespoir

Selon l'Institut français du pétrole, près de 120 000 nouveaux puits ont été creusés dans le monde pour extraire du pétrole pour la seule année 2011. Cela se traduit par une augmentation… parce que l'Institut ne précise pas qu'il ne s'agit pas de pétrole conventionnel, mais le plus souvent de gaz de schistes ou de schistes bitumineux… En effet, 56 % des ces nouveaux puits ont été creusés au Canada et aux Etats-Unis, deux pays qui n'ont plus de nouvelles nappes de pétrole conventionnel à exploiter. C'est également le cas pour les 13 % creusés en Europe (gaz de schiste en Espagne et en Pologne). Par contre, il y a bien de nouveaux puits pour le pétrole conventionnel… en Irak où l'économie essaie de redémarrer, au Nigeria où la pollution est maximale… Il y a aussi 3400 forages en offshore pour obtenir un pétrole de plus en plus cher. Au total, cela permet de limiter la hausse du prix du pétrole… mais cela n'inverse pas la tendance.



Eoliennes

- **Record en Espagne.** Le 6 novembre 2011, 60 % de l'électricité consommée dans le pays a été produite par des éoliennes.
- **Record en France.** Le 7 décembre 2011, la France a aussi battu son record avec 4453 MW de puissance (sur 6576 MW installés) ce qui a couvert… 6 % de la consommation du jour, soit dix fois moins qu'en Espagne !

Br-gimo

Gaz de schistes

Après les élections, le retour en force…

Les industriels font le forcing sur la question de l'exploitation des gaz de schistes. Lors d'un colloque qui s'est tenu en janvier 2012 à Paris, une table-ronde avait pour titre "La France peut-elle se passer d'une ressource, les hydrocarbures de schiste?" avec comme sous-titre : "L'interdiction française, comment en sortir?". On y trouvait Total, EDF, Areva, GDF Suez, Toreador, Vermillon, Hess… et aussi la Direction générale de l'énergie et du climat, dépendant du ministère de l'industrie. Le discours de clôture était assuré par François Fillon et Eric Besson. Le gouvernement assure ainsi la promotion de la désobéissance à sa propre loi ! L'été 2012 pourrait bien marquer le retour des forages.

Bois

Vers le grand dérapage ?

Le développement des granules de bois fabriqués industriellement permet d'avoir un combustible facile d'usage, avec un grand pouvoir calorifique (il chauffe beaucoup avec peu de poids)… et de ce fait, il est facilement exportable.
Le Canada a bien compris la situation en commençant à vendre ces granules à l'étranger : il en a exporté 1,2 million de tonnes vers l'Europe en 2010, soit une multiplication par huit en huit ans. Cela représente déjà 0,6 % de la consommation d'énergie en Europe.
La bourse d'Amsterdam a mis en place un index biomasse, signe que les spéculateurs s'intéressent au sujet.
Il est facile d'imaginer la suite : ici, nous développons le chauffage bois pour notre plus grand confort… pendant que les investisseurs passent les forêts étrangères à la moulinette pour nous alimenter.

D. R.

> **Pour un milliard de dollars investis dans une nouvelle centrale au charbon, vous créez moins de 900 emplois. La même somme investie dans l'énergie solaire fournit 1900 emplois, 3300 dans l'éolien et de 7000 à 8000 dans la modernisation des bâtiments. C'est là où sont les emplois, c'est là où il faut investir.**
>
> **Bill Clinton, ancien président des États-Unis, cité dans *La Revue*, décembre 2011.**

Eoliennes sur les pylônes

Pour développer l'éolien sans nuire au paysage, un architecte badois Wolfgang Frey propose de poser de petites éoliennes de 4 m de haut et de 5 kW sur tous les pylônes. Pour la seule région allemande de Bade-Wurtemberg (région dirigée par un Vert), cela fait 30 000 pylônes disponibles et donc un potentiel de 150 MW. A l'échelle de l'Allemagne, cela représente 1500 MW, un gros réacteur nucléaire… pour un coût très bas car la production électrique est évacuée sur place.

Rhône-Alpes

La région rejoint Enercoop

Une première en France : l'assemblée plénière du 15 décembre 2011 du conseil régional Rhône-Alpes, a voté son entrée dans le capital d'Enercoop Rhône-Alpes pour un montant de 25 000 €. La région a justifié cette décision en s'appuyant sur le statut coopératif et démocratique de la structure.
Enercoop Rhône-Alpes, 13, rue Abbé-Vincent, Hôtel d'activité Artis, 38600 Fontaine, tél. 04 56 40 04 20, www.enercoop-rhone-alpes.fr.



environnement

Les pesticides gonflent le prix de l'eau

Pas de miracles : polluer coûte cher. Ainsi, selon le ministère de l'écologie, pour maintenir les taux de pesticides en-dessous des limites de potabilité, il se dépense en France entre 1 et 1,5 milliards d'euros par an. Et qui paie ? Le contribuable. Et qui pollue ? L'agriculture intensive… laquelle, fortement subventionnée, n'a payé que 11 millions de redevance pour cette pollution. A quand la multiplication par 100 de la redevance sur les produits phytosanitaires ?



Trièves

Une ligne de train menacée

Depuis plus d'une vingtaine d'années, les associations locales demandent un renforcement de la ligne de chemin de fer entre Grenoble (Isère) et Veynes (Hautes-Alpes), ligne qui traverse le massif du Trièves. Ceci pour limiter le trafic routier et éviter d'avoir à réaliser l'autoroute A51. Or, la nouvelle grille d'horaires de la SNCF applicable à partir de décembre 2011, fait apparaître le remplacement de deux trains par des autocars. Pire, lorsque l'on va sur le site des TER Rhône-Alpes, on découvre que la ligne est présentée comme "touristique" (dernière étape avant sa fermeture). Alors que le Trièves connaît une importante mobilisation autour de la transition énergétique, ce glissement du rail vers la route est une très mauvaise nouvelle. Espérons que la région Rhône-Alpes qui a redynamisé de nombreuses lignes, saura faire pression sur la SNCF pour le maintien du rail. Une pétition pour le rétablissement des trains a été lancée, on peut l'obtenir auprès de : *AGV, 38930 Monestier-du-Percy*.



D.R.

Clermont-Ferrand

Blocage du chantier de l'incinérateur

Le 12 décembre 2011 à partir de 6 h du matin, trois opposants à l'incinération ont pénétré sur le chantier de l'incinérateur de Clermont-Ferrand et ont réussi à s'installer sur une des grues. Huit autres militants se sont enchaînés aux deux portails d'accès tandis qu'une vingtaine d'autres étaient présents. Cette action a été revendiquée dans le cadre de la non-violence : les personnes sont à visage découvert et leurs noms ont été rendus publics. A 8 h, la gendarmerie a interpellé les personnes accrochées aux grilles. Elles ont été libérées après un simple contrôle d'identité. Les occupants du chantier ont été descendus de leur grue vers 13h30 par un commando du GIPN venu spécialement de Lyon. *Respire, tél. : 06 80 07 98 84.*

Moins de jeunes en voiture

En 1980, 74 % des 18-24 ans avaient l'usage d'une voiture. Ils ne sont plus aujourd'hui que 59 %. Pendant le même temps, les plus de 70 ans sont eux passés de 33 % à 66 % ! Que faut-il en conclure ? Que la nouvelle génération a une conscience écologique forte et qu'elle ne veut plus polluer… ou que leurs conditions économiques sont tellement dégradées que la voiture (et le permis) sont maintenant hors de prix ?

Notre-Dame-des-Landes

■ **L'aéroport ne dispose pas d'un bon dossier.** Les nombreux élus opposés à la construction du nouvel aéroport de Nantes ont financé une expertise qui a été confiée à un bureau d'étude néerlandais, CE-Deft, lequel avait déjà joué un rôle dans l'abandon de la construction d'une troisième piste à l'aéroport de Heathrow (Londres). Le rapport rendu public le 26 octobre 2011 démontre que le dossier de l'aéroport est truffé d'erreurs et d'omissions, qu'il s'appuie sur une vision trop optimiste du développement de l'avion. Ronan Dantec, nouveau sénateur écologiste, élu depuis peu, sur une liste commune avec le PS, en Loire-Atlantique, a présenté le rapport à la presse : le cabinet constate que dans le dossier de l'enquête publique, la comparaison avec une modernisation de l'actuel aéroport a été soigneusement oubliée. Il estime beaucoup moins coûteux d'aménager l'actuel aéroport que d'en ouvrir un autre. Ce que disent les opposants depuis maintenant 40 ans.

Notre Dame des Landes AEROPORT NON! ACIPA http://acipa.free.fr

■ **L'accord EELV-PS fait un constat de désaccord.** Comme pour l'EPR de Flamanville, les délégués écologistes n'ont pas réussi à obtenir du PS la promesse de l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.



climat

Sommet sur le climat

■ **Manifestations.** Environ 10 000 personnes ont manifesté le 3 décembre 2011, à Durban (Afrique du Sud) à l'ouverture de la conférence sur le climat pour demander aux Etats d'agir. Slogan central : "Contre l'apartheid climatique".

■ **Le monde politique s'en fout !** Corinne Lepage, présente à Durban, a donné une conférence de presse le 4 décembre 2011, pour dénoncer l'absence totale d'engagement des politiques français en faveur du climat. La députée européenne a estimé que "Cela traduit une analyse profondément inexacte de la crise économique et financière que nous vivons (…) En négligeant l'un (la crise climatique), on risque d'aggraver l'autre (la crise économique)".

■ **Les pays du sud sont les principales victimes.** Selon une coordination d'organisations de solidarité internationale, dont le Crid pour la France, le désengagement des Etats lors des négociations de Durban, va entraîner l'abandon des scénarios visant à limiter la hausse des températures à 2°C. Or les scénarios montrent que les conséquences du changement climatique seront les plus dramatiques en Afrique et dans les zones tropicales. Le 11 décembre 2011, après la clôture de la conférence, ce collectif a annoncé que "le monde se dirige comme un somnambule vers un réchauffement de 4°C". Une telle augmentation sera une condamnation pour une large part de l'Afrique, pour les Etats insulaires et pour les pauvres.



Greenpeace

˄ *Ecoutez les peuples, pas les pollueurs*

■ **Un sommet de plus pour rien.** Le 17e sommet mondial sur le climat s'est conclu, comme les précédents, sur le seul accord possible : se retrouver pour un nouveau sommet.

■ **Le Canada se retire…** Selon le protocole de Kyoto, le Canada aurait dû baisser ses émissions de gaz à effet de serre de 6 % en 2012 par rapport à 1990. Le 13 décembre 2011, le gouvernement canadien, constatant qu'il ne tiendrait pas cet engagement (les gaz à effet de serre ont fortement augmenté), a annoncé son retrait du protocole.

Prix Pinocchio 2011

Les Amis de la Terre et le Crid organisent chaque année depuis 2008 un vote par internet pour décerner les prix Pinocchio aux pires tentatives de "greenwashing" (peinture verte).

• *Vinci* a reçu le prix *Plus vert que vert* avec 43 % des votes pour ses efforts de "verdissement" du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique). Afin de compenser la destruction massive de terres agricoles, Vinci annonce vouloir créer un observatoire agricole, une ferme de démonstration en face des parkings et une Amap afin d'"encourager l'agriculture durable".

D. R.

• *Tereos* est récompensé dans la catégorie *Une pour tous, tout pour moi !* avec 41 % des votes. L'entreprise française implantée au Mozambique a été plébiscitée pour sa production d'agrocarburants. Tereos détient en effet près de 100 000 hectares de terres cultivables qu'elle transforme en monocultures énergétiques, confisquant ainsi des terres agricoles fertiles aux populations locales. Alors que Tereos réalise 194 millions d'euros de profit, 70 % de la population du Mozambique continue de vivre sous le seuil de pauvreté.

• Enfin, avec 45 % des votes, la *Société générale* est récompensée dans la catégorie *Mains sales, poches pleines,* pour son rôle de premier ordre dans le financement de la construction du réacteur nucléaire Angra 3 au Brésil, mené par Areva et très éloigné des conditions de sécurité du secteur. Plus d'informations : *www.prix-pinocchio.org.*

Etats-Unis

Mumia Abu-Jamal échappe à la peine de mort

Mumia Abu-Jamal, accusé du meurtre d'un policier en 1981, a été condamné à mort en 1982. Depuis, ce journaliste noir dénonce un coup monté. Après trente ans de bataille juridique, ses avocats ont réussi à faire valoir devant la Cour suprême, le 7 décembre 2011, que le procureur avait donné de fausses informations aux jurés. Reste que Mumia Abu-Jamal reste toujours en prison. Ancien membre des Black Panters, il demande toujours une révision de son procès.

Espagne

Les électeurs fuient les urnes

Les grands médias libéraux français ont titré sur la victoire de la droite en Espagne. Mais dans le détail, cette victoire a un goût amer. Le PSOE (socialistes) ne totalise plus que 6 973 880 voix en baisse de 4,3 millions de voix ! Le Parti populaire (droite) a totalisé 10 830 694 voix… cela n'en fait finalement que 554 000 de plus… La Gauche unie Izquierda Unida en récupère environ 700 000 (passant de 2 à 11 députés)… mais le reste, soit environ 3 millions de voix sont passés… dans l'abstention ! La crise ne fait pas seulement chuter les gouvernements, elle dissuade aussi les électeurs d'aller voter.

Je te tiens par la barbichette…

Le *New Scientist* du 24 octobre 2011 a publié un article montrant les participations croisées entre multinationales et fonds de pension. Le principe est simple : tu m'achètes pour des centaines de millions de parts sociales et en échange j'en fais de même en achetant les tiennes. Après cela, on a chacun l'impression d'être beaucoup plus riche puisque l'on a plus de capitaux ! A ce petit jeu, la revue dresse une liste de 147 sociétés liées intimement entre elles et montre que si l'une vient à chuter, elle entraîne toutes les autres. Ces "incontournables" bénéficient donc d'un soutien inconditionnel des Etats pour éviter un effondrement en dominos. Dans ces 147 sociétés, on en trouve de tous les pays dont pour la France, Axa, Natixis, Société générale… L'article montre également que les Fonds de pension sont très présents dans ces capitaux et qu'en cas d'effondrement, ils seraient aussi entraînés dans la tourmente. Or le plus important de ces fonds est State Street Capital, le fonds de pension qui gère les retraites de la fonction publique aux Etats-Unis. Ce qui peut expliquer que ces derniers n'ont pas trop intérêt à ce que la crise de l'euro les perturbe !



D. R.

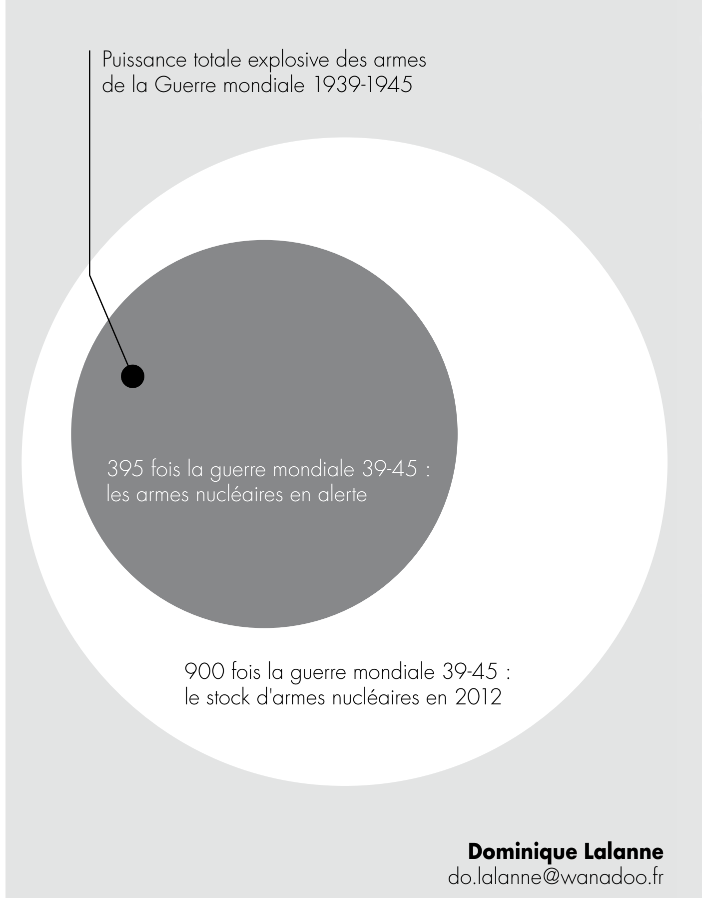
La puissance destructrice ?

La petite bulle correspond à TOUTES les bombes qui ont explosé pendant la seconde guerre mondiale.

La bulle moyenne correspond à la puissance destructrice des bombes américaines et russes en état d'alerte, c'est-à-dire qui peuvent être lancées en une dizaine de minutes à tout moment.

La grosse bulle correspond à toutes les bombes nucléaires en service. Parfois un simple dessin est plus parlant qu'un long discours.

Vous pouvez recopier ces 3 bulles et les diffuser autour de vous.



Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr



nord/sud



Famine mondiale contre gaspillage occidental

Depuis 2008, et les premières révoltes contre la faim, s'est mis en place un réseau mondial, l'International Land coalition, qui regroupe à la fois des associations, des institutions (dont la FAO, et la Banque mondiale), des instituts de recherche agronomique (en France le Cirad), pour essayer de recenser les achats de terre réalisés par des personnes ou des entreprises étrangères à un pays. Seules sont prises en compte les surfaces dépassant 200 hectares. Pour la seule année 2011, cela a permis de répertorier 2042 transactions portant sur 203,4 millions d'hectares (9 fois la surface agricole utile de la France !). Les deux tiers de ces surfaces ont été achetées en Afrique, un cinquième en Europe, un dixième en Amérique du Sud… Ces achats correspondent pour 58,8 % à des projets de culture pour les agrocarburants, 18 % pour des productions alimentaires d'exportation, 13 % pour des plantations d'arbres permettant aux pays riches de compenser leurs émissions de CO_2 (en particulier pour ceux qui prennent l'avion).



Le Niger, fleuve nourricier au Mali.

Les terres ne sont pas choisies au hasard : il s'agit, malheureusement, des meilleures terres (les plus grosses surfaces pour 2011 sont le long du Nil au Soudan et le long du Niger en Afrique subsahélienne). Les gouvernements locaux qui gèrent ces ventes le font en profitant du flou qui existe sur la propriété de ces terres, au détriment des populations locales qui ne peuvent plus se nourrir.

Le maintien de notre niveau de vie qui se fait déjà par le pillage de nombreuses ressources des pays du Sud, nécessite maintenant que le pétrole devient rare, de piller la dernière chose qui permettait la survie des plus pauvres : leurs sols.

(source : *Antoine de Ravignan, Alternatives économiques,* janvier 2012)

Des tomates au goût amer !

Leur chair est rouge, pulpeuse. Elles sentent bon, elles sont fruitées. Elles ont même obtenu l'étiquette Saveur 2011. Elles arrivent sur les étals des grandes surfaces car elles ont l'avantage de mûrir en hiver.

Ces belles tomates odorantes ont la saveur de la répression, de l'injustice, de l'illégalité et du gaspillage écologique. Elles viennent de Dakhla, deuxième ville du Sahara Occidental, administrée officieusement par le Maroc sans aucune reconnaissance de l'ONU. Le Sahara Occidental est, parmi les territoires non-autonomes, les colonies, le seul qui n'est pas administré selon les références internationales.

Les habitants, les Sahraouis, vivent séparés par un mur, en camps de réfugiés au sud de Tindouf, dans le Sahara algérien, ou dans leur pays occupé. Pendant ce temps, les belles tomates bien rouges et bien mûres, sont cultivées par les colons marocains pour des entreprises françaises. Pas de travail, pas d'argent pour les Sahraouis, juste le pillage des nappes phréatiques fossiles. Bien sûr, c'est illégal car l'ONU reconnaît que les richesses du Sahara Occidental doivent être exploitées sur décision du peuple originaire et lui revenir. Alors, bien sûr, on transporte les tomates bien rouges et bien mûres à Agadir où elles deviennent "produit du Maroc".

Si vous passez devant le rayon légumes, regardez bien les étiquettes, vous risquez de ne manger que des belles tomates bien rouges et bien mûres au goût de la misère et du désespoir. Elles ont pour nom *Idyl, Azura, Les Domaines, étoiles du Sud…*

(correspondance Eric Berger)



société

Racisme institutionnel

Deux producteurs kenyans, Ambrose Kakuko et Grace Kapserum, ont été arrêtés vendredi 16 décembre 2011 à l'aube à l'aéroport Charles de Gaulle de Paris par la police aux frontières puis détenus dans un centre pour immigrés jusqu'au dimanche 18 dans l'après-midi et finalement renvoyés dans leur pays.

Petit problème : ces deux producteurs étaient attendus à Bilbao, en Espagne pour le salon gastronomique AlGusto organisé par le mouvement *Slow food international* dans le cadre d'un événement financé par l'Union européenne. La ville de Bilbao et les organisateurs ont vivement protesté dénonçant la politique de discrimination raciale de la France.

Paris

On peut chanter Brassens

Deux manifestants sont passés en procès le 13 décembre 2011 pour avoir chanté, à la fin d'une manifestation la chanson Hécatombe de Georges Brassens. Il s'agissait de soutenir une personne condamnée pour avoir mis cette chanson fort à sa fenêtre lors du passage de policiers. Cette fois, ils ont été relaxés.

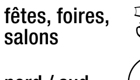
Strasbourg

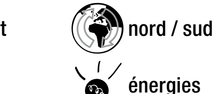
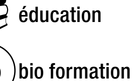
Don quichotte en prison

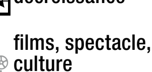
Alexandre Glardon, président des Don Quichotte à Strasbourg, a été condamné à six mois de prison ferme, le 13 décembre 2011, pour récidive pour "outrages et rébellion" contre des policiers. Il avait déjà été condamné à des travaux d'intérêt général pour avoir enfoncé la porte d'un appartement pour permettre à une famille expulsée de regagner son logement. Il est bon de se souvenir que la loi est faite, théoriquement, pour protéger les plus faibles.

Télévision contre espérance de vie

Regarder la télévision pendant une heure, après 25 ans, diminue l'espérance de vie de 21 minutes… Regarder la télévision, trois heures par jour pendant vingt ans, c'est un an de moins. La regarder avant deux ans est associé à des retards de langage et de compréhension, des troubles de l'attention et de la concentration. Chaque heure de télévision après 40 ans augmente la probabilité d'avoir la maladie d'Alzheimer. C'est ce qui ressort d'une étude scientifique reprise dans *Le Monde* du 8 octobre 2011.

 santé  politique, société  fêtes, foires, salons  éducation  vélo  S!lence

 dans la rue  habitat  nord / sud  bio formation décroissance

 femmes paix énergies environnement  films, spectacle, culture



Alsace : Ecotidienne



Soins pour parents et bébé au naturel, 10 février à Haguenau
Fabriquer ses produits d'entretien, 11 février au Smictom d'Alsace centrale - Scherwiller
Fabriquer ses meubles en carton, 12 février à la Wantzenau
Fabriquer ses cosmétiques naturels, 24 février à Sparsbach
Fabriquer ses produits d'entretien ménager, 25 février à Marmoutier
Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Genève : 5e année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. *Pour participer : Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. *Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet.*

1 février

Limoges : Le Maroc et l'Europe, 1er au 11 février, à la bibliothèque francophone multimédia, exposition en partenariat avec Culture Maghreb Limousin, échanges croisés sur ce que les Européens imaginent du Maroc et de ce que les Marocains imaginent de l'Europe. *BFM, 2, place Aimé-Césaire, 87000 Limoges, tél. : 05 55 45 96 00, www.bm-limoges.fr.*

Saint-Denis : festival cinéma Révolutions, 1er au 7 février, au cinéma L'Ecran, place du Caquet (M° Saint-Denis-Basilique). Thème de l'année : "100 ans de révolutions". 60 films : films du patrimoine, inédits et avant-premières de fictions, documentaires, films expérimentaux, longs et courts métrages… Invité d'honneur : Fernando Solanas. *Renseignements : tél. : 01 49 33 66 88, www.estceainsi.fr.*

Lyon : démocratie participative, contours et enjeux, 1er février à 19h à la MJC du Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean (5e), formation proposée par FAC, Formation Action citoyenne et le Conseil de quartier. *MJC, tél. : 04 78 42 48 71.*

Martigues : les nouveaux chiens de garde, 1er février à 18h30, au cinéma Jean-Renoir, ciné-débat sur les liens entre politique et médias autour du nouveau film de Gilles Balbastre. Débat avec le réalisateur et Emmanuel Loi, auteur de "Sous presse" (éd. Al Dante). Soirée organisée par la médiathèque Louis Aragon, la librairie L'Alinéa, RESF, la LDH et Ensemble Citoyens.

2 février

Montpellier : Libérons l'énergie ! du 2 au 4 février, place de la Comédie et Esplanade de l'Europe, convergence citoyenne pour s'informer et échanger sur les questions énergétiques, stands associatifs, dans le cadre d'un tour de France sur la transition énergétique en douze étapes. *Programme détaillé : www.convergenceenergetique.org.*

Nord : la bioéthique face à la biologie synthétique, 2 février à 20h, à la Scène nationale de la Rose des Vents, boulevard Van Gogh à Villeneuve-d'Ascq. Conférence-débat avec Frédéric Jacquemart, médecin biologiste, président du GIET, groupement international d'études transdisciplinaires, Hervé Le Crosnier, sciences de l'information, université de Caen, animateur du journal en ligne Airlibre.org. *Soirée organisée par les Amis du Monde diplomatique et la Fondation sciences citoyennes, amdnord@yahoo.fr.*

Lyon : détournement antipublicitaire, 2 février à 20h, au Cedrats, 27, montée Saint-Sébastien (1er), réunion du collectif des déboulonneurs pour préparer un grand événement anti-pub. *www.deboulonneurs.org.*

3 février

Vélorution : à **Chambéry**, à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

Puy-de-Dôme : les Utopiades, 3 février de 19h30 à 22h30, Médias alternatifs "des voix libres s'expriment" avec pour invités : Télé Millevaches, La Galipote, Silence, Fudo éditions. Puis échanges autour des tartinades d'ana'chronique. *Office de Tourisme, 28, avenue Rhin-et-Danube, 63880 Olliergues, tél. : 04 73 95 56 49, www.paysdolliergues.com.*

Rhône : Gasland, 3 février à 20h30, à l'espace culturel de Saint-Genis-Laval, ciné débat organisé par l'association L'écoclicot autour du film Gasland, sur l'extraction du gaz de schiste. Précédé d'un apéro bio offert par la Biocoop de Tassin. Débat animé par des membres du collectif lyonnais Gaz de schiste. *Association L'écoclicot, 8, rue de la Ville, 69230 Saint-Genis-Laval, tél. : 04 72 67 95 06, http://lecoclicot.blogspot.com.*

Val-de-Marne : missions civiles en Palestine, 3 février à 20h, au Foyer Jean-Cocteau, 8, avenue Carnot, à Villeneuve-Saint-Georges (RER D, Villeneuve-Saint-Georges), rencontre avec des membres de l'AFPS, de l'UJFP, soirée organisée par le *Comité Palestine de Villeneuve-Saint-Georges, 7, rue Sacco-et-Vanzetti, 94190 Villeneuve-Saint-Georges, tél. : 06 14 68 70 66.*

Metz : 20 ans d'aveuglement, l'Europe au bord du gouffre, 3 février à 20h, au Grand grenier des Récollets, colline Sainte-Croix, débat avec Henri Sterdyniak du collectif des Economistes atterrés. *Attac-Moselle, maison des associations du Sablon, 1 bis, rue de Castelnau, 57000 Metz, http://local.attac.org/moselle.*

4 février

Vélorution, à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch, à **Rouen**, à 14h , parvis de la Cathédrale ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.*

Rhône : stage d'autodéfense pour femmes, 4 et 5 février 2012. Stages ayant pour but de faire baisser et de prévenir la violence, (re)prendre conscience de sa force, renforcer la confiance en soi, faire face à divers types d'agressions : verbales, physiques, sexuelles, psychologiques ; à travers des discussions, des mises en pratique et des techniques adaptées pour toutes (physiques et verbales). *Autodéfense et autonomie, 22-23, quai Saint-Vincent, 69001 Lyon. autodefensedesfemmes@gmail.com, www.autodefenselyon.lautre.net.*

5 février

Montreuil : chansons issues de l'agriculture biologique, 5 février à 19h30 (puis tous les dimanches soirs jusqu'à fin avril), au Centre autonome solidaire et artistique, CASA, Ponlano de Montreuil, 15, rue Lavoisier, spectacle de Guillaume Nénuphar sous forme de "concérence" (mélange de concert et de conférence). Cela commence par un dîner végétarien suivi du spectacle suivi d'un débat. *Réservation au 01 55 86 03 71. Contact de l'artiste : chansons.ab@gmail.com.*

Rhône : responsable d'équipe, 5-6-7 février 2012. Formation interactive : questions-réponses, mises en situation, exercices, apports théoriques. *Ifman Rhône-Loire, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.*

6 février

Partout : journée contre les mutilations sexuelles, 6 février, journée d'information mise en place par l'ONU : dans le monde, 6000 filles sont excisées encore chaque jour, 10 % en meurent, toutes en souffrent à vie. Cette pratique est surtout développée dans les pays africains sub-sahéliens. En France, l'excision est un délit passible de dix ans d'emprisonnement. *www.droitsenfant.com/excision.htm.*

Hautes-Alpes : initiation à la menuiserie, 6 au 10 février à Embrun, comment utiliser du bois de pays, son séchage, comment faire un dessin à l'échelle, réalisation d'une porte, étude des assemblages traditionnels, chevillage, utilisation des machines à bois, respect des règles de sécurité… *Le Gabion, domaine de Pont-Neuf, route de Saint-André, 05000 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

7 février

Paris 5e : Dead Man, 7 février à 20 h, au cinéma La Clef, 34, rue Daubenton, film de Jim Jarmusch (Etats-Unis, 1995) suivi d'un débat sur les peuples indigènes en Amérique du Nord avec *Survival, 18, rue Ernest-et-Henri-Rousselle, 75013 Paris, tél. : 01 42 41 47 62, www.survivalfrance.org.*

Marseille : accompagnement d'initiatives solidaires, 7 février au 22 mars, deux journées par semaine (mardi et jeudi) pendant six semaines, échange en collectif pour passer de l'idée au projet : se positionner dans une démarche économique, structurer le projet, le formaliser, se projeter dans l'avenir, échanger avec d'autres entrepreneurs et structures ressources. *Piles Paca, Jeanne Kenedi, 28, boulevard National, 13001 Marseille, tél. : 04 91 99 02 40, marseille@pilespaca.org.*

9 février

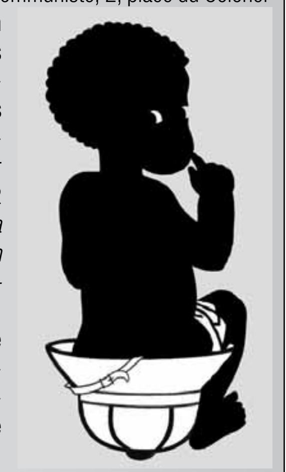
Lyon : on vit dans un monde merveilleux et mon chien a la rage, 9 février à 20h30, salle Léo-Ferré de la MJC du Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean (5e), comédie théâtrale de la Cie Objectif. Spectacle engagé. Entrée libre. *www.objectifspectacles.fr.*

Caen, réunion sur la transition, 9 février et chaque 2e jeudi du mois, 20h, au café le Niouzz, 15, boulevard Leroy, 14000 Caen. Réunion du groupe "Caen en transition". *Contact : caenentransition@gmail.com, http://fr.wiserearth.org/group/caenentransition.*

10 février

Isère : colloque "Vivre ensemble…", 10 au 12 février. Tables-rondes "à la rencontre de soi", "de l'autre", "de l'essentiel". Avec Hervé Magnin, Pierre Bertrand, Elisabeth Maheu, Béatrice et Gérard Barras, Alain Michel… *FEVE, Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.*

Paris : semaine anticoloniale, 23 février au 17 mars. Le 23 février, colloque d'ouverture sur le thème de l'information, animé par Ignacio Ramonet, du Monde diplomatique, au siège du Parti communiste, 2, place du Colonel-Fabien (19e), samedi 25 et dimanche 26, à la Bellevilloise, 19, rue Boyer (20e), salon anticolonial : livres, films, débats, spectacles… 27 février (lieu à définir) : conférence sur les processus de paix en Palestine. Mardi 28 à 19h, à l'Espace Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan (2e), soirée débat "le nouvel ordre économique colonial". 29 février : colloque "Les résistances françaises à la guerre d'Algérie", au Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (15e). Jeudi 1er mars : soirée *L'autre écran* organisé par l'association Toiles étoiles sur le thème du néocolonialisme, à l'Espace Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan (2e). Vendredi 2 mars à 18h30, même lieu, conférence *Areva en Afrique* avec Survie et le collectif *Areva ne fera pas la loi au Niger.* Samedi 3 mars de 14h à 19h, même lieu, colloque *Laïcité, de la situation coloniale à la situation postcoloniale.* Lundi 5 mars, à 19h : conférence *Prostitution et colonialisme* avec Christelle Taraud, à la salle des Mariages, 8, rue de la Banque (2e) ; en soirée, projection du film *Le chemin noir* au Cinéma La Clef (5e). Jeudi 8 mars, 18h, salle Jean Dame (2e), conférence-débat *Les femmes dans les mouvements d'émancipation des peuples.* Vendredi 9 mars, 2e assemblée des peuples sans Etat, au Centre culturel kurde, 16, rue d'Enghien (10e). Samedi 17 mars, à 14h30, marche solidaire des peuples en lutte en clôture de la semaine. *Programme détaillé : www.anticolonial.net.*





agenda











Lyon : Primevère, 24 au 26 février à Eurexpo, 470 exposants, dont 150 associations, de très nombreuses conférences dont le vendredi, à 17h, *Désobéir aujourd'hui* avec Xavier Renou (collectif désobéissants) ; 19h : *La sortie du nucléaire : l'opportunité pour l'emploi* avec la députée européenne Michèle Rivasi. Samedi à 12h, *Le journal intime de mes pulsions protectionnistes* avec François Ruffin (journal Fakir et France Inter : Là-bas si j'y suis) ; 14h : *Le vrai scandale des gaz de schiste* avec la journaliste Marine Jobert ; 16h : *Les nouvelles techniques de manipulation du vivant* avec Fabrice Laroche, biologiste moléculaire, Rés'OGM ; 18h : *Construction passive et écologique* avec Vincent Rigassi architecte maître d'oeuvre, membre du réseau Ecobâtir. Dimanche à 12h30 : *Menace sur nos neurones : Alzeimer-Parkinson… et ceux qui en profitent* avec les auteurs, Marie Grosman et Roger Langley ; à 14h30 : *Le scénario Négawatt 2011* avec Marc Jedliczka ; à 16H30 : *Le temps du monde fini : vers l'après-capitalisme* avec Geneviève Azam, co-présidente du conseil scientifique d'Attac. Egalement, (horaires non précisés à notre clôture) conférences sur le thème 2012 "Le temps de l'écologie" : *La dictature de l'immédiateté* avec Stephen Kerckhove, délégué général d'Agir pour l'environnement, *La contreproductivité d'Yvan Illitch* avec Jean-Michel Corajoud, animateur du cercle des lecteurs d'Yvan Illitch, *L'obsolescence programmée* avec Sébastien Lapeyre, directeur du CNIID, L'éloge de la lenteur avec Pascale d'Erm, journaliste et auteur, *L'éducation lente* avec Annelise Oriot, traductrice du livre "Eloge de l'éduction lente" pour *Silence*, *Accorderie* avec l'association québécoise l'Accorderie… Et des Expositions : 50 ans de presse alternative à Lyon et dans sa région (CEDRATS), Le temps de l'écologie en 200 dates (Silence), Comprendre les cosmétiques bio (DrHumana), Les capacité des plantes, des potentiels à (re)découvrir pour l'agriculture (ALE), Les laines d'Europe (Atelier). Programme complet : *Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél. : 04 74 72 89 90, http://primevere.salon.free.fr.*

13 février

Besançon : film-débat avec le groupe local de *S!lence,* 13 février à 20h, au café Marulaz, place Marulaz, puis chaque mois, le 2e lundi. *Groupe local de S!lence, Martine Lionnet, La Croix-de-Pierre, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19.*

Hautes-Alpes : plomberie en autoconstruction, 13 au 15 février à Embrun, les différents éléments d'une installation, distribution extérieure, raccordement eau et gaz, production d'eau chaude, aération des locaux, sécurité électrique, chauffage central, choix des matériaux naturels… *Le Gabion, domaine de Pont-Neuf, route de Saint-André, 05000 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

14 février

Jura : *Silence,* on cause, 14 février (et 2e mardi de chaque mois) de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue *Silence* du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local". *Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél. : 06 82 16 08 87.*

16 février

Lyon : expédition de *S!lence.* 16 et 17 février. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Strasbourg : Libérons l'énergie ! du 16 au 18 février, place Kléber et Jardin des deux Rives, convergence citoyenne pour s'informer et échanger sur les questions énergétiques, stands associatifs, dans le cadre d'un tour de France sur la transition énergétique en douze étapes. *Programme détaillé : www.convergenceenergetique.org.*

Hautes-Alpes : murs et planchers chauffants, 16 au 17 février à Embrun, présentation de scénarios, fourniture d'une grille d'analyses pour le choix des techniques et des énergies, analyse du prix de revient, réalisation d'un mur chauffant avec enduits terre, réalisation d'un plancher chauffant sur plaque de liège… *Le Gabion, domaine de Pont-Neuf, route de Saint-André, 05000 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

17 février



Paris 1er : Cercle de silence, 17 février de 18h30 à 19h30 (et chaque 3e vendredi du mois), place du Palais-Royal (M° Palais-Royal), devant le Conseil constitutionnel, pour protester contre les lois, décrets, circulaires pris contre les étrangers. *www.educationsansfrontieres.org.*

18 février

Arles : Monaco, l'étrange neutralité, 18 février de 15h à 18h, Maison de la vie associative, boulevard des Lices, projection-débat sur le rôle de Monaco pendant la période de Vichy. Entrée libre. Organisé par Attac-Pays d'Arles et l'Association pour un musée de la résistance et de la déportation en pays d'Arles. *http://local.attac.org/13/arles.*

20 février

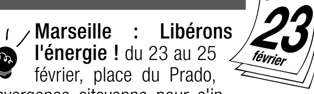
Hautes-Alpes : la chaux dans le bâti ancien et l'autoconstruction, 20 au 24 février à Embrun, connaissance du bâti ancien, approche historique et technologie, diagnostic et mode d'intervention adapté, enduits, badigeons et décors à la chaux, badigeons eaux fortes, patines, relevés de décors, coloration, adjuvantations… *Le Gabion, domaine de Pont-Neuf, route de Saint-André, 05000 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*

Poitiers : la dictature du carbone, 20 février à 20h30, à la maison des habitants de la Gibauderie, conférence-débat animée par Aurélien Bernier du M'PEP sur qui décide dans le domaine de l'énergie. *Attac-Poitiers, 14, Les Alleuds, 86000 Liguge, tél. : 05 49 41 16 37, http://attacpoitiers.hautetfort.com.*

21 février

Lille : se soigner avec les abeilles, 21 et 22 février à la Maison de l'Education permanente, 1, place Georges-Lyon, colloque sur l'art de se soigner avec les produits de la ruche, accès gratuit, tables-rondes, ateliers pratiques, stands de présentation de produits. *Association francophone d'apithérapie, 13, rue de la Fleur-de-Lys, 78730 Saint-Arnoult-en-Yvelines, afacontact@gamil.com, tél. : 07 86 52 18 59, http://apitherapiefrancophone.com.*

Marseille : Enercoop, 21 février à 16h, réunion publique pour le lancement d'Enercoop Paca et pour enclencher une dynamique autour d'une électricité 100 % renouvelables dans la région. *Pour le lieu contacter : contact@enercoop-paca.fr.*



23 février

Marseille : Libérons l'énergie ! du 23 au 25 février, place du Prado, convergence citoyenne pour s'informer et échanger sur les questions énergétiques, stands associatifs, dans le cadre d'un tour de France sur la transition énergétique en douze étapes. *Programme détaillé : www.convergenceenergetique.org.*

Salon-de-Provence : Festi'Fric, 23 et 24 février à l'Auditorium de l'Atrium, 89, boulevard Aristide-Briand, deux jours de festivals autour de la question des monnaies complémentaires. Présentation des enjeux et d'initiatives existantes comme Le SOL Violette (Toulouse), l'Accorderie, Banco Palmas (Brésil), monnaie Ecovillage (Italie)… L'usage de monnaies locales dans les initiatives de transition. *Pascal Hennequin, tél. : 04 91 99 02 40, pascal.hennequin@apeas.fr.*

24 février

Isère : gestion des conflits dans un groupe, 24 au 26 février. Comment l'outil de la communication non-violente sert pour la prise de décision par concertation. Entraînement à l'écoute réciproque. Avec Michel Monod, du Mouvement international de la réconciliation. *Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél. : 04 76 36 45 97, arche-de-st-antoine.com.*

26 février

Loire : chaîne humaine antinucléaire, 26 février à Saint-Etienne, en préparation de la chaîne humaine du 11 mars 2012 dans la vallée du Rhône pour demander la sortie du nucléaire. *Plus : tél. : 07 77 20 27 71, www.chainehumaine.org.*

28 février

Angers : les effets du climat sur les ressources, 28 février à 18h30, à l'Institut municipal, 9, rue du Musée, conférence de Bruno Parmentier, de l'Ecole supérieure d'agriculture, ce que le changement climatique peut avoir comme conséquences pour les ressources alimentaires.

Mars

2 mars

Bruxelles : radioactivité et santé, 2 mars au Parlement national, colloque (en français, néerlandais et allemand) qui opposera des scientifiques officiels et d'autres critiques sur la question controversée des risques des faibles doses. *Programme : Grappe-Belgique, 26, rue Basse Marcelle, 5000 Namur, tél. : 081 23 09 69, www.grappebelgique.be.*

11 mars

Lyon-Avignon : Chaîne humaine dans la vallée du Rhône, 11 mars tout au long du Rhône, pour demander la sortie du nucléaire en France. Il faut 200 000 personnes pour y arriver ! Des chaînes locales ont été organisées dans toute la région pendant l'été. Des cars sont organisés de toute la France. *Plus : tél. : 07 77 20 27 71, www.chainehumaine.org.*



Lyon : 50 ans de presse alternative à Lyon et dans sa région, jusqu'au 25 février 2012, aux Archives municipales de Lyon, 1, place des Archives, Lyon 2e (M° et trams Perrache). Exposition proposée par le CEDRATS, Centre d'études et de recherches sur les alternatives sociales. Plus de 200 titres sont présentés autour des thèmes écologie, anarchisme, solidarité, contre-culture, féminisme, antimilitarisme, non-violence, citoyenneté… Colloque international les 19, 20 et 21 janvier 2012 sur le thème " La presse alternative à l'épreuve des utopies et de l'émancipation sociale". *CEDRATS, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67 l'après-midi.*



Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

annonces

Agir ensemble

■ Famille souhaite acquérir un terrain en Ariège afin d'y vivre et d'y pratiquer tout ce qui est susceptible de nous émanciper du capitalisme : agroforesterie, sylvopastoralisme, permaculture, artisanat, et toute production permettant d'aller vers l'autosuffisance. Dans cette optique, nous souhaitons rencontrer d'autres personnes ayant le même projet, pour pouvoir augmenter nos capacités d'achat de terres, notre force de travail et nos savoir-faire. Axes politiques : démocratie directe (prise de décisions à l'unanimité uniquement), solidarité, simplicité volontaire, non-violence. Contact : *laconquetedupain@mailoo.org.*

■ **Angers.** Nous sommes parents d'une fille de 30 mois. Nous souhaitons, avec d'autres parents et leur(s) enfants, créer une activité hebdomadaire. Celle-ci serait un temps de créativité et d'expression à partager avec les enfants. Si cette démarche vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter : *amedee.saintjean@gmail.com.*

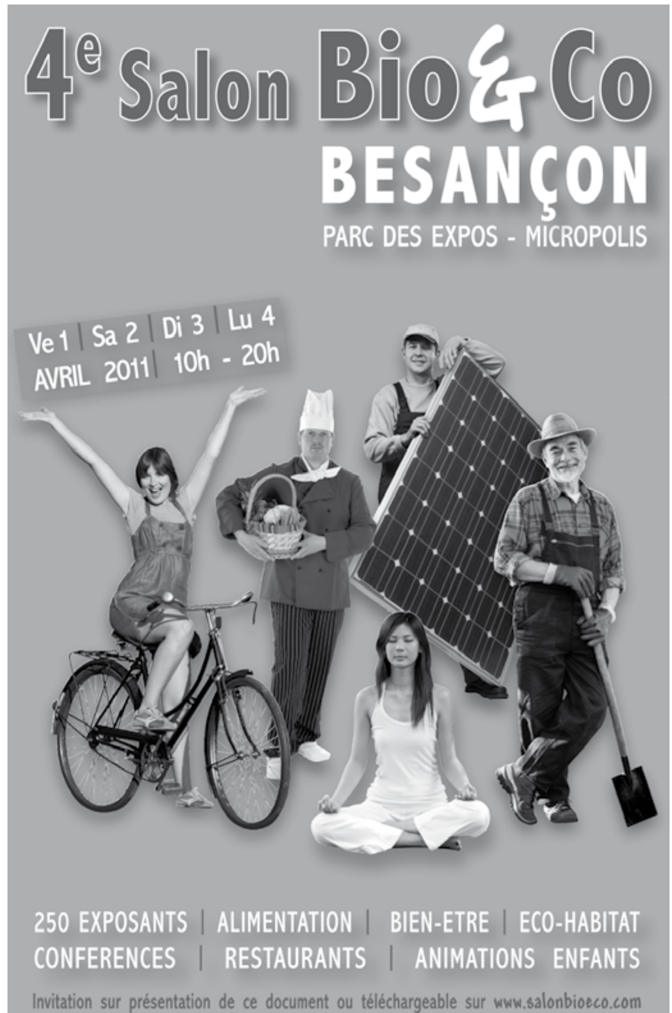
■ **Ardèche.** Installés à 900 m d'altitude, nous sommes 9 adultes et 2 enfants investis dans des activités culturelles, éducatives et agricoles. Nous fédérons nos énergies pour pérenniser l'espace agricole et promouvoir le développement d'activités artisanales, sociales et culturelles au sein de la ferme de Neyramand, 24 ha d'espace avec vue panoramique, dont 10 ha labellisé en bio, des châtaigneraies… Une ferme à usage collectif et des ruines à retaper dans la convivialité et le partage. Nous cherchons des personnes intéressées pour rejoindre, vivre, créer leur activité et/ou investir sur ce lieu. *Ferme de Neyramand, 07570 Désaignes, tél. : 06 60 18 38 02, asso.heyoka@gmail.com, www.neyramand.revolublog.com.*

■ **Seine-et-Marne.** Nous avons un projet d'habitat groupé écologique à Chevry-Cossigny. Nous souhaitons ensemble créer des espaces privatifs d'habitat et partager des espaces communs dans un esprit de solidarité et de simplicité. Certains de nous souhaiteraient auto construire partiellement. Notre projet est en cours d'élaboration et aurait besoin d'une diversité de participants en âge et en composition familiale. Cela vous intéresse ? Contactez-nous : *ecossigny@free.fr.*

■ ***Silence*** recherche des volontaires pour aider à scanner des numéros anciens afin de les mettre à disposition sur notre site internet. Si vous disposez d'un scanner, d'une liaison internet… et de numéros de *Silence* antérieurs au n°331, vous pouvez nous aider en prenant contact avec nous soit par téléphone soit par le formulaire de contact du site, *tél. : 04 78 39 55 33, www.revuesilence.net.*

■ Homme, 42 ans, bio, cherche obstinément voisins autonomes et coopératifs pour m'installer ! Je souhaite vivement ajouter deux bras (voire un loyer) à "l'éco-nomie de voisinage" de quelques ruraux pratiquant auto-production partielle et échanges de proximité (potager et/ou volailles, semences, conserves, bois, bât., mécanique… services du quotidien ou sur activité). Expériences personnelles en bâtiment, jardin, pain, travaux de ferme, associatif et échanges variés. Actuellement basé en Dordogne, mais peut déménager en France. Merci de me contacter. Marc

■ **Vivez la fin du capitalisme !** Le Cabaret co[s]mique est un groupe de 12 artistes qui a conçu un spectacle festif et rafraîchissant sur la chute du capitalisme et la fin de l'hyperconsommation. Le spectacle démarre 57 minutes avant la chute du système, lequel va tomber pile là où se produisent les artistes ! Nous préparons une tournée pour l'été 2012 à travers la France à la rencontre de lieux atypiques, novateurs et écologiques, pour y faire chuter le capitalisme et naître une nouvelle Humanité. Nous venons jouer gratuitement en échange du gîte, de la prise en charge des frais de transport depuis le lieu précédent, du couvert et de la possibilité de faire tourner un chapeau. Les invitants doivent être en capacité de faire venir une centaine de spectateurs. Pour en savoir plus : *Compagnie Artichaut, tél. : 06 80 43 99 79, compagnieartichaut777.blogspot.com.*



Vivre ensemble

■ **Loire - Monts du Forez,** groupe de 8 personnes de 3 à 61 ans, engagé dans un projet d'habitat groupé dans les monts du Forez, souhaite accueillir d'autres familles pour étoffer le groupe et avancer vers une réalisation concrète. *Françoise Barbe, 04 77 24 63 65.*

■ **Vosges.** Femme, 62 ans, cherche colocataire pour partager appartement de 85 m², dépendances et jardin dans maison forestière sur un écolieu à Saint-Dié-les-Vosges à partir du 1er février 2012. Il y a deux chambres, séjour, cuisine américaine, salle de bains et WC. Loyer et charges : 540 € à diviser par deux.

■ "Jeunes retraités", nous souhaitons trouver une solution pour habiter, vivre et vieillir autrement ensemble. Nous refusons toute solution passant par la propriété individuelle pour nous intégrer dans un projet existant (ou à construire avec d'autres) de "coopérative d'habitants" et/ou d'accord avec un bailleur social. Notre préférence d'implantation serait à proximité de la mer en Bretagne nord. *Marie-Françoise et Jean-Philippe Le Noa, lenoamfjp@orange.fr.*

Rencontres

■ **Yonne.** Homme, cérébral et sportif, la soixantaine, lisant beaucoup, cherche à élargir son cercle de copains et de copines. Si vous vous sentez au-delà des religions et des idéologies, au-delà des préjugés, des jugements de valeurs, des lieux communs, nous pourrons alors pérorer avec joie. Ce sont les affinités qui seules importent et nullement les âges de la vie. Pour vos messages, *tél. : 06 38 75 57 02.*

Emplois

■ **Bouches-du-Rhône.** Nous tenons un café restaurant lieu d'animation à Salon-de-Provence depuis 7 ans. Nous cherchons un associé pour un poste de cuisinier polyvalent (25 h environ de cuisine et le reste en plonge, nettoyage, accueil, service ...) donc un total de 35 h minimum et le reste en fonction des nécessités. Le salaire est au Smic de 35 h. Du mardi au samedi. Nous sommes actuellement deux associés qui nous régalons dans notre boulot entre le contact et le plaisir de servir de la bonne nourriture et d'organiser les soirées. Il faut aimer proposer de la nourriture maison, le jour même, avec des produits locaux et souvent bio (tartes salées...) et ne pas avoir peur de travailler beaucoup. Nous cherchons un associé qui prendrait véritablement en charge le lieu avec nous et non un salarié qui se reposerait sur nous, mais c'est une scop et les associés ont donc le statut de salarié. Si le cœur vous en dit... *Denise Boiron ou Paul Magnan, tél. : 04 90 56 43 21, lacaseapalabres@free.fr.*

■ **Deux-Sèvres.** La Frênaie, fabrication de yourte et centre de découverte dans le Marais Poitevin recherche coopérateur-trice en éco-construction à partir du 1er février 2012. Cette personne intégrera une équipe de trois coopérants sur la fabrication des yourtes : fabrication ossature bois légère, couture de toile... Compétences requises : expérience en éco-construction, travail du bois, culture coopérative. Autres compétences du bâtiment bienvenues (électricité, plomberie, charpente...). 1/2 temps pouvant évoluer en 3/4 temps en cours d'année. CCD pouvant aussi évoluer. Salaire sur la base du Smic. Envoyer lettre et cv à *SARL La Frênaie, 44, route de Saint-Hilaire, 79210 Arçais, lafrenaie.org@gmail.com, www.lafrenaie.org.*

■ **Lyon.** Le KoToPo, espace culturel international recherche un chargé d'accueil et responsable du bar. Informations sur les activités, tenue du bar, participation à la gestion des cours et à la formation de bénévoles. Expériences, engagement associatif, goût pour les langues attendus. Formation aux aspects spécifiques assurée. 35h/semaine annualisées en 37h (10 semaines de congés/an) ou 33h/semaine annualisées en 35h. Priorité aux personnes éligibles aux Contrats uniques d'insertion. Poste et salaire évolutifs. Poste à pourvoir le 1er mars au plus tard. *Tél. : 04 72 07 75 49, kotopo@freesurf.fr, www.kotopo@freesurf.fr.*

Echange

■ **Gard.** Echange fumier bio chèvres, moutons, ânes, contre toute proposition. *Tél. le soir après 20 h, au 04 66 85 12 47, Hélène Nicolas à Saint-Jean-du-Gard.*

Immobilier

■ **Corrèze.** Vendons dans écrin vert et boisé, chalet bois, 3 pièces, 54 m², terrain 3300 m², site isolé, panneaux solaires, eau de pluie, chauffage au bois, 52 000 €. *Tél. : 06 89 71 69 36 (après 19h30).*

■ **Tarn-et-Garonne.** Vends ferme en AB depuis 1988. 17,70 ha dont 1,40 ha de pruniers, 1,20 ha de raisin de table, 0,3 ha de pommiers, 0,2 ha de cerisiers, 3,1 ha de prairies permanentes, 5,3 ha de prairies temporaires et autour de 5,5 ha de bois. Maison d'habitation avec chauffage central bois, salle de tri, chambre froide, bâtiments d'élevage et autres dépendances, bien protégé, avec deux fermes attenantes aussi en bio. *Philippe Miocque, tél. : 06 88 25 54 14, karomiph@yahoo.fr.*



Une chaîne humaine pour sortir du nucléaire

Bouleversés par la catastrophe de Fukushima et ses cruelles suites sanitaires, des habitants de la vallée du Rhône(1) se sont levés et ont lancé le projet d'une Réaction en chaîne humaine (RECH) le dimanche 11 mars 2012, autour d'un appel à sortir du nucléaire.

Sabine Li

Chaîne humaine à Lyon, le 18 décembre 2011.

Leur idée s'est inspirée des chaînes humaines organisées chaque printemps depuis plus de trente ans en Allemagne (la plus importante a rassemblé plus de 300 000 personnes, le 10 octobre 1981).

Les Rhônalpins se sont alors réunis autour d'une commission RECH au sein du groupe local Sortir du nucléaire Drôme/Ardèche et ont commencé à interpeller les citoyens de la vallée du Rhône. Pour cela une douzaine de chaînes humaines préparatoires ont été organisés à Avignon, Valence, Grenoble, Lyon...

Le but de ces chaînes étaient de promouvoir celle du 11 mars 2012 qui se veut un événement national, et de présenter aux publics le principe de telles actions qui se veulent pacifistes et conviviales.

Ils ont alors, sur leurs propres deniers, édité des tracts et des affiches et agi avec leurs tripes et leur détermination, jusqu'à ce qu'ils obtiennent le soutien du Réseau sortir du nucléaire en novembre dernier.

Alors que la question d'une sortie du nucléaire a déjà connu des débats intenses lors de l'accord entre le PS et EELV, la chaîne humaine, un mois avant les élections présidentielles, se veut le porte voix des citoyens excédés par la politique énergétique de nos gouvernements successifs.

Aujourd'hui le projet de réacteur EPR voit ses coûts doubler et les retards dans les travaux et donc la mise en service ne cessent de s'accumuler. En parallèle les déchets radioactifs restent un douloureux problème technique et financier quant le coût du démantèlement des centrales en fin de vie est tout aussi clair qu'un nuage pris dans la brume.

En 2007, le Réseau sortir du nucléaire avait organisé cinq rassemblements contre le projet de réacteur EPR et la mobilisation lors de ces événements avait montré la détermination de 60 000 manifestants à stopper ce projet faramineux. Ce cri du cœur avait poussé les candidats Sarkozy et Royal à aborder le sujet entre les deux tours de l'élection présidentielle, chacun dans ses erreurs, la représentante du PS y voyant une manne d'électeurs à ratisser lors du second tour.

Un pari : faire une chaîne de 200 km en vallée du Rhône

En 2011, le Réseau sortir du nucléaire et RECH, un an après la catastrophe de Fukushima, organisent une chaîne humaine sur plus de 200 km avec la volonté d'envoyer un message fort aux présidentiables : il est urgent de sortir du nucléaire.

Par ailleurs, le nucléaire connaît un déclin certain depuis quelques années et encore plus depuis la catastrophe de Fukushima. Preuve en est la société Areva qui revoit à la baisse ses activités pour l'année 2012 et va certainement devoir licencier dans les prochains mois.

Avec cette chaîne humaine, il s'agit bien de peser sur les élections pour qu'enfin la France prenne une décision de sortie du nucléaire et choisisse le cap des alternatives comme s'y sont lancés nos voisins européens, de l'Allemagne à l'Italie, en passant par la Suisse, l'Autriche et la Belgique.

Aujourd'hui, ce projet magnifique est en passe de mobiliser des milliers de personnes en Rhône-Alpes. En témoignent les mobilisations pour les chaînes locales organisées jusqu'à aujourd'hui et

(1) Dans la vallée du Rhône, on trouve les centrales de Creys-Malville (1 surgénérateur arrêté), Bugey (4 réacteurs en fonctionnement, 1 arrêté), Saint-Maurice-Saint-Alban (2 réacteurs), Cruas-Meysse (4 réacteurs), Pierrelatte (4 réacteurs), et de nombreuses installations liées au nucléaire (Marcoule, Tricastin…).

les retours médiatiques de ces derniers mois qui relatent tous de manière positive cet événement.

L'action est en train de prendre, avec des mobilisations régulières de plus de 700 personnes à Valence, 1000 à Avignon... du jamais vu dans ces villes voisinant une des vallées les plus nucléarisées au monde.

Pour réussir la chaîne du 11 mars 2012, les organisateurs espèrent un engouement national et le soutien de sympathisants frontaliers (Allemagne, Suisse, Italie plus particulièrement).

Bien que conscients du pari qu'ils se sont imposé quant à la réussite de l'événement, ils attendent la mobilisation de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Sachant qu'il sera très dur de relier Lyon à Avignon uniquement par des liens humains, des relais sportifs (cyclistes par exemple), des cordes en tissu imprimé et d'autres alternatives sont d'ores et déjà prévus. Mais quoiqu'il en soit cette chaîne ne pourra être une réussite que si la mobilisation régionale reçoit un soutien au minima national.

Les citoyens, même si tous ne sont pas d'accord sur les modalités d'une sortie du nucléaire, sauront-ils ce jour-là se donner la main pour qu'enfin une décision politique et économique soit prise par le futur Président de la République ?

Chaque main constituant un maillon de cette chaîne, il est évident que tout dépendra de la mobilisation de chacun-e.

Jocelyn Peyret ■

Appel à soutien

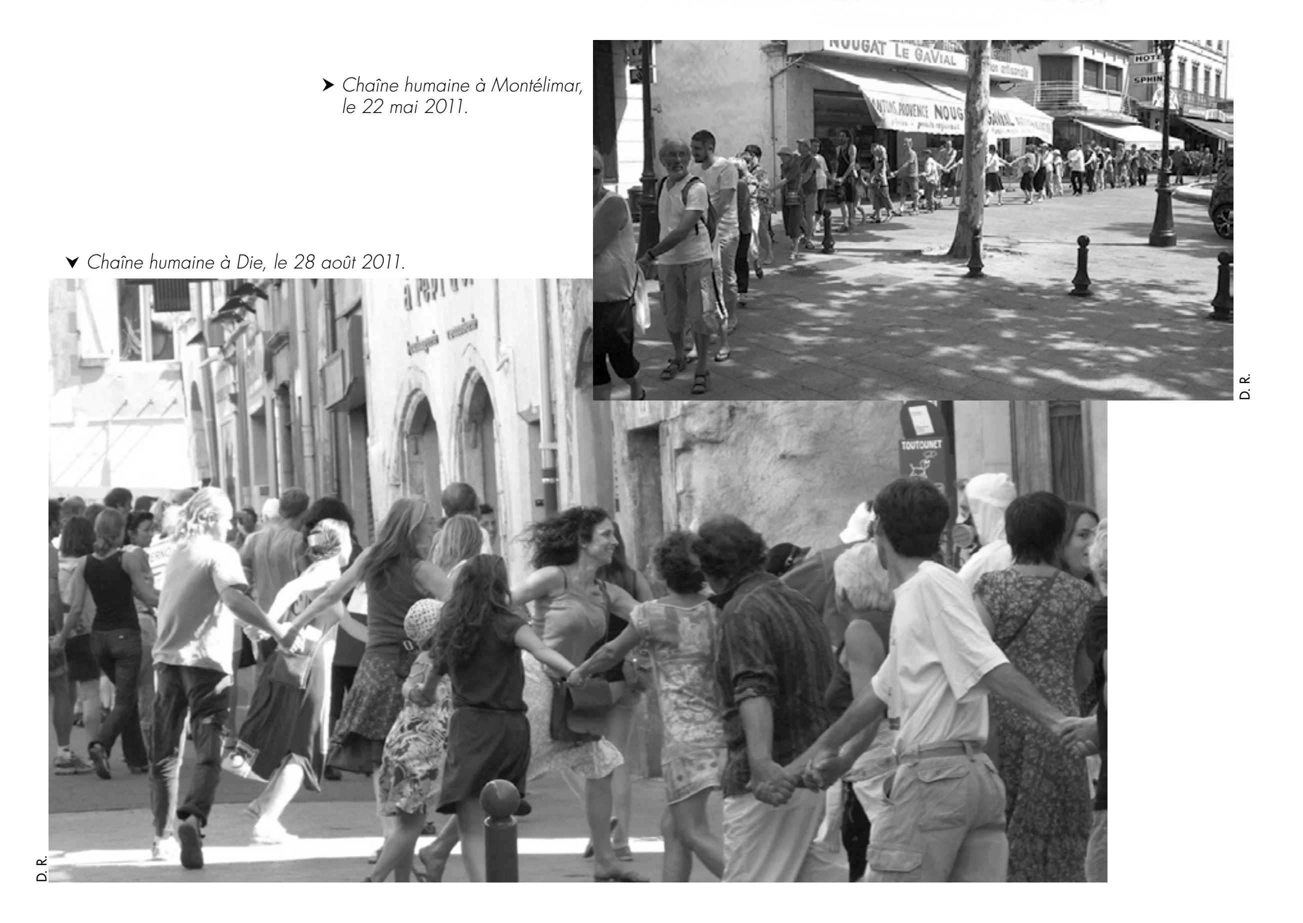
Le travail de terrain de chacun assurant le succès de tous, la diffusion des tracts et affiches doit se faire le plus près possible de chaque citoyen.

Si vous souhaitez aider à la mobilisation pour cette chaîne humaine, vouspouvez :

- Diffuser ces documents sur les marchés locaux, les boîtes aux lettres, lors d'un concert...
- En parler à vos collègues, clients, dans le bus, à vos amis, votre famille...
- Placer des affiches dans les boulangeries, les commerces, partout où vous jugerez cette démarche utile.
- Relayer l'appel par email, dans vos journaux associatifs...



Commandez gratuitement tracts, affiches et autocollants sur *www.chainehumaine.org* ou en téléphonant au *06 20 36 57 17 – contact@chainehumaine.org*



➤ *Chaîne humaine à Montélimar, le 22 mai 2011.*

D.R.

⮟ *Chaîne humaine à Die, le 28 août 2011.*

D.R.


D. R.

Indispensable : le Dispensaire

En ces temps de crise du capitalisme, on peut se sentir accablé de voir les systèmes de protection sociale se faire démanteler à grands coups d'austérité et sous la menaçante férule des marchés boursiers. Au milieu de ces tempêtes ultralibérales, il est des personnes qui résistent, qui créent et qui pensent en termes de bien-être collectif. L'équipe du Dispensaire de Soins Naturels de Crest, dans la Drôme, est de cette trempe.

■ Dispensaire de soins naturels, 1, quai André-Reynier, 26400 Crest, tél : 04 75 59 70 98, www.dispensairedesoinsnaturels.org.

Rencontré-es sous un généreux soleil d'automne, Anne, Marie et Patrice nous ont raconté l'histoire de ce lieu qui a ouvert ses portes depuis le 3 janvier 2009.

Anne nous explique avec de l'émotion dans la voix : "Ce jour-là, c'était l'hiver, il n'y avait personne dans les rues, on sortait juste des fêtes. On a ouvert la porte à 9h. A 9h05, une personne a sonné, et là je me suis sentie soulagée, j'ai pensé : c'est gagné, ça va marcher".

L'idée d'un dispensaire lui est venue il y a longtemps.

"Au milieu des années 1980, un projet fou a commencé à se monter près de Dieulefit. Des Saoudiens, enrichis grâce au pétrole, ont racheté un grand domaine pour en faire un centre de remise en forme. Il y avait une dimension sociale dans leur démarche, ils voulaient que ça puisse accueillir aussi des personnes démunies. Nous en avions pas mal parlé avec un de mes amis médecin, recruté pour y participer. Nous trouvions qu'un tel centre n'était pas la solution la plus adaptée pour soigner des personnes sans le sou, au vu des coûts élevés d'hébergement. Nous avons réfléchi à un centre de soins ambulatoires de type dispensaire. Le projet des Saoudiens a finalement capoté et l'ensemble a été racheté par le Club Med pour faire un centre de thalasso. Mais la graine était semée et l'idée a continué à se frayer son chemin".

Marie raconte : "Quand j'étais enfant, je me souviens qu'on allait voir le médecin dans des dispensaires de quartiers. Les différentes spécialités médicales y étaient représentées. Il y avait toute une vie sociale dans la salle d'attente. Maintenant, les gens vont aux urgences quand ils ont besoin d'être soignés sans rendez-vous, ou dans les consultations externes des hôpitaux quand il s'agit de voir un spécialiste".

Des tarifs selon les revenus

Le but du Dispensaire de Crest est d'offrir un espace de soins pluridisciplinaire dédié aux médecines naturelles, qui soit accessible à tous et toutes, notamment aux plus démunis.

Le centre fonctionne sous statut associatif, tous-tes les intervenant-es, thérapeutes, accueillant-es et personnes qui gèrent les tâches administratives sont bénévoles.

Les bénévoles investi-es s'engagent à être présent-es une demi journée tous les 15 jours, à participer à la vie de l'association – qui implique de participer aux réunions et de faire le ménage à tour de rôle, et à respecter une charte – qui interdit notamment de faire de la publicité pour son propre cabinet.

Mais qu'est-ce donc qui motive des thérapeutes installée-es et ayant une clientèle suffisante

à donner ainsi de leur temps et de leur énergie pour soigner gratuitement ?

"La mauvaise conscience de faire payer aussi cher pour des soins" nous souffle Anne.

Julien, un jeune ostéo présent un peu plus tôt répond, lui, après un temps de réflexion : "pour sortir de mon trou et rencontrer d'autres thérapeutes, échanger".

Concrètement, le dispensaire est ouvert deux jours par semaine, le lundi et le mardi.

Les consultations ont lieu sans rendez-vous, selon le principe "premier arrivé, premier servi". Ce qui explique les petits groupes de personnes qui attendent dans la rue devant le local, parfois une demi-heure avant l'ouverture.

Les disciplines proposées sont : l'ostéopathie, la médecine traditionnelle chinoise, la naturopathie, l'homéopathie, la fasciathérapie, la réflexologie plantaire ainsi que l'écoute psychologique.

Les séances de soin durent une demi-heure au minimum, pour un tarif qui va de 7 à 27 €, selon cinq tranches de prix échelonnées par niveau de revenu. Une adhésion de 2 € à l'année est également demandée pour bénéficier des soins et activités du dispensaire.

Cet argent sert à payer les charges de l'association : prix du loyer, du chauffage et autres frais.

Côté finances, le projet a été lancé grâce au soutien de deux fondations : une subvention de 8000 € a été accordée par la Fondation pour une Terre Humaine à des fins d'équipement et de matériel. La fondation Solidarité Homéopathie, quant à elle, a accordé plusieurs subventions de 2000 € pour des frais de fonctionnement. Pour le reste, le projet parvient maintenant à tourner sur ses propres rentrées d'argent.

Sortir de l'individualisme

Le Dispensaire propose également des groupes de parole et journées de formation thématique. Ces activités collectives autour des questions de santé rencontrent un succès beaucoup plus mitigé.

Anne et Marie expliquent ce manque d'intérêt par un modèle culturel individualiste de rapport à la santé. "Les gens considèrent le soin comme une relation bipolaire entre un thérapeute et un malade. Ils ont l'idée que cette relation doit avoir lieu dans le cocon et l'intimité de la salle de consultation. Or, il existe d'autres approches qui donnent aussi des résultats. Par exemple, ce médecin homéopathe qui donne des consultations collectives et gratuites dans des bistrots à Vénissieux (dans la banlieue lyonnaise), dans des quartiers défavorisés. Et ça marche, les femmes viennent, échangent des trucs et recettes, apprennent et comprennent des choses sur leur santé. Ici au dispensaire, l'idée était présente dans nos envies de départ, de donner par exemple des consultations à plusieurs thérapeutes pour un-e seul-e patient-e".

L'initiative du Dispensaire dément, par les faits, un reproche qui est souvent adressé aux médecines alternatives, à savoir : leur coût élevé. Ici, on pratique la thérapie alternative et sociale.

Anne précise également un point de vue sur le coût des soins : "Pour une personne qui bénéficie de la CMU, si elle se rend chez un médecin allopathe conventionné, elle ne payera rien pour être soignée, ni pour la consultation, ni pour les médicaments prescrits. Or, certains traitements employés dans la médecine allopathique seront très coûteux, sans que le patient en ait forcément conscience. Dans le cas des médecines naturelles, la consultation coûtera plus cher, mais les traitements préconisés sont en général beaucoup moins chers".

Trente personnes font tourner l'association. Parmi elles, une vingtaine de thérapeutes et le reste d'accueillant-es. Les prises de décision sont collégiales, il n'y a pas de président-e aux commandes. Comme toute structure collective, l'équipe du Dispensaire a connu ses heures de grâce et ses heures graves — de conflits et de tensions —. Le découragement a parfois frappé à la porte, mais des caps difficiles ont été franchis, et le bateau vogue actuellement en eaux calmes. Intelligence, ténacité et réalisme sont les qualités déployées par l'équipe qui a réussi à monter ce projet et à le faire tenir dans la durée.

On ne peut souhaiter qu'une chose : que ce type d'initiatives se multiplie, essaime. C'est déjà le cas à Reims, où un centre de soins baptisé « Best » a été créé dans la même logique que celui de Crest. Étant régulièrement contactée par des personnes intéressées pour lancer des initiatives similaires, l'équipe du Dispensaire a décidé d'organiser une journée de formation et d'information sur le sujet.

Le "Printemps des Dispensaires" se tiendra à Crest le 31 mars 2012[1].

Jocelyne Renard ■

(1) L'inscription est vivement recommandée, la participation à la journée sera gratuite, l'hébergement et les repas seront laissés à l'auto-organisation des participant-es. Contact au 06 79 59 11 20.

Une partie de l'équipe du dispensaire.



D. R.

Claire Eggermont, la reconquête d'une vie


D. R.

Claire a un parcours exceptionnel, dont nombre d'entre nous en quête de cohérence peuvent s'inspirer.

Claire Eggermont & Dany Vilaine
La Chase
30450 Ponteils et Bresis
Tél: 04 66 43 17 08
Courriel: clairelor@yahoo.fr
www.stages-vannerie.com

■ Bastien Yverneau parcourt la France à vélo et en tente "sauvage", à la rencontre des alternatives de ceux qui ont changé de vie. Écrivain nomade, il étudie le parcours de ceux qui vivent la sobriété heureuse, afin de montrer que oui, il est possible de "reconquérir sa vie". "L'enfer, c'est les autres"… ou notre mode de vie ?

Pour en savoir plus : www.reconquerirsavie.fr

"Sortie" d'école de commerce

Majore d'une "grande école", son destin était probablement de travailler dans une multinationale en gagnant beaucoup d'argent dans le marketing. Elle en a décidé autrement : *"Lors du 1er cours de finance, le professeur nous demande quel est notre objectif de vie. Trois choix : l'argent, le pouvoir, ou… les deux ! Pas d'alternatives, c'était impossible pour moi de me prononcer pour l'un ou l'autre ".*

"Le prof, excédé, fini par me sortir : « vous n'avez rien à faire dans mon cours, mademoiselle, ici, ce n'est pas l'école de l'Abbé Pierre ». Je sors de l'amphi, sous les regards…" Suite à cette expérience, elle hésite à arrêter net ses études. Elle décide de continuer, avec l'idée d'utiliser ses capacités et connaissances pour des causes auxquelles elle croit.

"Sortie" de WWF

Après cette école, elle devient salariée du WWF, Fonds mondial pour la nature. Le décalage se fait cependant vite sentir, entre défendre le jour les grandes causes écologistes… et rentrer le soir dans son petit appartement parisien. Le métro-boulot-dodo n'est pas loin, et malgré la satisfaction de travailler pour de justes causes, cela ne suffit pas. Aussi elle plaque tout, et part en Corse vivre en tipi, sans eau ni électricité, à quarante minutes du village le plus proche.

Là, c'est la grande claque : *"Je me suis rendu compte que je ne savais rien faire de mes 10 doigts, et que mes études, source d'admiration de tous, c'était surtout répéter par cœur des polycopiés".* Elle admire les personnes simples et libres rencontrées sur l'île et s'initie à leurs côtés à des savoir-faire comme la vannerie, les plantes sauvages, le jardin, la boulange, etc.

"Sortie" de Pierre Rabhi et de Terre et Humanisme

Une fois revenue à Paris, grande remise en cause : *"Et maintenant ?".* La capitale lui est devenue invivable et elle cherche à en sortir au plus vite. Elle écrit à Pierre Rabhi, dont les livres l'ont beaucoup touchée. Celui-ci l'appelle, et lui propose de devenir son bras droit, pour gérer tous ses projets et conférences; ce qu'elle fera pendant deux ans… Mais comment réaliser la "sobriété heureuse" et l'autonomie lorsque l'on n'est jamais chez soi ?

Elle demande donc son transfert à *Terre & Humanisme,* où elle reprend le journal. Motivée, elle revoit complètement la maquette, double le nombre de pages, et finit par tripler le tirage. Toujours en quête de cohérence, et après un dernier numéro *Reconquérir sa vie, avancer vers l'autonomie,* elle finit par démissionner.

Reconquérir sa liberté

Elle s'installe chez son compagnon Dany, dans la vallée isolée de Thines, et attend la venue de leur enfant. Loin de l'intense sociabilité et de la suractivité dans laquelle elle était, sa vie ralentit et Claire apprend à savourer en solitaire les marches en montagne.

Aujourd'hui, Claire, son ami Dany et leur enfant Shan sont installés dans les Hautes Cévennes. Ils y proposent des stages de vannerie et Claire, toujours très active malgré son envie de "lâcher prise", écrit régulièrement dans des journaux écolos et des maisons d'édition. Cela lui permet aussi de travailler des mains et de la tête, en toute harmonie. *"On ne peut se nourrir d'un seul ingrédient ; de la même manière, j'ai toujours considéré que plusieurs activités étaient nécessaires à notre épanouissement. J'ai enfin trouvé l'équilibre entre travail des mains et la tête, implication sociale et intériorité".*

Bastien Yverneau ■

Refuser de "naître soldat"

Halil Savda a passé plus de 17 mois derrière les barreaux depuis 2004 pour objection de conscience au service militaire obligatoire. Réformé depuis 2008, il encourt encore 100 jours de prison pour ses prises de position publiques en faveur de l'objection, dans un pays où l'armée est sacrée.

Une anecdote est significative du rôle de l'armée : alors qu'un proverbe célèbre affirme que "chaque Turc naît soldat", Halil a affirmé, avec d'autres, qu'on naissait bébé et non soldat. Devant le tribunal, les insolents ont proposé de mandater des experts dans une maternité pour vérifier si c'étaient des soldats ou des bébés qui naissaient ! Le juge a refusé.

De condamnation en condamnation

Halil est né en 1974 dans la partie turque du Kurdistan. A 19 ans, il est emprisonné et torturé à répétition pour "soutien à une organisation illégale" (le PKK). En 1996 il est libéré mais, refusant d'intégrer son unité militaire, il est condamné en 1997 à 15 ans de prison pour les mêmes motifs et libéré en 2004. Cinq jours plus tard, transféré dans "son" unité de l'armée, il se déclare objecteur de conscience et demande à la Turquie de reconnaître ce droit. Il est alors arrêté pour "désobéissance persistante". De 2004 à 2008, il est souvent emprisonné et il multiplie les actes de résistance à la militarisation, comme lorsqu'en pleine recrudescence des violences au Kurdistan, en 2006, il lance à la télévision un appel à se déclarer objecteur de conscience. En 2007, ramené à un bataillon de "son" unité, il refuse de porter l'uniforme et de se raser et est violenté.

Liberté d'expression

En 2008, il est déclaré "inapte" et est enfin libéré de son obligation. Le motif : "trouble de la personnalité antisocial". Halil dénonce cette psychiatrisation : "en tant qu'objecteurs pacifistes, notre champ d'action est d'avoir des relations sociales. Au contraire, l'armée est violente et hiérarchique. Ce qui est antisocial, c'est l'armée, pas nous". L'objectif est bien de décrédibiliser et de marginaliser les objecteurs.

Mais même une fois dégagé de ses obligations personnelles envers l'armée, le cauchemar continue : en Turquie le simple fait de faire des déclarations publiques en faveur de l'objection de conscience est un délit. Porte-parole de la "Plateforme pour l'objection de conscience" depuis 2006, Halil est arrêté en 2008 pour son soutien à un autre objecteur emprisonné. Il est également condamné en 2011 à cinq mois de prison pour des déclarations de solidarité avec deux objecteurs… israéliens. L'article 318 du code pénal turc interdit de "susciter l'hostilité de la population à l'égard du service militaire". Et la liberté d'expression ?



Amnesty Internationale

■ Halil Savda est soutenu par *Amnesty International*, 72-76, boulevard de la Villette, 75940 Paris cedex 19, tél. :01 53 38 65 65, www.amnesty.fr .

Quelles perspectives ?

Mais Halil n'aime pas parler de lui. Il préfère expliquer que c'est en 1990 que s'est déclaré publiquement le premier objecteur. Qu'au début c'étaient essentiellement des anarchistes. Puis sont venus des socialistes, des démocrates, et plus récemment encore des Kurdes et certains musulmans. Il y a actuellement 137 objecteurs déclarés, dont 40 femmes. Celles-ci ne sont pas astreintes au service obligatoire de 15 mois. Mais se déclarer objectrice est en soi un acte politique risqué.

Et aujourd'hui ? Pour faire bonne figure internationalement, la Turquie commence à déclarer qu'elle va reconnaître l'objection de conscience. Une professionnalisation de l'armée est en discussion. Dans l'attente, il se pourrait qu'une compensation financière permette aux couches les plus aisées de la population d'y échapper… Il y aurait actuellement, selon un ministre, un million de déserteurs ! Preuve que le peuple est loin de soutenir massivement le militarisme d'Etat.

Guillaume Gamblin ■


D. R.

La Ferme des Echausses, le choix du fonctionnement en collectif

En ce milieu d'après-midi de février, même s'il fait froid et humide et si le ciel est bas, le cadre est beau, accueillant, paisible. Cet ancien domaine viticole, en lisière de Limoux, est situé dans un méandre de la rivière Cougain qui coule juste en contrebas de la propriété ; la terre alluvionnaire y est très calcaire, mais profonde et fertile.

■ **Ferme des Echausses,** domaine du Chalet, route de Chalabre, 11300 Limoux, Lisbeth Busschots (tél. : 04 68 20 64 99), Michaël Dif, Gaëtan du Bus, Jocelyn Papon, Cécile Braud, Vincent Bermond (tél. : 04 68 74 34 92).

Dans ce projet, le choix essentiel est la vie en autonomie alimentaire — autant que possible — et en collectif, mais pas en communauté car chacun, chaque couple ou famille vit dans un habitat individuel faisant partie des bâtiments d'habitation acquis en SCI, que tous sont en train de rénover. Les membres sont actuellement au nombre de six (deux couples, dont un avec trois enfants, et deux célibataires, dont un avec un enfant) ; seuls deux d'entre eux sont porteurs d'un projet agricole. Cinq membres du collectif m'ont fait part de l'expérience vécue depuis avril 2009, date de l'acquisition des terres et bâtiments agricoles par la Foncière *Terre de liens*[1].

La SCI Fermacultures : un choix de vie en collectivité

Michael, éducateur et tourneur sur bois, "décroissant", m'accueille et me présente le fonctionnement du collectif. Après une réflexion approfondie, le collectif a décidé d'acquérir les bâtiments d'habitation en SCI (avril 2009). La valeur de la propriété de la SCI s'élève à 310 000 €. Certains ont apporté plus de capital de départ, et il est prévu d'établir un équilibre en capital sur 15 ans. Un emprunt de 155 000 € remboursable en 15 ans a été contracté auprès de la société financière la Nef pour financer l'acquisition et une partie des travaux.

Les statuts de la SCI sont assez classiques, mais néanmoins évolutifs et conçus de manière à :

- dissocier les pouvoirs (parts de capital social) des moyens financiers (apports en comptes courants). Les pouvoirs sont ainsi juridiquement égaux, reflets du partage des responsabilités.
- Imposer aux membres entrants une "clause d'agrément", qui s'applique également aux descendants des fondateurs. En cas de départ d'un associé, les associés restants peuvent durant 6 mois refuser les acheteurs

(1) Voir notre dossier de décembre 2011.

proposés ; à l'issue de cette période ils sont prioritaires pour le rachat des parts cédées.
- Vivre la co-gérance de tous les associés avec vote au consensus exprimé (qui ne dit mot s'oppose), partage des responsabilités et co-signature au chéquier commun.
- Partager les charges courantes au moyen d'une clé de répartition évolutive.

"Le plus difficile dans la vie collective est le fonctionnement au niveau humain, il faut beaucoup de discussions avant les prises de décisions ; certaines décisions sont plus portées par certains que par d'autres... Certes, quand la décision est prise, elle est très forte... mais c'est long", m'explique Michael. Ils organisent une réunion par semaine et un week-end de travail collectif par mois, sous forme de chantier ; les conflits entre deux personnes sont réglés à part. *"Ce qui est important, c'est de pouvoir se parler, s'écouter et au bout du compte, ça marche, on dépasse les difficultés"*, poursuit-il.

Pour la régulation du groupe, ils font appel à une psychologue systémique qui les aide à distinguer ce qui est de l'ordre du collectif et de l'ordre de l'histoire individuelle de chacun. *"Il faut rester dans la démocratie en permanence. Parfois, certaines décisions sont remises en question car le contexte a évolué et on se rend compte que l'on a quelque chose de plus prioritaire à traiter. Parfois, c'est un aspect technique et tout est remis en question, ce qui donne un sentiment de lourdeur. Mais nous essayons de toujours garder notre axe entre l'idéal et le réalisme, le pragmatisme. Nous essayons de rester cohérents, et même s'il y a parfois des compromis à faire nous restons toujours en mouvement"*, conclut Michael.

Cécile et Vincent : un acte politique

Cécile, titulaire d'une licence obtenue en Sorbonne et d'un DESS de Droit, est Agent de développement local dans la Communauté de communes du Limousin. Vincent, son compagnon, est devenu maraîcher après avoir occupé plusieurs postes. Il cultive pour le moment 0,5 ha en maraîchage biologique en traction animale, avec 2 ânes, et prévoit de passer à 1 ha en 2012. Il a déjà fait une saison de vente de légumes à la ferme, dans une Biocoop et autres magasins locaux et a fourni 30 paniers/semaine à une AMAP. Tous deux jeunes trentenaires, ils désiraient vivre dans un habitat écologique et au sein d'un collectif, l'une ayant la volonté de poser là un acte politique, alter-mondialiste, et l'autre de vivre dans une démarche de décroissance. *"Il faut accepter ses limites et la frustration"*, expliquent-ils, le travail sur soi étant un élément fort de leur démarche. Ils ont connu le collectif par une annonce dans *Passerelle-éco* et le fait de ne pas avoir de lien affectif antérieur rend les relations plus faciles avec le groupe. *"Et si jamais le projet venait à tourner court, ce ne serait pas un échec, on considérera que c'est la vie..."* concluent-ils.



D. R.

Lisbeth et Gaëtan : un travail sur soi

Le couple (dans la quarantaine), d'origine belge, a eu l'initiative du projet avec Michael. Lisbeth est sage-femme, elle a momentanément interrompu son activité libérale pour s'occuper de ses 3 enfants (le dernier né a quelques mois). Gaëtan, son époux, a une formation d'ingénieur forestier et a laissé son métier de chercheur pour exercer ici en tant qu'arboriculteur. Il a planté sur 3 ha des fruitiers (pommiers, poiriers, pêchers, abricotiers) et des fruits rouges. En attendant que les arbres produisent, il travaille en tant qu'ingénieur forestier indépendant (depuis 2006), activité qui l'amène à conseiller des personnes privées et des associations sur la gestion des forêts(2).

"J'ai toujours voulu vivre en collectif, depuis l'adolescence. A 16 ans, je vivais en co-location. Pour moi, habiter avec d'autres était une évidence car j'ai un engagement de type social. Mon but, c'est de grandir à travers la vie en collectivité", explique Lisbeth. Pour Gaëtan, c'est également le dépassement de soi qui le motive et aussi le souci d'empreinte écologique.

(2) voir Arbre et Bois Conseil : www.gestion-forestiere-sud.com, tél. : 09 65 18 88 09.



➤ Présentation de son travail par Gaëtan, lors d'une rencontre du réseau Relier.

Comme leurs trois autres "compagnons de collectif", ils reconnaissent volontiers que *"tout est beaucoup plus compliqué qu'en habitat individuel, qu'il y a beaucoup de lourdeurs, que l'on ne gagne pas de temps et que c'est même plus coûteux. Mais au bout du compte on commence à s'apercevoir qu'on partage quelque chose et que ce quelque chose nous lie, et chaque fois qu'on résout un conflit on grandit personnellement et on a de plus en plus confiance dans le groupe"*. Même s'ils ne veulent pas d'une vie communautaire, ils se disent inspirés par l'expérience de Longo-maï dans la région de Forcalquier(3).

Pour eux, la question qu'il convient de se poser régulièrement, personnellement et mutuellement en réunion, est la suivante : *"quelles sont mes bonnes et mauvaises raisons de vouloir vivre en collectif ?"*. Les réponses peuvent évoluer au fil du temps mais la question permet toujours de se recentrer sur l'essentiel, sur le sens que l'on donne à ce choix et sur le travail à faire sur soi-même pour évoluer... *"La fonction de laboratoire social est incontournable. Il y a quelque chose de commun avec le mariage, on a l'argent en commun, on ne peut pas se débiner. Le fait que nous ayons tous la signature du chéquier implique une totale confiance mutuelle"*, conclut Lisbeth.

Projet artisanal et culturel

Lorsque les travaux de restauration des bâtiments seront terminés, tous mettront en place des activités culturelles et artisanales, à commencer par un bar associatif autour duquel ils organiseront des soirées culturelles, des projections et des débats. Michael veut créer une médiathèque et un petit centre d'études sur les énergies renouvelables. Vincent souhaite organiser des ateliers de communication non-violente. Jocelyn, luthier, prévoit d'installer un atelier collectif bois et bricolage et l'accueil d'artistes.

A l'origine, il y avait un projet de jardin d'enfants Waldorf, mais il a été abandonné, faute de moyens.

Et *Terre de liens* dans tout ça ?

L'achat par la Foncière des 7 ha de terres et les bâtiments agricoles (150 000 € + 60 000 € de travaux de restauration urgente de ce bâti) leur a permis de réaliser leur projet collectif autour d'un projet agricole, ce qui aurait été totalement impossible autrement. Mais le *Mouvement Terre de liens* étant très jeune et ayant grandi très rapidement, il y a encore des éléments à affiner, *"par exemple, le bail environnemental était fixé à 9 ans au départ puis la décision a été prise de le prolonger à 18 ans, ce qui a bouleversé les choses sans que l'on comprenne bien pourquoi. Globalement, ce bail n'est pas assez cadré, il y a encore beaucoup de clauses en chantier"*, me confie Gaëtan. Vincent, lui, a quelques interrogations : *"comment Terre de liens va-t-elle se donner les moyens d'entretenir les bâtiments agricoles acquis en comptant uniquement sur le recouvrement des fermages ?"*.

Et Gaëtan de conclure... *"Nous savons qu'au moment de la retraite nous devrons quitter les lieux car ce qui est plus important que tout c'est la transmission de la terre nourricière à ceux qui pourront continuer à la soigner ; c'est la vocation de Terre de liens"*.

Marie-Joëlle Pouillon ■

(3) Longo Maï, Grange Neuve, 04300 Limans, tél. : 09 79 62 68 46.

Energie et CO_2

Combien émet chaque énergie ? Que les éoliennes et le photovoltaïque n'émettent que 10g et 13g de CO2/kwh ne tient pas compte de leur intermittence et de leurs mauvais rendements (20% éole, 8,6% photo) qui nécessiteront l'appui de centrales thermiques que l'on n'arrête pas du fait de leur temps de chauffe trop élevé ; ce sont des centrales principalement au charbon, au fuel et au gaz de 100 à 700 mégawats chacune et elles tournent au ralenti même en pleine production des renouvelables. N'oublions pas que les photopiles ne produisent pas la nuit dans tout le pays !


Guillaume de Crop

Pour le bruit des éoliennes au Danemark, (courrier p.41 *Silence* n°396) ; votre correspondante doit être sourde ou passer quand le vent souffle dans l'autre sens. Ici, nous avons des machines moyennes (0,8 MW) et pour les fermes les plus proches, moins de 600 m, le bruit est insupportable. Les habitants ne s'étaient pas opposés à leur installation car on leur avait dit que le bruit ne dépassait pas quelques décibels et ils s'en mordent les doigts.
Le Danemark est un bon exemple par rapport aux émissions de CO_2, ce pays étant avec l'Allemagne l'un des plus émetteurs d'Europe malgré sa prolifération d'éoliennes. Les nouveaux modes d'industrialisation du monde ne serviront qu'à produire toujours plus d'électricité pour des consommations en croissance constante. Changeons de paradigme et arrêtons de faire de la publicité aux multinationales du vent et du soleil, ce sont les mêmes que celles du nucléaire. Je voudrais ajouter que le bruit ne représente qu'un seul des arguments avancés contre ces aberrations et que nous n'avons aucun intérêt à les dénigrer contrairement aux lobbies des promoteurs et autres bureaux d'études.
Comment peut-on parler de relocalisation de l'économie, des méfaits de l'agriculture industrielle et vanter l'installation de ces mégamachines ? Pour sortir du nucléaire il faudra trouver autre chose.

Bruno Pradès
Non branché sur EDF et se contentant de 150 watts/heure d'énergie solaire et de 1m² de solaire thermique depuis 37 ans.
Aude

Silence : les calculs des émissions de CO_2 tiennent compte de l'intermittence et des rendements. L'ADEME a publié un sondage qui indique que c'est dans le département de l'Aude que les Français sont le plus favorables aux éoliennes industrielles. Ce qui n'empêche pas d'avoir un regard critique sur ces machines.

Et… boum, c'est trop tard !

(…) ça y est ça y est ça a pété
J'y croyais pas j'y croyais pas
J'pensais qu' c'était sécurisé
Et même après Fukushima
A Tchernobyl, ben… c'était vieux
Nous on est roi de la technique
Nous avaient dit ces ambitieux
En nous prenant pour des bourriques.

Et si on fait machine arrière
Tu pourras mêm' plus te chauffer
A dit l'vendeur de nucléaire
Prêt à tout pour contaminer
Où c'est qu'il est donc ce nuage
Passe à côté ou passe derrière
Quand vent violent pousse le carnage
S'est pas arrêté aux frontières

(…) Comment que j'vais couper mon pain
Sans mon gros couteau électrique
Et chauffer mon café l'matin
Sans micro-ondes électroniques
Et comment j'vais faire mon caca
Sans la télé dans les waters
Me passer du match sûrement pas
Sans internet ni France Inter

Moi qui aimait les champignons
Cette fois c'est bon je suis servi
Y'en a un gros à l'horizon
Ay ay ay il vient par ici
Pourquoi t'étais pro-nucléaire
Que m'ont hurlé mes deux enfants
On risqu' leucémie ou cancer
Il fallait y penser avant !

Michel Chevalier
Saône-et-Loire

Femmes de ménage

Dans *Silence* n°395 p.21, il était question de la "femme de ménage" en termes, je trouve, très réducteurs ; je souhaiterais savoir ce que vous proposez pour l'aide aux personnes âgées et handicapées qui ne peuvent assurer tout ou partie des tâches de la vie courante. Pour certaines familles, nombreuses ou pas, la question se pose, notamment familles monoparentales, adultes en déplacement professionnel, périodes de maladie… bref les aléas fréquents de la vie quotidienne.

Hélène Peronne
Paris

Silence : Cette brève signalait un phénomène de hiérarchie sociale. Il s'agit d'une question politique dont il serait bon de s'emparer ; peut-être dans les groupes de transition ?

Courrier

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

Le marché, une logique suicidaire

(...) Je vis au quotidien au bord d'un étang méditerranéen fermé où les algues macrophytes doublent leur surface chaque jour au détriment des autres formes de vie. A l'automne par saturation du milieu , toutes les algues meurent d'un coup et leur décomposition accapare toute l'oxygène dissous, on appelle ce phénomène d'effondrement par saturation en méditerranée : la malagre !

Le capitalisme de marché se transformant en société de marché me paraît ressembler dans sa "croissance-effondrement" à l'évolution des algues macrophytes qui saturent chaque année mon étang, mais avec un cycle de 80 ans !

Ce qui est intéressant à comprendre pour nous "ici et maintenant", c'est la phase qui précède l'effondrement, nous l'avons déjà vécu trois fois dans notre histoire (...) de la révolution industrielle !

Pour ce qui est du Réel : la surproduction côtoie toujours l'insolvabilité du plus grand nombre (...), les entreprises tournent en "sous-capacité" et accélèrent leur transfert capital/travail. Ceux qui ont encore un emploi souffrent sous la pression excessive de la productivité (...). Une société de l' "hyper-contrôle sécuritaire" peut alors se mettre en place, qui comme Alexis de Tocqueville l'avait théorisé en 1838, fait apparaître des "hommes providentiels" pour détourner la violence et l'extérioriser par la guerre ! Pour accéder au pouvoir, ces "hommes providentiels" peuvent même se transformer , on l'a vu, en pompiers pyromanes !

Pour le virtuel : l'argent qui n'est que la représentation symbolique en chiffres ou en nombre de la richesse réelle, une facilité pour échanger sur de longues distances, opère sa mutation !

Par les intérêts composés, les titres... l'argent enfante de l'argent qu'Aristote appelait des "rejetons par reproduction incestueuse" sans passer par la production de richesse réelle.

L'arnaque peut alors commencer : la bulle virtuelle de la monnaie fait croire à une poursuite du profit, mais ne fait que changer de main la promesse faite de possession de richesse réelle ! La décroissance réelle est amorcée (apoptose en biologie ou suicide cellulaire) mais personne ne la voit, tant les regards sont focalisés sur la croissance virtuelle de la bourse, un rituel journalier qui me fait penser à une messe en latin ! Mon ami Patrick Viveret plaide pour une "expertise psychiatrique" des marchés financiers qui, entre "euphorie et panique", ressemblent à une psychose maniaco-dépressive.

(...) La troisième voie possible nommée métamorphose (faute d'autre nom) ne peut à mon sens passer que par un réinvestissement par la société civile de ses territoires de vie, avec d'autres paires de lunettes sur le réel que celles que proposent les institutions et les logiques de marché étroitement liées dans leurs intérêts réciproques.

François Plassard
Haute-Garonne

Enseignante en colère

J'étais parmi les dizaines de milliers de personnes venues manifester contre le nucléaire le 15 octobre. J'y ai aperçu bon nombre de collègues — je suis professeur — et je n'ai pas pu m'empêcher d'y voir une incohérence. En effet, comment peut-on à la fois vouloir sortir du nucléaire et accepter les obligations de service aberrantes qui nous sont imposées ? En plus de rentrer les notes et les appréciations trimestrielles par informatique, il nous faut maintenant remplir le cahier de texte et rendre compte des présences ou des absences d'élèves heure par heure. Autrement dit, garder un ordinateur allumé par salle de classe, toute la journée, pour une utilisation d'à peine une minute par heure, et ce multiplié par quelques centaines de milliers d'enseignants ! Nul doute qu'une contrainte aussi peu écologique sert les intérêts électronucléaires du gouvernement. Et nous l'appliquons sans nous poser de questions, maugréant seulement contre ces tâches supplémentaires non-payées — alors qu'il y a de l'argent pour acheter tous ces ordinateurs, pas pour rémunérer des professeurs !

Nous apportons servilement notre caution à un outil dont la fonction pratique et pédagogique est contestable, à l'usage arbitraire soumis à des intérêts économiques et policiers évidents. (...) Tout cela sur fond de souffrance intolérable, aussi bien des élèves que des professeurs, comme l'immolation de la collègue de Béziers nous le rappelait...

Que faudra-t-il de plus pour qu'enfin nous résistions à cette casse de l'école (...) ? Comment défendre des convictions —qu'elles soient professionnelles, humanistes, anti-nucléaires...— et faire le contraire en classe ? Nous devons agir "en fonctionnaires de manière éthique et responsable", apprend-on aux jeunes qui débutent dans le métier. Eh bien, ce ne sera pas en nous soumettant à des directives ineptes, mais en nous opposant massivement à cette gabegie scandaleuse !

Brigitte Morteveille
Mayenne

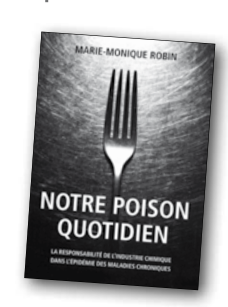
Livre mis à l'index ?

(...) Dans le n°393, le livre "Notre poison quotidien" de Marie-Monique Robin, celle qui a sorti, une honte, hein, "Le monde selon Monsanto", ne faisait l'objet que de 4,5 lignes dans la rubrique "Nous avons également reçu".

En somme, vous vous fichez ouvertement de nous. (...)

Yves Hubert
Yvelines

Silence : Nos choix de lecture sont subjectifs...et nous amènent parfois à parler moins d'un livre très connu que de livres qui le sont moins.



Nostalgie déplacée

Dans *Silence* n°396 p.28, *Silence* met en avant une phrase de Philippe Saint-Marc : "Imaginons demain une France où il n'y ait que 200 000 chômeurs, où la criminalité soit réduite des 4/5(...), n'aurions-nous pas l'impression d'une merveilleuse embellie humaine ? C'était cependant la France des années 60".

Cette citation et son commentaire, c'est vraiment pas malin ! Voyons un peu cette décennie "années 60-70" en France : nos appelés, traumatisés par ce qu'ils avaient vécu en Algérie, nous revenaient sans piper mot ! (...) Les femmes avortaient sur une table de cuisine dans la douleur (...), Certains métiers étaient interdits aux femmes ! (...) Bien sûr, aussi, maintenant c'est pas facile ! Mais cette nostalgie, c'est idiot. Très cordialement,

Chantal Balez
Var

Violence financière

Le courrier "Violence financière" par dans *S!lence* n°397 p.49 m'inspire quelques réflexions. La police étatique aurait "contenu la violence des individus" et "les forces aveugles de l'argent".

Pourtant, il me semble que la réduction de la violence inter-personnelle a de tout temps été l'objet d'une attention entre humains pour prévenir, atténuer, contenir, dissuader, dériver, avec plus ou moins de succès. L'expérience de la non-violence ne débuterait-elle pas avec les premiers primates ?

Dès ses débuts en Mésopotamie, l'Etat n'a-t-il pas assumé la violence des Puissants ? L'impact et l'efficacité des dominants a alors été décuplée par son institutionnalisation qui l'a rendue comme "naturelle". Du coup, l'Etat a-t-il jamais "contenu" la violence ?

Marie-Pierre Najman
Rhône



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/ Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

La Ferme des enfants

Sophie Bouquet-Rabhi
Actes Sud
2011 – 173 p. – 22 €



Si l'éducation nous conforme et nous abêtit, elle doit pouvoir aussi nous épanouir et faire de la terre un lieu pour vivre – et non un lieu de mort. C'est le pari réussi de Sophie Rabhi qui relate, tout d'abord, son enfance et sa propre formation – lesquelles l'ont conduite à organiser cette école "de la bienveillance". Douze heures hebdomadaires y sont consacrées aux apprentissages scolaires, le reste à vivre en société, en lien avec la vie de la ferme et avec des adultes, notamment les habitants du Hameau des Buis… "A la Ferme des Enfants, il n'y a ni punition, ni récompense", "chacun est conscient de la nécessité de faire un travail personnel pour éviter que les enfants ne subissent les conséquences de nos conditionnements ou souffrances passées". "L'enfant à qui il est permis d'explorer ce monde naturellement connaît et intègre les lois de la nature et les lois universelles de la relation". Une description et une auto-analyse, sans concessions, d'une alternative qui marche et ne demande qu'à essaimer. JPL.

La nouvelle alternative ?
Enquête sur l'économie sociale et solidaire

Philippe Frémeaux
Ed. Les petits matins/ Alternatives économiques
2011 - 157 p. - 12 €



Petit livre efficace, offrant un panorama exhaustif de la situation où se trouve aujourd'hui l'économie sociale et solidaire (l'ESS). Philippe Frémeaux, pose un regard critique sur cette alternative possible au capitalisme et cherche à élucider ses impasses et ses manquements. L'ESS, qui a pour but de produire des biens et des services utiles à tous (plutôt que du profit), a-t-elle la capacité de progresser au sein des politiques et systèmes actuels ? Selon l'auteur, l'ESS présente des problèmes d'organisation qui lui sont propres : ainsi la gouvernance démocratique de ces entreprises serait toute relative.
Un autre écueil probable : celui de rester éloigné des pouvoirs politiques qui changent et fluctuent alors que leur appui financier pourrait être salvateur.
Cependant il est notable que les initiatives de l'ESS plaisent aux usagers et consommateurs, que les jeunes s'y intéressent puisqu'elle offre un nouvel équilibre dans le monde du travail et qu'enfin elles sont à l'origine d'activités pionnières dans une mondialisation devenue insoutenable. EG.

Crèche, bagne pour enfants

Françoise Billy-René
Ed. Ardhome
2011 - 150 p. – 16 €

Malgré des positions extrêmes, ce livre soulève le problème social qu'est l'accueil du bébé dans les structures actuelles des crèches. Problème social pour les bébés qui peuvent y passer jusqu'à 10 heures par jour, 5 jours par semaines, problème social pour leurs parents qui sont contraints de travailler : congé maternité très court et faibles aides financières.
Autre point crucial abordé : le peu de subventions accordées aux crèches, les oblige à être rentables, ce qui bien souvent se traduit par un manque de personnel, vite surmené. Enfin l'épanouissement individuel ou la libération de la femme (autonome grâce à son travail) entre en contradiction avec le temps nécessaire qu'il faut porter à un enfant, et plus à un nourrisson. Mais comment défendre la "femme au foyer" sans être taxé d'archaïsme/ Sous un utopisme démesuré, l'auteure trouve la source du terrorisme et des autres maux de la société dans le manque d'attention porté aux bébés. On ne pourra qu'approuver sa conclusion, fondement même de la société de consommation : "Le besoin de reconnaissance, le besoin de possessions, émergent quand notre besoin fondamental d'amour n'est pas comblé". EG.

Un beau jour…
Combattre le viol

Clémentine Autain
Ed. Indigène
2011 - 32 p. - 3 €



C'est l'affaire DSK et la manière dont les médias français ont systématiquement pris parti pour l'homme contre la femme, qui a poussé Clémentine Autain à prendre la plume. Figure de la gauche radicale, elle y raconte comment elle a été victime d'un viol, ce que cela a provoqué en elle, avant d'élargir le propos et d'appeler les femmes à prendre la parole. Il est absolument anormal que dans cette société qui reste profondément machiste, c'est la victime qui subisse encore la honte. Le viol doit disparaître, ce qui ne peut se faire qu'en sortant de la domination masculine, donc en le politisant. Cela suppose aussi de sortir la sexualité de la sphère privée, pour ensemble libérer le désir. Concis et indispensable. FV.

…Et je ne suis jamais allé à l'école

André Stern
Actes Sud
2011 – 163 p. – 22 €



André Stern, la quarantaine, raconte son "enfance heureuse", ses origines, ses journées, ses passions, ses métiers… sans être jamais allé à l'école. Il relate comment, dans son enfance, avec l'accompagnement empathique de ses parents, il suit des "cours" de maîtres qu'il s'est choisis, notamment en danse, en dinanderie, en photographie. Mais aussi ses passions pour le Lego, les autos, la magie, les hiéroglyphes, la musique, le théâtre, la lutherie, le journalisme… Il analyse et reconstitue comment, en vivant cette vie, il a appris à lire, à calculer et à raisonner, à écrire, à parler plusieurs langues, à maîtriser l'informatique… Dans la parte finale, il répond aux questions qu'on lui pose souvent : la socialisation, la motivation des parents, la crise d'adolescence, le "passage" à la vie active, les idées fausses… Il ne prône, pour autant, ni la déscolarisation, ni l'instruction en famille : il témoigne simplement qu'une "éducation" véritablement autre est possible. JPL.

En finir avec le nucléaire

Benjamin Dessus et Bernard Laponche
Ed. Seuil
2011 - 170 p. - 13 €

Les deux auteurs, l'un ayant travaillé à EDF, l'autre au CEA, sont d'excellents vulgarisateurs et ce livre est parfait pour ceux et celles qui s'inquiètent du nucléaire et qui n'ont pas les données de base. La première moitié de l'ouvrage rappelle ce que sont les réalités de cette énergie (loin des affirmations péremptoires de certains politiques ignares). La deuxième partie de l'ouvrage montre comment s'en passer. Pour cela les auteurs proposent un changement d'approche : partir des besoins des utilisateurs et non pas des moyens de production. Ensuite, miser sur la sobriété (peu consommer) et l'efficacité (quand on consomme, on choisit ce qui est le plus performant) et enfin seulement, on développe tout un panel d'énergies essentiellement renouvelables. Les auteurs présentent en détail une sortie d'ici vingt ans… qui suppose quand même que nos réacteurs nucléaires vieillissent sans problème, un pari loin d'être gagné. MB.

La force de l'autonomie
Gandhi précurseur de la décroissance ?

Guillaume Gamblin
Ed. Man Lyon, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon
2011 - 96 p. - 6 € (+ 2 € port)

Gandhi est aujourd'hui surtout connu pour avoir théorisé l'action non-violente. Pourtant sa lutte pour l'indépendance de l'Inde l'a amené à se poser des questions sur d'autres sujets. Ainsi de l'autonomie qui doit permettre de conserver sa propre culture (ici indienne contre britannique). L'autonomie, qui repose pour une part sur le refus de l'industrialisation, est un moyen d'augmenter sa liberté par rapport à son gouvernement, lequel doit avoir le moins de pouvoirs possible. Gandhi propose d'agir au

le livre du mois

Portrait du colonialiste

Jérémie Piolat
Ed. La Découverte
2011 – 163 p. - 13,50 €



Ce livre explore le colonialisme invisible qui imprègne nos mentalités et nos comportements. Partant notamment de son expérience d'enseignement du français aux migrant-e-s, l'auteur pourfend un certain nombre de clichés racistes pour montrer en quoi les Occidentaux sont de vrais barbares qui s'ignorent. Empruntant des chemins inhabituels, il affirme : "On ne peut pas penser le colonialisme indépendamment d'un travail sur le corps". Il interroge aussi notre perception de nous-mêmes en tant qu'Occidentaux : sommes-nous conscients que nous sommes les héritiers de la colonisation des cultures paysannes, aliénés et déracinés au profit de la production capitaliste ? Et si nous nous réappropriions, comme Starhawk, l'héritage des sorcières, de notre culture colonisée par la modernité ? Un livre étonnant et passionnant, rempli d'anecdotes édifiantes. GG

niveau local, pour développer des circuits courts, de limiter les échanges à travers des relations sans domination (il prône le fédéralisme). Il souhaite que le village soit le décideur de ce qu'il fournit à la ville. Il reconnaît l'utilité d'un Etat réduit au minimum, lequel doit être le garant de la non-violence. Il prône la pauvreté matérielle et la richesse spirituelle pour lutter contre les riches (en argent). Beaucoup d'idées que l'on retrouve effectivement dans la sphère des objecteurs de croissance aujourd'hui. Etonnamment contemporain. MB.

Romans

Le silence ne sera qu'un souvenir



Laurence Vilaine
Ed. Gaïa
2011 - 176 p. - 17 €

À travers le témoignage d'un mort, dans sa tombe, l'auteure nous convie à suivre le destin de la communauté Rom. Plus particulièrement de quelques-uns de ses membres sur les rives slovaques du Danube. Du génocide sous les nazis au paternalisme annihilant du régime soviétique jusqu'à la chute du mur de Berlin, c'est l'histoire malheureuse de cette communauté qui nous est ici comptée.
Une histoire poignante servie par un style percutant, poétique et grave qui de mélodies plaintives en humanité criante vous transportera en émotions et en rencontres avec des personnages plus attachants les uns que les autres. Sans tomber dans le pamphlet politique l'auteure présente ici l'histoire d'une discrimination toujours d'actualité. Pour un premier roman c'est clairement une réussite. JP.

Galadio

Didier Daeninckx
Ed. Folio
2011 - 154 p. - 4,60 €

Après la première guerre mondiale, les troupes françaises occupent la Rhur en Allemagne pour se "rembourser"... Ce sont des troupes africaines qui sont envoyées et de nombreux enfants métis vont naître et grandir au moment de la montée du nazisme. Didier Daenincks retrace ici le parcours d'un de ces jeunes pourchassés par les nazis. Avec une écriture efficace et presque trop concise, il nous emmène jusqu'au Sénégal avant un retour pendant la seconde guerre mondiale. Un éclairage important sur une des facettes nauséabondes de cette époque. FV.

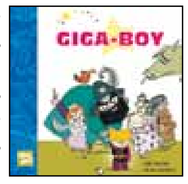


Jeunesse

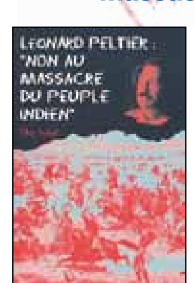
Giga-Boy

Gaël Aymon, Cécile Vangout
Ed. Talents hauts
2011 – 25 p. - 11,50 €

Dès 6 ans. Giga-Boy est né dans une famille de super-héros, il est donc doté de super-pouvoirs et il s'en sert pour sauver les gens… Mais au fil des expériences il va découvrir qu'il aspire à autre chose qu'à tenir ce rôle de super mâle sauveur de l'humanité, qui lui est assigné. Une histoire qui interroge sur les normes de la masculinité et qui encourage à vivre librement ses aspirations en osant prendre de la distance par rapport à ces normes. GG



Léonard Peltier : non au massacre du peuple indien



Elsa Solal
Ed. Actes Sud
2011 - 91p. - 7,80 €

Dès 12 ans. Léonard Peltier a été emprisonné en 1976 pour un crime qu'on lui attribue et qui a vraisemblablement été monté de toute pièce par la CIA pour le neutraliser. Il est encore sous les barreaux aujourd'hui. Ce militant de la cause indienne, membre du peuple Sioux Lakota, a eu le tort de s'engager activement dans l'American Indian Mouvement au début des années 70. Ce livre met en scène un journaliste qui interviewe Peltier en prison, et l'on découvre son histoire par bribes, depuis son enfance jusqu'à l'incroyable siège de Wounded Knee où les Indiens tinrent tête au gouvernement durant soixante-et-onze jours. GG

Rosalie et les princesses roses

Raquel Diaz Reguera
Ed. Talents hauts
2011 – 37 p. - 12,50 €

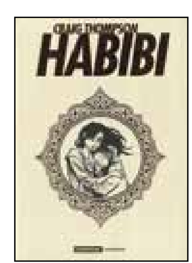


Dès 5 ans. Rosalie est la fille d'une reine rose et d'un roi bleu. Mais "je ne veux pas être une princesse rose", supplie-t-elle. "Je veux voyager, jouer, courir et sauter, et je veux m'habiller en rouge, en vert, en violet…". "Les princesses sont comme les roses, lui répond-on, des fleurs fragiles dont les pétales ne résistent pas à un souffle de vent". Va-t-elle réussir à se libérer de cette cage normative ? Un livre sur les stéréotypes de genre qui enferment les enfants dans des rôles qu'ils n'ont pas choisis. GG

B. D.

Habibi

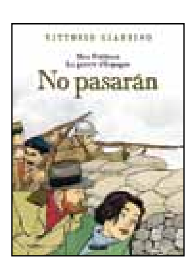
Craig Thompson
Ed. Casterman écritures
2011 - 670 p. - 24,95 €



Cet énorme pavé est un sommet de la littérature dessinée. Avec des trouvailles graphiques extraordinaires, l'auteur nous conte une histoire digne des Mille et une nuits, faisant un parallèle saisissant avec des extraits du Coran dans un monde à la fois onirique et très contemporain. On se laisse envoûter par le récit calligraphique, les images finement travaillées en pleine page, les explications sur les traditions de l'écriture arabe… Le tout est réalisé au trait en noir et blanc avec une dextérité incroyable. Une fois entré dans ce livre, il est impossible de s'arrêter. MB.

No pasaran

Vittorio Giardino
Ed. Glénat
2011 - 168 p. - 28,50 €

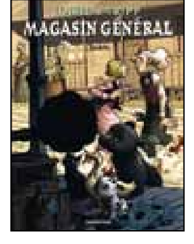


En octobre 1938, Max Fridman repart en pleine guerre d'Espagne pour essayer de retrouver la trace d'un ami disparu. Après une recherche à Barcelone il se rendra sur le front, reviendra dans la capitale catalane suspectant les communistes de faire disparaître les Républicains qui ne sont pas sous leurs ordres. Alors que la défaite est proche, la ville est secouée par les attentats des franquistes infiltrés au plus haut niveau de l'armée. Avec un dessin parfaitement maîtrisé, l'auteur montre bien les tensions qui régnaient au moment où la guerre civile va s'achever, laissant la place à la deuxième guerre mondiale. FV.

Magasin général

T7 Charleston

Loisel et Tripp
Ed. Casterman
2011 - 84 p. - 14,95 €



Cette réjouissante série qui se passe au début du vingtième siècle dans un village du Québec, aborde comme d'habitude des questions politiques. Cette fois, c'est le maire qui est mort et qu'il faut remplacer, l'occasion d'un long débat sur la nécessité ou non de déléguer son pouvoir de décision. A travers la musique du charleston, flotte comme un air d'anarchie. FV.

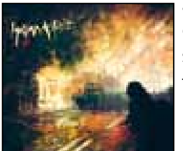
Musique

Harmopée

Harmopée

Autoproduction
www.harmopee.org
2010 - 14 titres - 59 mn - 10 €

L'Harmopée est un groupe de rap qui sévit en Bretagne. C'est du cousu main de très très bonne facture. Leur son, lourd, saupoudré d'ambiances électroniques, accompagne des paroles engagées loin du rap commercial sans fond qui n'a la plupart du temps rien à dire.



L'Harmopée est à classer dans la vague des groupes français qui nous livrent des albums créatifs et font perdurer les valeurs du rap à l'ancienne. À savoir des musiciens de haut niveau qui ne mâchent pas leurs mots quant il s'agit de dénoncer et de parler du quotidien. Tout en sachant insérer quelques touches d'humour très bien placées, ils savent s'amuser avec la langue française par des jeux de mots, des sonorités, des rythmes verbaux et des rimes des plus musicales. Vivement la suite. JP.

Le fossé entre les riches et les pauvres

Club Musique de la Cité scolaire internationale de Grenoble

gregg.west@ac-grenoble.fr
2011 - 13 titres - 48 mn - 7 €

Ce projet iconoclaste regroupe des élèves de 6e à la terminale et témoigne d'un engagement multiculturel aux sonorités diverses.
Les nombreux titres, en plusieurs langues, sont servis par une très bonne production et l'écoute est des plus agréable. Les treize morceaux de ce CD, dont les bénéfices seront reversés à Oxfam, présentent une diversité des styles et vous voyagerez en langue portugaise, arabe, allemande, française et espagnole sur des rythmes pop, jazzy, rock ...
Un projet qui dévoile des artistes de tout âge, des poètes, des compositeurs, des chanteurs et des musiciens qui ont su œuvrer ensemble à la production de cet album, sans fioriture mais d'une conception originale et d'une fraîcheur inhabituelle. JP.

Film

Gents de Ventor

Philippe Ayme
Gents de Ventor, hôtel de ville, 6, cours Taulignan, 84110 Vaison-la-Romaine
2011 - 68mn

En 2009, a lieu une marche autour du mont Ventoux pour soutenir l'inscription de la langue d'oc au patrimoine de l'humanité par l'Unesco. On suit pas à pas le groupe de marcheurs, qui témoignent de leur attachement à l'occitan, on rencontre des artistes et des botanistes qui ont fait le choix de parler ou chanter cette langue, qualifiée de régionale par ceux qui pensent que tout ce qui n'est pas à Paris est "régionaliste". Certains ont rencontré des peuples indigènes ailleurs pour se rendre compte de leur richesse culturelle. D'autres racontent la honte de leurs grands-parents qui n'osaient pas parler occitan à leurs petits-enfants. Dommage que cette rencontre avec une culture vivante manque sérieusement de rythme. GG.

Nous avons également reçu...

■ **Les risques naturels en 300 questions-réponses,** *Sylvain Bouley, éd. Delachaux et Nieslé, 2011, 234 p. 22 €.* Facile de lecture, un tour d'horizon pour comprendre les causes et conséquences des tempêtes, canicules, météorites, séismes, éruptions volcaniques, glissements de terrain, inondations...

■ **Stop ! Tirons les leçons de la crise,** *Olivier Berruyer, éd. Yves Michel, 2011, 600 p. 22 €.* Cet énorme livre alterne une multitude de schémas, de dessins humoristiques, de citations de nos politiques... Cela aide à faire passer la démonstration, laquelle malheureusement, bien que claire, n'a pas l'audace de sortir de l'économisme. Peut-être les solutions proposées par l'auteur peuvent-elles nous sortir de la crise financière, mais cela ne nous donne pas de solutions pour autant pour la crise écologique qui est actuellement masquée par les gesticulations des banques et des gouvernements.

■ **Entrer dans l'âge de la non-violence,** *Jean-Marie Muller, éd. Le Relié, 2011, 116 p., 14 €.* L'auteur revisite et synthétise ici les grands thèmes de sa réflexion : critique de l'idéologie de la violence et d'un certain pacifisme, évocation des perspectives de désarmement nucléaire, d'action non-violente et d'une culture de non-violence largement à bâtir pour réussir à survivre humainement sur cette terre. Préface de Stéphane Hessel.

■ **Tchernobyl, 25 ans après,** *Carlos Pardo et Iloé, éd. CSFL Ink, 2011, 192 p. 30 €.* Après avoir été rassurés par un ingénieur du nucléaire, les deux auteurs sont allé photographier les ruines autour de Tchernobyl. Les gens n'existent pas, ne restent que le béton et un projet artistique esthétisant dénué de tout engagement social.

■ **Les conditions de détention en France,** *Observatoire international des prisons, éd. La Découverte, 2011, 336 p. 24 €.* L'OIP étudie dans ce livre l'évolution législative des conditions d'emprisonnement en France et ses conséquences sociales. Elle montre que malgré un discours sur l'usage du bracelet électronique, le nombre d'incarcérations ne diminue pas, que les peines s'allongent et que les conditions de survie sont toujours aussi détestables.

■ **Ni dieu, ni maître,** *Daniel Guérin, éd. La Découverte/Poche, 2011, 774 p. 18 €.* Réédition d'un classique de l'histoire de l'anarchisme. Indispensable pour ceux et celles qui se font parfois de fausses idées sur cette approche politique qui devrait être un horizon à atteindre pour tous. L'auteur étant décédé en 1988, une poursuite de son travail sur l'anarchisme récent serait la bienvenue.

■ **Pour un monde durable,** *Rencontres de Bamako, Institut français, ministère de la culture du Mali, éd. Actes sud, 2011, 396 p. 42 €.* Présentation des œuvres de plus de 90 photographes africains, avec beaucoup de questions abordées : les déchets, le recyclage, la désertification, l'urbanisme... et les révolutions en cours, la nature, les gens. Très beau livre.

■ **Un bateau nommé liberté,** *Gilbert Nicolas, éd. Goutte de Sable, 2011 (réédition - première édition 1976), 176 p. 16 €.* En 1973 des militants contre les essais nucléaires français à Mururoa embarquèrent à bord du Fri, destination la zone d'essai. Gilbert Nicolas, l'un des équipiers, fait le récit d'une aventure humaine et militante des plus palpitante. De leur chevauchée sur les océans au départ de la Nouvelle-Zélande jusqu'à l'acte de piraterie de l'armée française à leur encontre, nous suivons au jour le jour leur quotidien, leurs questions et leurs déterminations.

Créez un groupes local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Rejoignez un groupes local

> Ariège et sud Haute-Garonne.
Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67,
jeanclaude.geoffroy@orange.fr.

> Besançon.
Martine Lionnet
La Croix de Pierre,
70130 La Vernotte,
tél. : 03 84 78 01 19 *(pas de rappel pour les téléphones portables).*

> Bretagne.
Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont,
tél. : 02 99 07 87 83.
Camille Baran,
marie_camille.baran@hotmail.fr.

> Drôme.
Patricia et Michel Aubart,
obarm@laposte.net.

> Est-Puy-de-Dôme.
Jean-Marc Pineau,
Marette, 63290 Paslières,
pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.

> Indre-et-Loire.
Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.

> Paris.
Mireille Oria,
52 bis, boulevard Richard-Lenoir,
75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.

> Seine-et-Marne.
Collectif écologie durable,
Franck Rolland, 11, chemin de la Chapelle-de-Souffrance,
77500 Chelles.

> Val-de-Marne.
groupesilence94@voila.fr.

Devenez Réd'acteur
et gagnez votre abonnement gratuit !

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes.

Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Devenez Stand'acteur
et gagnez votre abonnement gratuit !

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous souhaitez tenir un stand lors d'une manifestation qui a lieu près de chez vous, contactez-nous.

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec* S!lence *!*



















Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h
Comptabilité : Zahra Haddab : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** – Belgique,
98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 1er trimestre 2012 - **Tirage :** 5900 ex. - **Administrateurs :** Alain Arnaud, Camille Baran, Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Monique Douillet, Emilienne Grossemy, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Michèle Pottier, Emmanuel Tissier - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Marie-Anne Chaize, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemy, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman - **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret 09 53 04 30 40 - **Dessins :** Coco, Lasserpe, Lécroart - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Amnesty International, Br-gimo, Ivo Cardus, Guillaume de Crop, Cl. Dopagne, AS Flament, Federico Gianotti, Greenpeace, Deanna Harrison, PY Jouyoux, Sabine Li, Filipe Matos, Marie-Lan Nguyen, Christine Tope, Totnes Times - **Et pour ce n° :** Geneviève Adam, Kitty de Bruin, Susan Cerezo, Josué Dusoulier, Dominique Lalanne, Jocelyn Peyret, Marie Joëlle Pouillon, Jocelyne Renard, Léo Sauvage, Bastien Yverneau - **Traduction :** Frédéric Pham (anglais) - **Couverture :** AS Flament - www.amiens-tourisme.com - **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

Commandes







Numéros disponibles

- ☐ 360 Autoproduire pour se reconstruire
- ☐ 361 Les nouvelles formes du colonialisme
- ☐ 362 Les jardins partagés
- ☐ 363 Téléphone (insup)portable !
- ☐ 368 A la recherche de l'écologie radicale
- ☐ 371 Valse des paniers autour des AMAP
- ☐ 372 Démarches participatives d'habitat
- ☐ 374 Le corps, champ de bataille
- ☐ 376 Les murs, médias alternatifs
- ☐ 377 Élues et Genre
- ☐ 378 Apprendre sans école
- ☐ 380 Les frontières de la non-violence
- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition

Numéros régionaux

- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- ☐ 375 Gard et Lozère
- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine

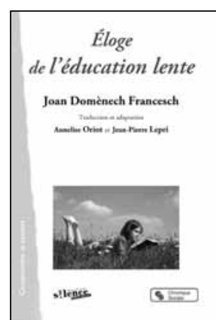
Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres



☐ Manuel de transition
20 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €



☐ Éloge de l'éducation lente
13,50 €
Frais de port :
- métropole : 3 €
- étranger : 4,5 €

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédaire de PayPal.

Total de votre règlement :

Vos coordonnées : MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : ____

Prénom : ____

Adresse : ____

____

Code Postal : ____ Ville : ____

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

____

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐…… € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP : ____

Adresse : ____

Code Postal : ____ Ville : ____

Titulaire du compte

Nom et prénom : ____

Adresse : ____

____

Code Postal : ____ Ville : ____

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Compte à débiter

Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :	Date et signature obligatoires :
545517	**Silence** 9, rue Dumenge 69317 LYON Cedex 04	

Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).



26ème salon-rencontres de l'alter-écologie

24, 25 et 26 février 2012
Eurexpo - Lyon/Chassieu

- **480 exposants** associations, producteurs, artisans…
- **120 rencontres** conférences, projections, démos, trocs… sur de nombreux thèmes dont "Le temps de l'écologie"
- **les espaces** enfants, lecture-presse, numérique libre, jeux info AB, habitat-énergies, artisans-créateurs, parents-enfants …

Envoi gratuit du catalogue sur simple demande !

primevere.salon.free.fr
04 74 72 89 90

1 jour 8€ - petit tarif 6€ - soutien 10€ - 3 jours 13€ - gratuit - de 12 ans • vendredi 14h-22h - samedi 10h-20h - dimanche 10h-19h